

CONJONCTURE DE LA FILIÈRE **CONSTRUCTION**

ÎLE-DE-FRANCE



CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE



Bâtiment - Construction neuve

Île-de-France

France

Construction neuve

Bâtiment résidentiel

Construction

Logements mis en chantier

Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)

-2,0% ▼

46 800 lgts

+1,1% ▲

291 600 lgts

Logements autorisés

Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)

-12,7% ▼

52 500 lgts

-8,0% ▼

335 400 lgts

Commercialisation

Réservations de logements par les particuliers (indiv. + coll.)

Au 1^{er} trimestre 2025 (évol 1an)

+8,6% ▲

4 959 lgts

-3,3% ▼

15 464 lgts

Encours de logements (indiv + coll.)

A la fin du 1^{er} trimestre 2025 (évol 1an)

-11,8% ▼

27 562 lgts

-9,8% ▼

116 785 lgts

Prix des logements collectifs

Au 1^{er} trimestre 2025 (évol 1an)

-0,8% =

5 372 €/m²

+1,5% ▲

4 874 €/m²

Bâtiment non résidentiel

Construction

Surface de locaux mis en chantier

Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)

+3,3% ▲

2 491 mill. m²

-8,8% ▼

19 924 mill. m²

Surface de locaux autorisés

Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)

-3,1% ▼

3 847 mill. m²

+2,4% ▲

38 084 mill. m²

Bâtiment - Entretien-rénovation

Île-de-France

France

Entretien-rénovation

Activité en entretien-rénovation

Evolution de l'activité en entretien-rénovation, en volume

Au 1^{er} trimestre 2025 (évol 1an)

-2,6% ▼

-1,2% ▼

Evolution de l'activité en entretien-rénovation, en valeur

Au 1^{er} trimestre 2025 (évol 1an)

-0,9% ▼

+0,6% ▲

Perspectives d'activité en entretien-rénovation

Carnets de commande entretien-rénovation

A la fin du 1^{er} trimestre 2025 (évol 1an)

▲

10,7 semaines

▲

14,2 semaines

Solde d'opinion des professionnels sur l'évolution de leur montant de facturation en entretien-rénovation

Pour le 2^e trimestre 2025 (évol historique même trimestre)

▼

-8

▼

-11

Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro

Travaux liés à l'éco-PTZ

De janvier à la fin du 4^e trimestre 2024 (évol 1an), en M€

+28,0% ▲

149,34 M€

+14,2% ▲

2 236,23 M€

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE



Travaux Publics

	Île-de-France		France	
Travaux Publics				
Activité récente	▲	-5	▲	-10
Au 1 ^{er} trimestre 2025 (évol historique même trimestre, solde d'opinion)				
Prévisions d'activité	▼	8	=	+4
Pour le 2 ^e trimestre 2025 (évol historique même trimestre, solde d'opinion)				
Carnets de commandes	+0,9 mois ▲	11,2 mois	+0,3 mois ▲	7,3 mois
Au 1 ^{er} trimestre 2025 (évol 1an), moyenne des 4 derniers trimestres en nombre de mois				



Industrie des Matériaux de Construction

	Île-de-France		France	
Industrie des Matériaux de Construction				
Production BPE	-6,6% ▼	746 775 m3	-7,1% ▼	4 840 354 m3
Production de BPE entre janvier et février 2025 (évol 1an), en m3				
Production Granulats	+0,7% =	1 106 kt	-0,2% =	39 688 kt
Production de Granulats entre janvier et février 2025 (évol 1an), en milliers de tonnes				



Appareil de Production

	Île-de-France		France	
Appareil de production				
Emploi				
Emplois salariés dans la construction	-1,2% ▼	357 286 sal.	-1,8% ▼	1 610 562 sal.
A la fin du 4 ^e trimestre 2024 (évol 1an)				
Intérimaires Construction	-12,8% ▼	20 361 ETP	-7,1% ▼	111 780 ETP
Moyenne 3 mois à fin Février 2025 (évol 1an)				
Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics (cat. A)	+10,8% ▲	42 020 DEFM	+8,7% ▲	239 510 DEFM
Au 1 ^{er} trimestre 2025 (évol 1an)				
Santé des entreprises				
Créations d'entreprises dans la construction	-6,8% ▼	5 347 ent.	-13,5% ▼	23 121 ent.
Au 1 ^{er} trimestre 2025 (évol 1an)				
Défaillances d'entreprises de Construction	+12,4% ▲	959 défaillances	+15,7% ▲	4 248 défaillances
Au 4 ^e trimestre 2024 (évol 1an)				



Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction

LOGEMENTS COMMENCÉS : DES ÉVOLUTIONS CONTRASTÉES SELON LES MARCHÉS

Environ 46 800 logements ont été mis en chantier en Île-de-France entre avril 2024 et mars 2025, soit 2% de moins que sur les 12 mois précédents (avril 2023 - mars 2024). L'évolution est différenciée selon les segments de marché : forte baisse pour l'individuel pur (-22,5%), stabilité pour le collectif (-0,1%) et légère hausse s'agissant de l'individuel groupé (+1,8%). Les tendances sont également très contrastées selon les régions françaises.

Au cours de la même période, environ 52 500 logements ont été autorisés en région, soit 12,7% de moins sur un an. Les trois segments de marché sont touchés par cette baisse.

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin mars 2025 Evol 1 an	
Total logements commencés	46 800 lgts	-2,0% ▼
Dont individuels purs	3 200 lgts	-22,5% ▼
Dont individuels groupés	2 200 lgts	+1,8% ▲
Dont collectifs (y compris résidences)	41 500 lgts	-0,1% =
Total logements autorisés	52 500 lgts	-12,7% ▼
Dont individuels purs	3 400 lgts	-17,6% ▼
Dont individuels groupés	2 400 lgts	-7,2% ▼
Dont collectifs (y compris résidences)	46 700 lgts	-12,6% ▼

MISES EN CHANTIER

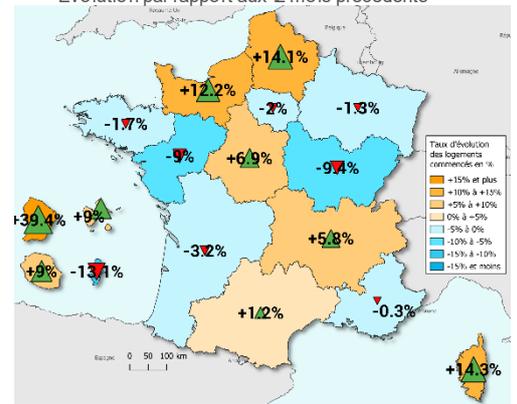
CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN MARS 2025

46 800 logements

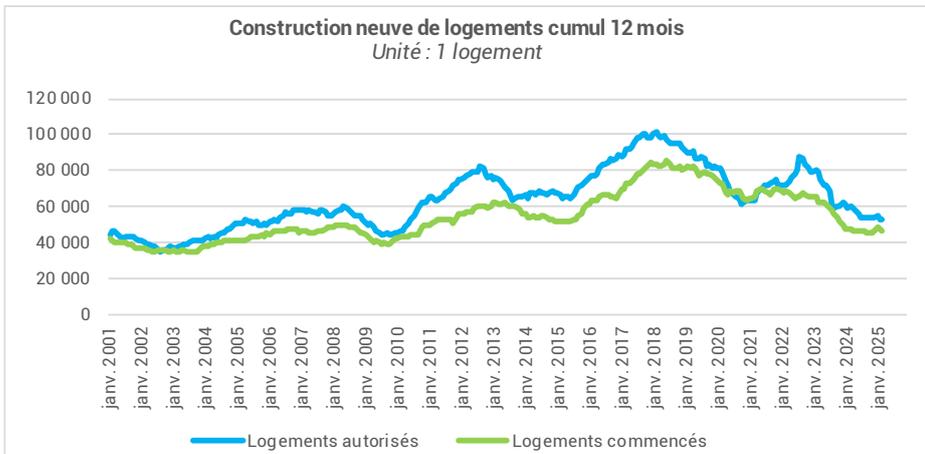
-2,0% ▼

(ÉVOLUTION 1 AN)

Logements commencés sur 12 mois à fin mars 2025
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



Réalisation : GIE Réseau des CERC



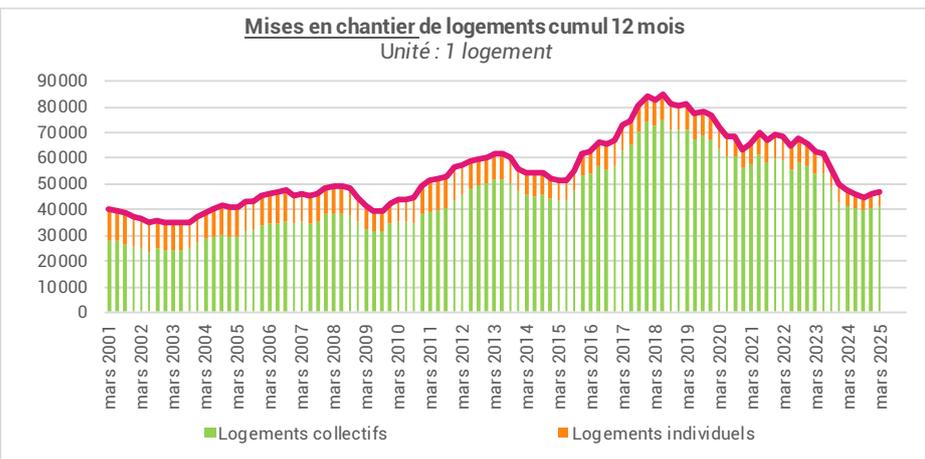
AUTORISATIONS

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN MARS 2025

52 500 logements

-12,7% ▼

(ÉVOLUTION 1 AN)



Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin mars 2025

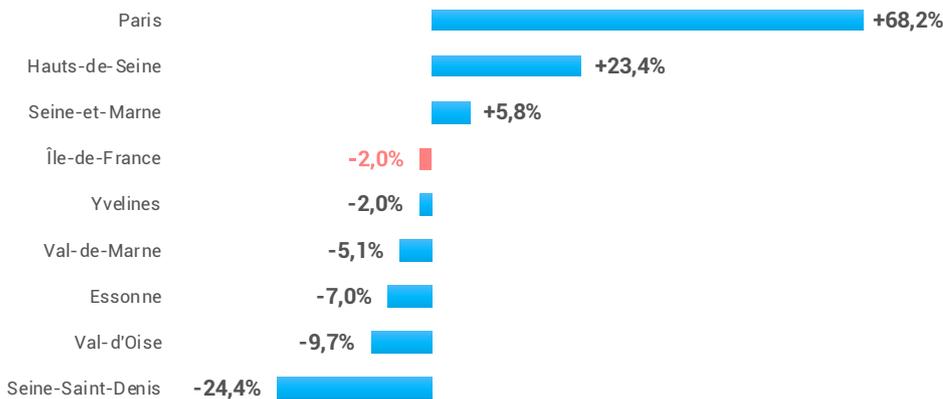


Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction

Les mises en chantier de logements dans les départements
Évolution du cumul 12 mois à fin mars 2025

Unité : % d'évolution à 1 an



Le nombre de logements commencés évolue de façon contrastée selon les départements

A l'échelle régionale, le nombre de logements commencés entre avril 2024 et mars 2025 est en recul de 2% par rapport aux 12 mois précédents. Cinq départements sur huit enregistrent une tendance similaire, les baisses allant de -2% dans les Yvelines à -24,4% en Seine-Saint-Denis.

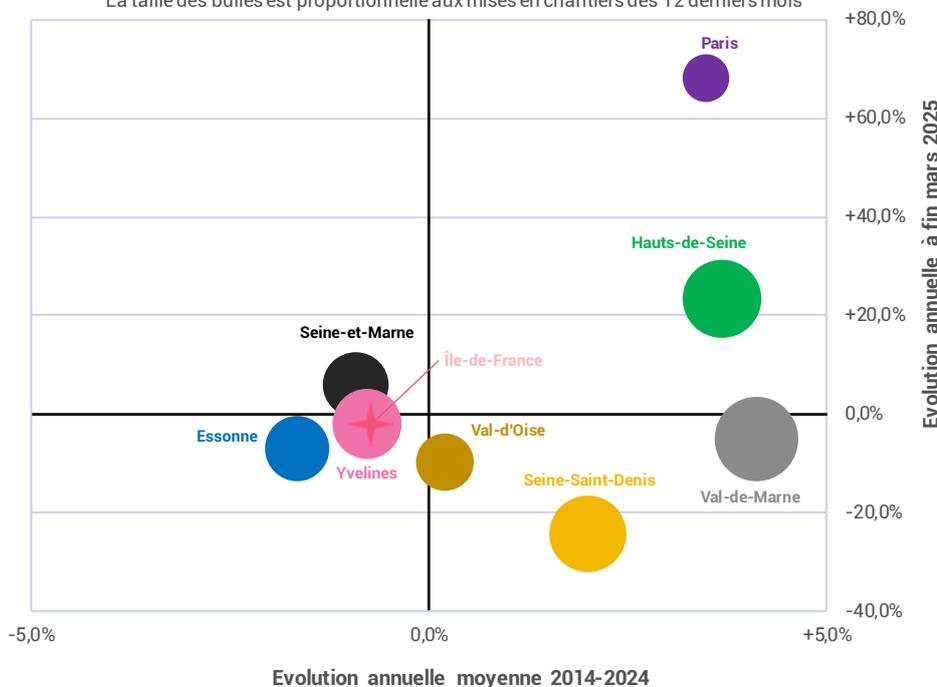
A l'opposé les trois autres départements affichent une hausse, allant jusqu'à +68,2% pour Paris.

Les évolutions comparées des dynamiques sur courte et longue période des mises en chantier de logements montrent que Paris et les Hauts-de-Seine sont les seuls territoires à enregistrer une hausse à la fois sur les 12 derniers mois (avril 2024 - mars 2025) et sur longue période (2014-2024).

Les mises en chantier de logements
Evolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2014-2024

La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



Note de lecture du graphique ci-contre :

Dans le Val-de-Marne, les mises en chantier de logements cumulées sur avril 2024 - mars 2025 ont diminué de 5,1% par rapport aux 12 mois précédents. Sur longue période (2014-2024), elles ont augmenté d'environ 4% en moyenne par an.

La taille des bulles est proportionnelle au nombre de logements commencés entre avril 2024 et mars 2025.

Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin mars 2025



Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : commercialisation

COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS COLLECTIFS : DES MISES EN VENTE QUI RESTENT INFÉRIEURES SUR 12 MOIS, DES RÉSERVATIONS EN HAUSSE

Les mises en vente de logements collectifs destinés à des particuliers sont en hausse au 1er trimestre 2025 en Île-de-France par rapport au 1er trimestre 2024 (+16,2%), représentant 3 662 logements. Cumulées sur 12 mois, les mises en vente demeurent à un niveau inférieur par rapport aux 12 mois précédents (-14,6%).

Les réservations sont, quant à elles, à la fois en hausse sur le 1er trimestre 2025 (4 769 logements, soit +8,9% par rapport au 1er trimestre 2024) et en cumul sur 12 mois (+8,8%).

L'encours d'appartements proposés à la vente à fin mars 2025 est de 26 561 logements, soit moins que le niveau observé fin mars 2024 (-11,5%).

Le prix moyen au mètre carré des appartements vendus au cours de ce 1er trimestre en région est de 5 372 €/m², soit un montant relativement stable comparé à l'an passé (-0,8%).

RESERV. LGTS COLLECTIFS

CUMUL 4 TRIM. AU 1^{er} TRIM. 2025

18 906 logements

+8,8% ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)

La commercialisation de logements neufs collectifs aux particuliers	1 ^{er} trimestre 2025 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	3 662 lgts	+16,2%	▲
Réservations ⁽²⁾	4 769 lgts	+8,9%	▲
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	26 561 lgts	-11,5%	▼
Délai d'écoulement de l'encours ⁽⁴⁾	15,9 mois	-4,2 mois	▼
Prix des logements collectifs	5 372 €/m ²	-0,8%	=
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	13 447 lgts	-14,6%	▼
Réservations	18 906 lgts	+8,8%	▲
Annulations des réservations à la vente ⁽⁵⁾	3 935 lgts	-11,9%	▼

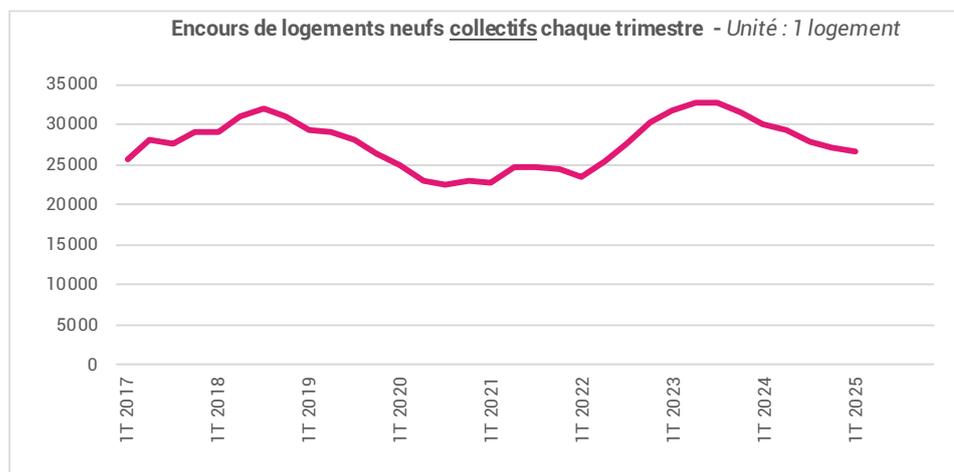
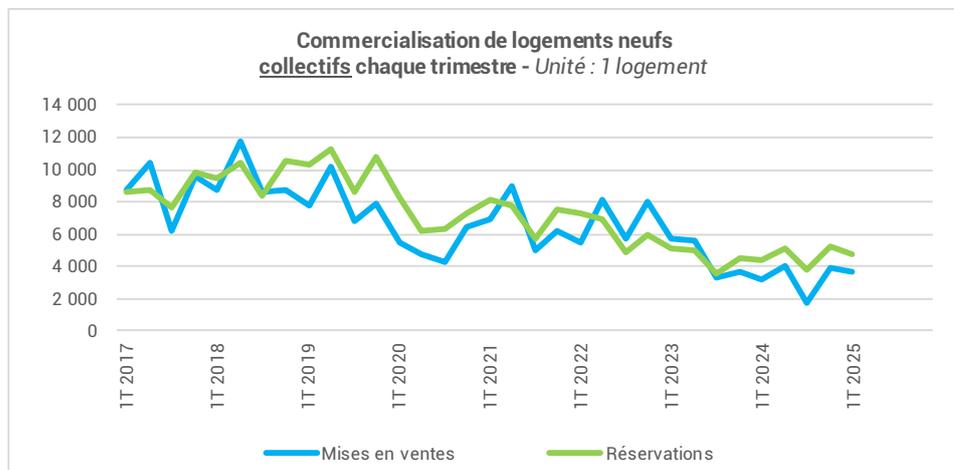
(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

(4) Délai d'écoulement de l'encours : délai moyen d'écoulement de l'encours de logements disponibles à la vente aux particuliers

(5) Annulations : annulations des réservations à la vente réalisées sur des trimestres antérieurs (désistements).



Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente. Par ailleurs, les données sur la commercialisation des logements neufs auprès des particuliers incluent désormais les logements neufs rénovés et réhabilités, c'est-à-dire issus de la construction sur existant. En 2022, ces logements représentent, au niveau France, 9% du marché du logement neuf auprès des particuliers

Sources : SDES, ECLN (données brutes)



Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : commercialisation

COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS INDIVIDUELS : DES MISES EN VENTE ET DES RÉSERVATIONS TOUJOURS EN BAISSSE SUR 12 MOIS

Au 1er trimestre 2025, les mises en vente de logements **individuels** destinés à des particuliers ont diminué de 47,8% en Île-de-France par rapport au 1er trimestre 2024. Les réservations s'affichent, quant à elles, à un niveau stable.

Cumulées sur 12 mois, les mises en vente sont en recul de 20,4% par rapport aux 12 mois précédents, et les réservations, de 7,6%. Rappelons que ce marché reste anecdotique par rapport au collectif.

L'encours de logements individuels disponibles à la vente à fin mars 2025, représentant 1 000 maisons, diminue de 17,9% par rapport à fin mars 2024.

Le prix moyen des maisons individuelles neuves vendues au 1er trimestre 2025 en région est de 404 462 €, soit un niveau relativement stable par rapport au 1er trimestre 2024 (+0,8%).

La commercialisation de logements neufs individuels aux particuliers	1° trimestre 2025 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	83 lgts	-47,8%	▼
Réservations ⁽²⁾	190 lgts	0,0%	=
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	1 001 lgts	-17,9%	▼
Délai d'écoulement de l'encours ⁽⁴⁾	19,2 mois	-0,9 mois	▼
Prix des logements individuels	404 462 €/lot	+0,8%	=
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	465 lgts	-20,4%	▼
Réservations	635 lgts	-7,6%	▼
Annulations des réservations à la vente ⁽⁵⁾	185 lgts	-15,1%	▼

RESERV. LGTS INDIVIDUELS

CUMUL 4 TRIM. AU 1^{er} TRIM. 2025

635 logements

-7,6% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

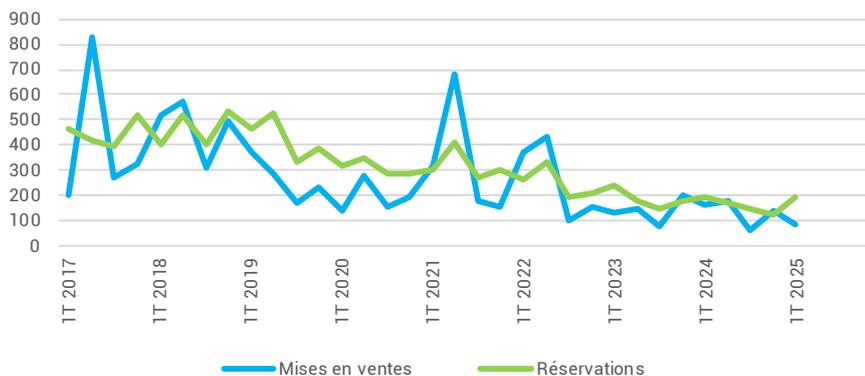
(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

(4) Délai d'écoulement de l'encours : délai moyen d'écoulement de l'encours de logements disponibles à la vente aux particuliers

(5) Annulations : annulations des réservations à la vente réalisées sur des trimestres antérieurs (désistements).

Commercialisation de logements neufs **individuels** chaque trimestre

Unité : 1 logement



Encours de logements neufs **individuels** chaque trimestre

Unité : 1 logement



Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente. Par ailleurs, les données sur la commercialisation des logements neufs auprès des particuliers incluent désormais les logements neufs rénovés et réhabilités, c'est-à-dire issus de la construction sur existant. En 2022, ces logements représentent, au niveau France, 9% du marché du logement neuf auprès des particuliers

Sources :

SDES, ECLN (données brutes)



Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

UNE CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX QUI SE MAINTIENT À UN NIVEAU SUPÉRIEUR SUR 12 MOIS

Cumulées sur la période avril 2024 - mars 2025, les mises en chantier de locaux non résidentiels en région s'élèvent à environ 2,5 millions de m², soit une hausse de 3,3% par rapport aux 12 mois précédents (avril 2023 - mars 2024). L'Île-de-France fait partie des 5 régions de France métropolitaine affichant une hausse sur cette période, se plaçant derrière la Corse et la Normandie.

Dans le même temps, les surfaces autorisées en région, soit environ 3,8 millions de m², sont en baisse de 3,1%.

MISES EN CHANTIER

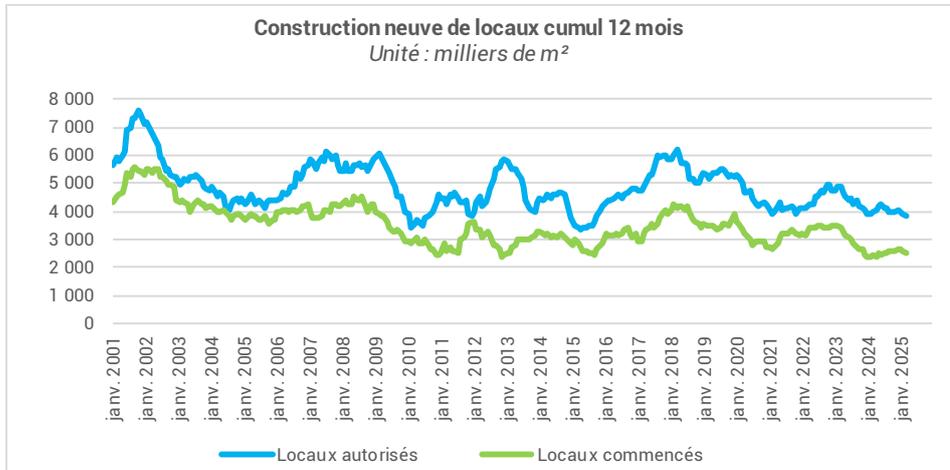
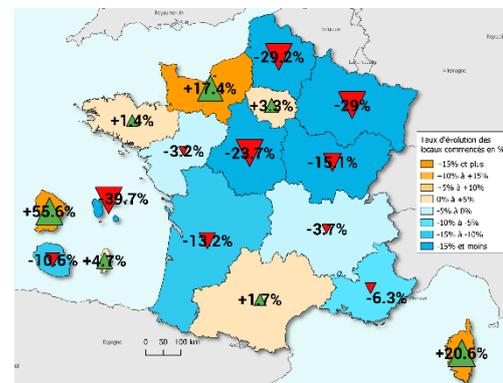
CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN MARS 2025

2 491 milliers de m²

+3,3% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2025 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	2 491 mill. m²	+3,3%	▲
Total locaux autorisés	3 847 mill. m²	-3,1%	▼

Locaux commencés sur 12 mois à fin mars 2025
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



AUTORISATIONS

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN MARS 2025

3 847 milliers de m²

-3,1% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

UN SECTEUR PUBLIC QUI RESTE PLUS DYNAMIQUE QUE CELUI DES BÂTIMENTS PRIVÉS

Les surfaces de locaux non résidentiels mises en chantier en Île-de-France ont augmenté de 3,3% sur la période avril 2024 - mars 2025 par rapport aux 12 mois précédents. Tout comme le secteur public (+11,8%), le secteur privé (non agricole) est globalement en hausse (+2,5%) malgré la forte baisse enregistrée sur le marché des bureaux, le plus important de la région (-25,3%).

S'agissant des surfaces de locaux autorisées, elles sont globalement en recul de 3,1% en cumul sur la période avril 2024 - mars 2025. La situation est à la baisse tant pour le secteur public (-6,2%) que pour le secteur privé non agricole (-3,5%) malgré une hausse sur le segment des commerces et sur celui des entrepôts.

MISES EN CHANTIER

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN MARS 2025

2 491 milliers de m²

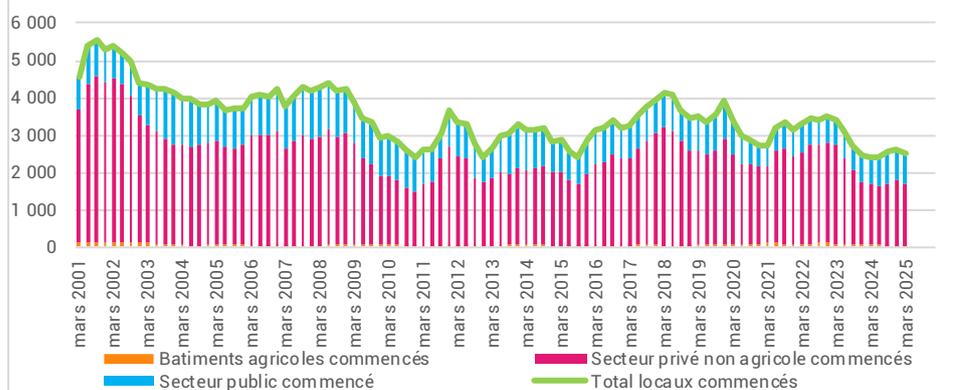
+3,3% ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	2 491 mill. m²	+3,3%	▲
Bâtiments agricoles	25 mill. m²	-63,9%	▼
Secteur privé non agricole	1 668 mill. m²	+2,5%	▲
Dont locaux industriels	399 mill. m ²	+79,1%	▲
Dont commerces	254 mill. m ²	+9,6%	▲
Dont bureaux	457 mill. m ²	-25,3%	▼
Dont entrepôts	386 mill. m ²	-0,2%	=
Dont autres locaux	171 mill. m ²	-1,1%	▼
Secteur public	798 mill. m²	+11,8%	▲

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Mises en chantier de locaux cumul 12 mois

Unité : milliers de m²

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	3 847 mill. m²	-3,1%	▼
Bâtiments agricoles	140 mill. m²	+44,5%	▲
Secteur privé non agricole	2 604 mill. m²	-3,5%	▼
Dont locaux industriels	466 mill. m ²	-10,2%	▼
Dont commerces	433 mill. m ²	+10,2%	▲
Dont bureaux	607 mill. m ²	-12,8%	▼
Dont entrepôts	736 mill. m ²	+8,8%	▲
Dont autres locaux	362 mill. m ²	-13,0%	▼
Secteur public	1 103 mill. m²	-6,2%	▼

AUTORISATIONS

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN MARS 2025

3 847 milliers de m²

-3,1% ▼

(ÉVOLUTION 1 AN)

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)



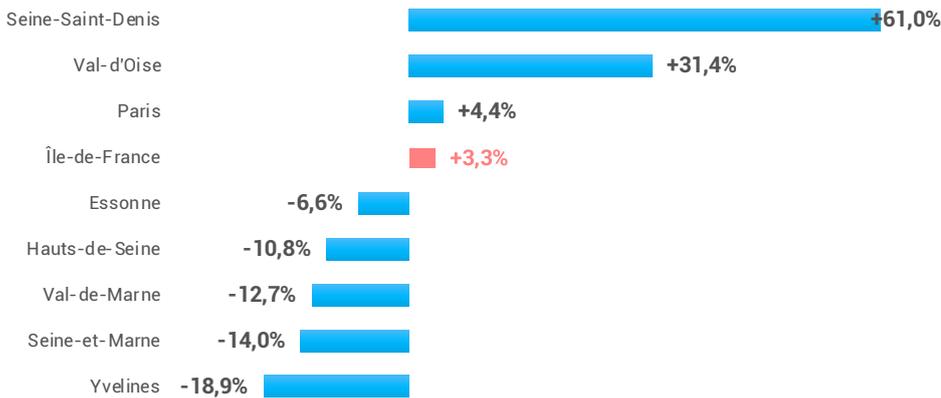
Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

Les mises en chantier de locaux dans les départements

Évolution du cumul 12 mois à fin mars 2025

Unité : % d'évolution à 1 an



Des évolutions qui demeurent contrastées selon les départements

En cumul sur la période avril 2024 - mars 2025, les surfaces commencées ont augmenté de 3,3% en moyenne sur l'ensemble de la région par rapport aux 12 mois précédents (avril 2023 - mars 2024).

Cette hausse est portée par trois départements : Paris (+4,4%) et encore plus fortement le Val-d'Oise (+31,4%) et la Seine-Saint-Denis (+61%).

Les cinq autres départements affichent des baisses, allant de -6,6% en Essonne à -18,9% dans les Yvelines.

Note de lecture du graphique ci-contre :

En Seine-Saint-Denis, les surfaces de locaux mises en chantier cumulées sur la période avril 2024 - mars 2025 sont en hausse de 61% par rapport aux 12 mois précédents. Les surfaces commencées sont également en hausse sur longue période (2014-2024), de 10,6% par an en moyenne.

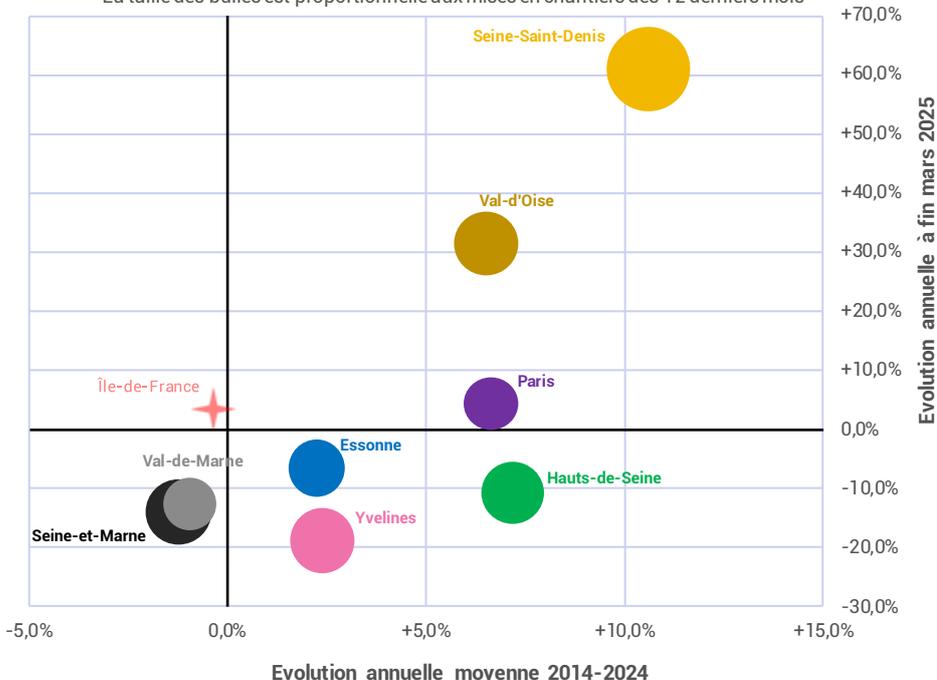
La taille des bulles est proportionnelle aux surfaces de locaux commencées sur la période avril 2024 - mars 2025.

Les mises en chantier de locaux

Evolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2014-2024

La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Sources : SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)



Bâtiment - Entretien-rénovation

Activité constatée

ENTRETIEN-RÉNOVATION

UN RECUIL PLUS IMPORTANT DE L'ACTIVITÉ D'ENTRETIEN-RÉNOVATION DES BÂTIMENTS EN CE DÉBUT D'ANNÉE 2025

61% des professionnels du Bâtiment franciliens jugent leur situation économique actuelle bonne (56%) ou très bonne (5%) en entretien-rénovation au 1er trimestre 2025. Si ce constat est meilleur qu'aux deux trimestres précédents, il se révèle tout de même moindre par rapport à la moyenne historique observée à cette période de l'année.

Le volume d'activité des entreprises de Bâtiment pour des travaux d'entretien-rénovation au 1er trimestre 2025 est en baisse par rapport au 1er trimestre 2024, de façon plus marquée en Île-de-France (-2,6%), qu'à l'échelle nationale (-1,2%).

A l'exception des Pays de la Loire et de la Bretagne, affichant des évolutions (légèrement) positives, l'ensemble des régions enregistre un repli, le plus fort étant observé en Île-de-France.

En valeur, l'évolution de l'activité est de -0,9% en région (+0,6% en France).

Le volume d'activité d'entretien-rénovation est en recul de 3,5% sur le segment des logements en région au 1er trimestre par rapport à la même période de l'année précédente, soit une baisse bien plus marquée qu'à l'échelle nationale (-1%). Sur le segment des locaux non résidentiels, la tendance régionale (-1,7%) s'éloigne moins de la moyenne nationale (-1,5%)

Evolution en volume de l'activité d'entretien-rénovation	1er trimestre 2025 - Evol 1 an	
De logements		
Île-de-France	-3,5%	▼
France	-1,0%	▼
De bâtiments non résidentiels		
Île-de-France	-1,7%	▼
France	-1,5%	▼

FOCUS : RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

UNE BAISSA UN PEU MOINS MARQUÉE SUR LE MARCHÉ PLUS SPÉCIFIQUE DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

Au 1er trimestre 2025, le niveau d'activité du marché plus spécifique de la rénovation énergétique est en recul de 1,6% par rapport au 1er trimestre 2024 en Île-de-France. Cette baisse est moins importante que sur l'ensemble de l'entretien-rénovation (-2,6%) mais est plus élevée que la moyenne nationale relativement stable (-0,1%).

Cette tendance baissière concerne également les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur (-1,4%) et Centre-Val de Loire (-0,8%) tandis que les autres territoires affichent un niveau d'activité stable ou en hausse (jusqu'à +1,4% en Bretagne).

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ D'ENTRETIEN-RÉNOVATION EN VOLUME AU 1^{er} TRIM. 2025

-2,6%

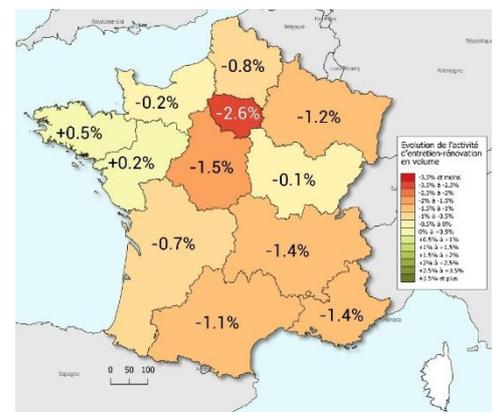
(ÉVOLUTION 1 AN)

EN VALEUR AU 1^{er} TRIM. 2025

-0,9%

(ÉVOLUTION 1 AN)

Evolution du montant facturé en entretien-rénovation en volume (euros constants)



Source : Réseau des CERC - Unité : % d'évolution en volume du montant HT facturé

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE EN VOLUME AU 1^{er} TRIM. 2025

-1,6%

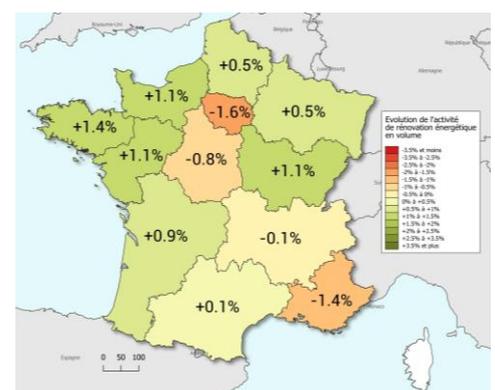
(ÉVOLUTION 1 AN)

EN VALEUR AU 1^{er} TRIM. 2025

+0,1%

(ÉVOLUTION 1 AN)

Evolution du montant facturé en rénovation énergétique en volume (euros constants)



Source : Réseau des CERC - Unité : % d'évolution en volume du montant HT facturé



CARNETS DE COMMANDES

UN NIVEAU DE CARNETS DE COMMANDES TOUTEFOIS PLUS ÉLEVÉ QU' AUX TRIMESTRES PRÉCÉDENTS

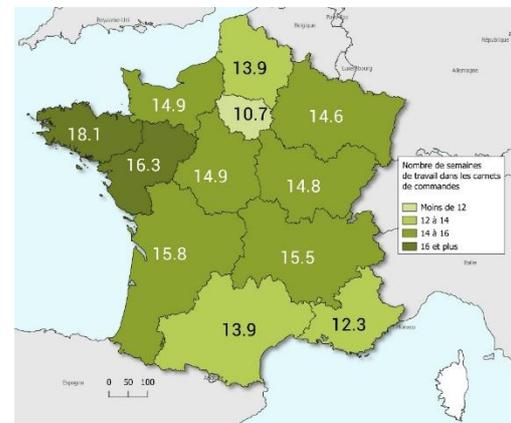
À la fin du 1er trimestre 2025, le niveau des carnets de commandes s'établit à une moyenne de 10,7 semaines de travaux prévus en Île-de-France. Ce chiffre reste inférieur au niveau observé dans les autres régions (14,2 semaines en moyenne à l'échelle nationale) mais est plus élevé qu'au trimestre précédent ou encore par rapport au même trimestre l'an passé.

Quatre régions dépassent les 15 semaines, le maximum étant observé en Bretagne (18,1 semaines).

SEMAINES DE TRAVAIL GARANTIES EN MOYENNE PAR LES CARNETS DE COMMANDES DES ENTREPRISES EN ENTRETIEN-RÉNOVATION À LA FIN DU 1^{er} TRIMESTRE 2025

10,7 ▲
(ÉVOLUTION 1 TRIM.)

Nombre de semaines de travail garanties par les carnets de commandes en entretien-rénovation à fin 1er trimestre 2025



Source : Réseau des CERC - Unité : nombre de semaines de travail

OPINIONS DES ENTREPRISES

UN SOLDE D'OPINION QUI RESTE NÉGATIF MAIS QUI S'AMÉLIORE ÉGALEMENT PAR RAPPORT AUX TRIMESTRES PRÉCÉDENTS

20% des professionnels du Bâtiment franciliens anticipent une hausse de leur activité en entretien-rénovation au 2ème trimestre 2025. A l'opposé, ils sont 28% à prévoir une légère (13%) voire une forte (15%) baisse.

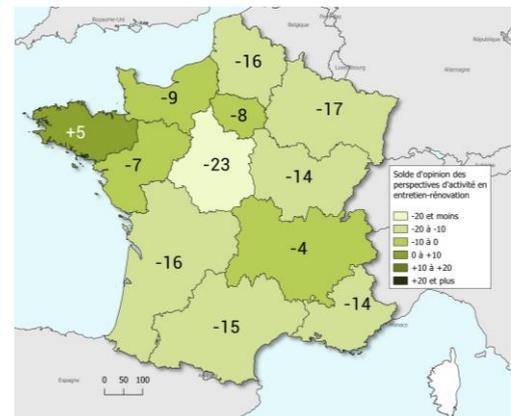
Ainsi, le solde d'opinion quant au niveau d'activité à venir s'établit à -8. Bien que restant négatif, ce constat s'améliore par rapport aux trimestres précédents.

À l'échelle nationale, le solde d'opinion quant au niveau d'activité attendu au 2ème trimestre 2025 s'établit en moyenne à -11. Ce solde est en progression sur l'ensemble des régions par rapport au trimestre précédent mais il apparaît toujours négatif, excepté en Bretagne (+5), et en deçà de sa moyenne longue période.

SOLDE D'OPINION* DES PROFESSIONNELS SUR L'ÉVOLUTION DE LEUR MONTANT DE FACTURATION D'ENTRETIEN RÉNOVATION POUR LE 2^{ème} TRIMESTRE 2025

-8 ▼
(ÉVOLUTION MOY. TRIM. ANNÉES PRÉC.)

Solde d'opinion* des entreprises sur l'évolution de leur montant de facturation d'entretien rénovation pour le 2ème trimestre 2025



Source : Réseau des CERC - Unité : solde d'opinion *

* Solde d'opinion : % d'entreprises prévoyant une légère ou forte hausse - % d'entreprises prévoyant une légère ou forte baisse de leur montant de facturation d'entretien rénovation



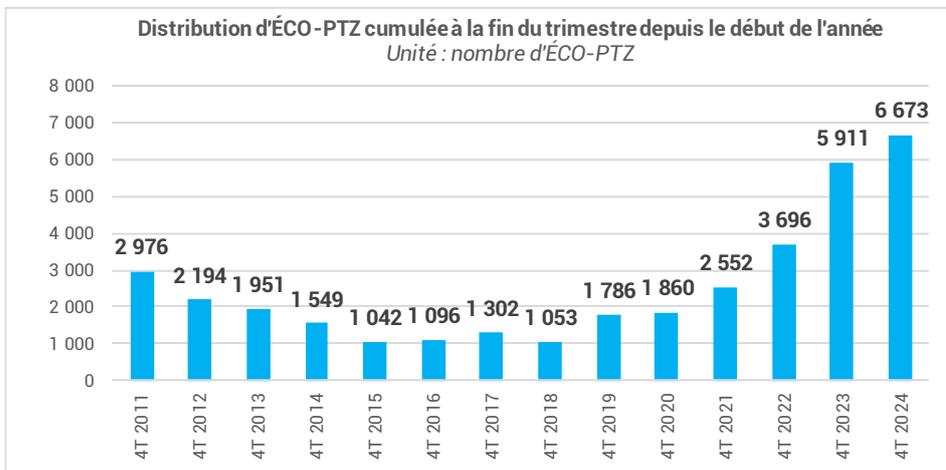
Bâtiment - Entretien-rénovation

Bâtiment résidentiel : Prêts à taux zéro

UN VOLUME DE TRAVAUX LIÉS À L'ÉCO-PTZ EN FORTE HAUSSE EN 2024

Près de 6 700 éco-PTZ ont été distribués en Île-de-France en 2024, soit 12,9% de plus qu'en 2023. En termes de travaux réalisés, ces éco-PTZ ont représenté un volume de plus de 149 M€ en 2024, soit 28% de plus par rapport à l'année précédente.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2024 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	149,34 M€	+28,0%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	6 673 ÉCO-PTZ	+12,9%	▲



UN NOMBRE DE PTZ+ DÉLIVRÉS QUI AUGMENTE ÉGALEMENT

3 249 PTZ+ ont été accordés pour l'achat d'un logement neuf francilien au cours du 4^e trimestre 2024, soit 50,9% de plus qu'au 4^e trimestre 2023.

Sur un volume bien moindre, la tendance est à la hausse également dans l'ancien : +120,7% au cours de cette même période, soit 203 prêts accordés.

Prêts à 0% PTZ+	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Dans le neuf			
Nombre de prêts délivrés	3 249	+50,9%	▲
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	203	+120,7%	▲

VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS ÉCO-PTZ

DE JANVIER A FIN 4^{ÈME} TRIM. 2024

149,34 M€

+28,0% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

PRÊTS À 0% PTZ+ DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2024

3 249 prêts

+50,9% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :
SGFGAS (données brutes)



Travaux publics

Opinion des chefs d'entreprises

ACTIVITÉ RÉCENTE ET PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ

DES ENTREPRENEURS DE TRAVAUX PUBLICS FRANCILIENS UN PEU PLUS OPTIMISTES QUANT AU NIVEAU D'ACTIVITÉ À VENIR

Le solde d'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics franciliens sur leur activité du 1er trimestre 2025, bien que meilleur par rapport à la moyenne longue période sur ce trimestre de l'année, s'avère négatif (-5). Il y a donc davantage d'entreprises considérant que leur activité était en baisse au cours de ce trimestre que d'entreprises estimant que leur activité était en hausse.

Avec des entrepreneurs anticipant une hausse plus nombreux que ceux prévoyant une baisse, le solde d'opinion quant aux perspectives d'activité au 2ème trimestre 2025 est, quant à lui, positif (+8) mais à un niveau plus faible qu'en moyenne sur cette période de l'année.

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	Evol historique même trimestre	
Prévisions d'activité pour le 2 ^e trimestre 2025	8	▼
Activité récente du 1 ^{er} trimestre 2025	-5	▲

ACTIVITÉ RÉCENTE

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES

AU 1^{er} TRIMESTRE 2025

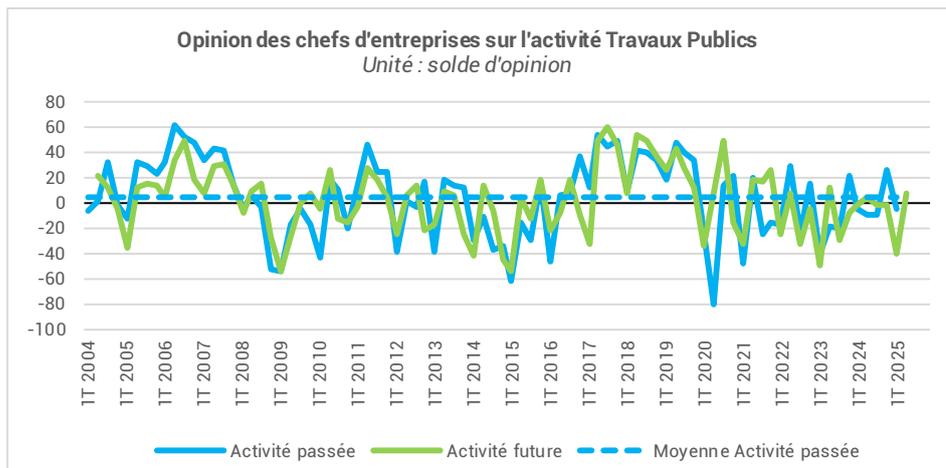
-5 ▲
(ÉVOLUTION MOYENNE PÉRIODE)

PRÉVISION D'ACTIVITÉ

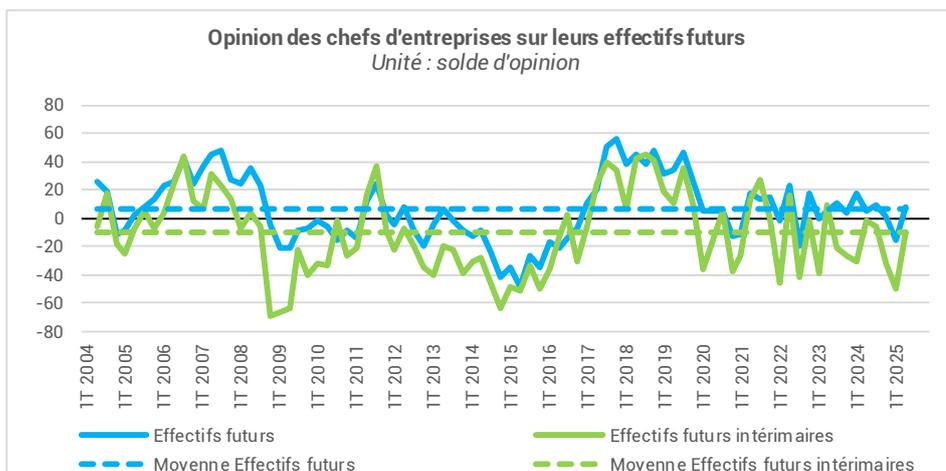
OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES

POUR LE 2^{ème} TRIM. 2025

8 ▼
(ÉVOLUTION MOYENNE PÉRIODE)



Note : Solde d'opinion : écart entre% des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».



Source : Enquête trimestrielle FNTFP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)



Travaux publics

Opinion des chefs d'entreprises

UN NIVEAU DE CARNETS DE COMMANDES TOUJOURS ÉLEVÉ, DES DÉLAIS DE PAIEMENT RESSENTIS EN HAUSSE, DES PRIX QUANT À EUX EN BAISSÉ

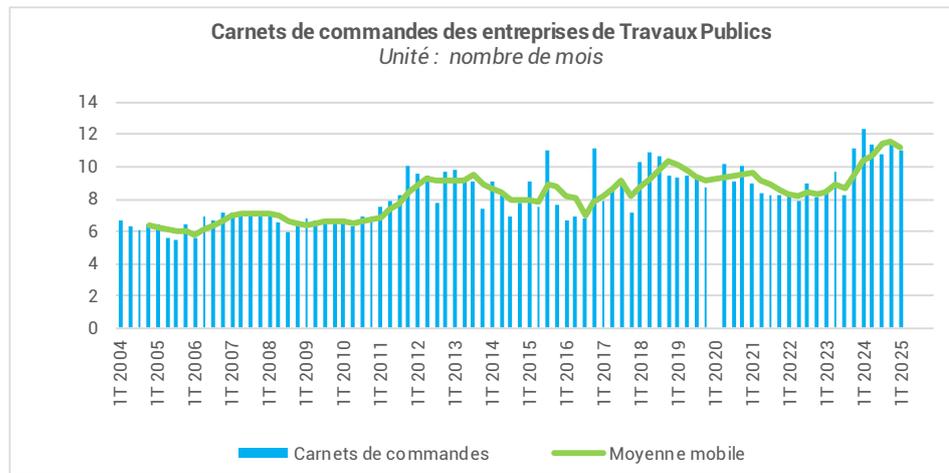
Du côté des carnets de commandes, à fin mars 2025, ils s'établissaient à 11,2 mois en moyenne calculée sur 12 mois, soit plus que sur les 12 mois précédents (+0,9 mois).

S'agissant des délais de paiement, avec un solde d'opinion à +26, les entreprises considérant qu'ils ont augmenté sont toujours plus nombreuses que les entreprises estimant qu'ils ont diminué.

Concernant les prix pratiqués, les soldes d'opinion sont meilleurs par rapport à leur niveau moyen sur cette période de l'année, mais ils demeurent négatifs, les entrepreneurs restant plus nombreux à ressentir et à anticiper une baisse des prix.

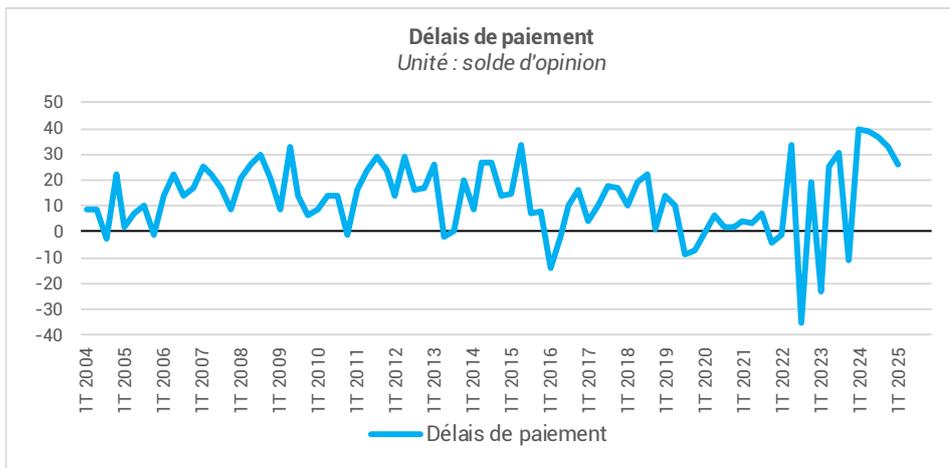
CARNETS DE COMMANDES

Opinion des chefs d'entrep. sur l'activité Travaux Publics	1 ^{er} trimestre 2025 - Evol 1 an		
Moyenne des carnets de commandes des quatre derniers trimestres	11,2 mois	+0,9 mois	▲



DÉLAIS DE PAIEMENT

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	1 ^{er} trimestre 2025 - Evol. hist.même trim.	
Délais de paiement	+26	▲



PRIX PRATIQUÉS

Opinion des chefs d'entreprise sur leurs prix (solde d'opinion)	Evol historique même trimestre	
Prix pratiqués pour le 2 ^e trimestre 2025	-13	▲
Prix pratiqués au 1 ^{er} trimestre 2025	-16	▲

CARNET DE COMMANDES

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 1^{er} TRIMESTRE 2025

+0,9 mois ▲

DÉLAIS DE PAIEMENT

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 1^{er} TRIMESTRE 2025

+26 ▲

PRIX PRATIQUÉS

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 1^{er} TRIMESTRE 2025

-16 ▲

(ÉVOLUTION HIST. MÊME TRIMESTRE)

Note : Solde d'opinion : écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ». Évolution par rapport à la moyenne de longue période

Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)



Travaux publics

Opinion des chefs d'entreprises

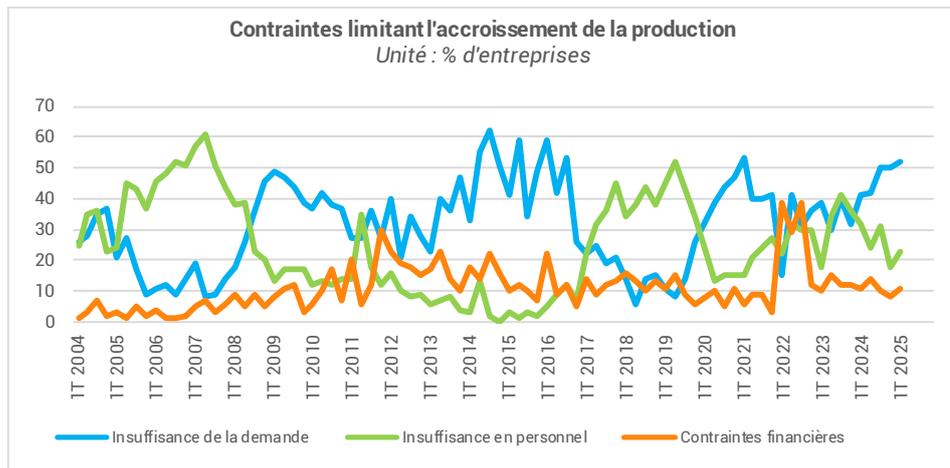
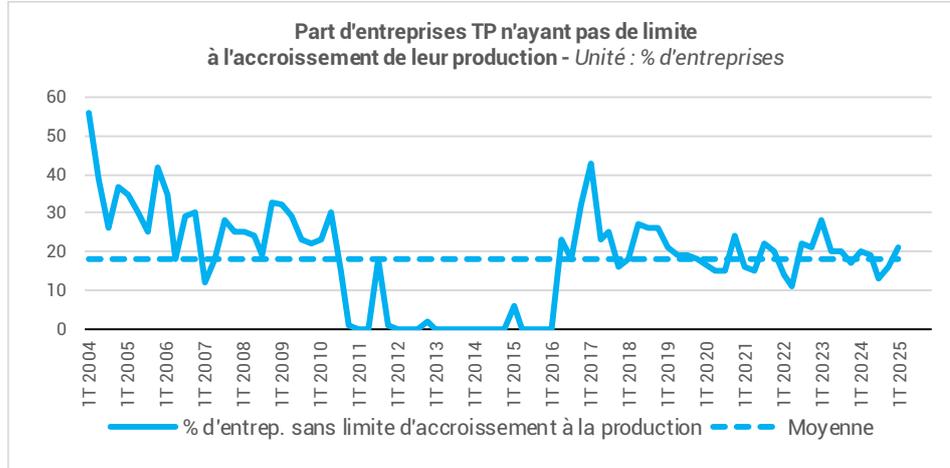
L'INSUFFISANCE DE LA DEMANDE, UN FREIN À L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION POUR PLUS D'UNE ENTREPRISE SUR DEUX

Au 1er trimestre 2025, 21% des entreprises de Travaux Publics franciliennes déclarent ne pas voir de limites à l'accroissement de leur production, soit une proportion relativement stable par rapport à celle observée début 2024.

Du côté des entreprises rencontrant des freins à l'accroissement de leur activité, les contraintes sont liées à l'insuffisance de la demande pour plus de la moitié d'entre elles (soit 11 points de plus qu'au 1er trimestre 2024). Si l'insuffisance de personnel apparaît comme un frein moins important qu'un an auparavant (-9 points), cela le reste tout de même pour près d'une entreprise sur quatre.

CONTRAINTES DE PRODUCTION

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	1° trimestre 2025 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.)	21%	+1 pt	=
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)			
Insuffisance de la demande	52%	+11 pts	▲
Insuffisance en personnel	23%	-9 pts	▼
Contraintes financières	11%	0 pt	=
Conditions climatiques	11%	0 pt	=
Insuffisance de matériel	0%	-5 pts	▼
Autres facteurs	3%	0 pt	=



Source : Enquête trimestrielle FNT/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

UN NIVEAU DE PRODUCTION EN BAISSÉ POUR LE BPE, RELATIVEMENT STABLE DU CÔTÉ DES GRANULATS

La production de BPE au cours du mois de février 2025, représentant 387 065 m³, a diminué de 15,8% par rapport à février 2024. En cumul sur les deux premiers mois de l'année, la baisse est de 6,6% par rapport à la même période de l'année précédente.

S'agissant des granulats, ces chiffres sont relativement stables : +0,1% en février 2025 par rapport à février 2024 ; +0,7% en cumul sur les deux premiers mois de l'année.

PRODUCTION DE BPE

ENTRE JANV. ET FEV. 2025

746 775 m³

-6,6% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

Les statistiques de production de BPE ont fait l'objet d'une révision suite à l'intégration de données de production de plusieurs acteurs de la filière de la Région Île-de-France.

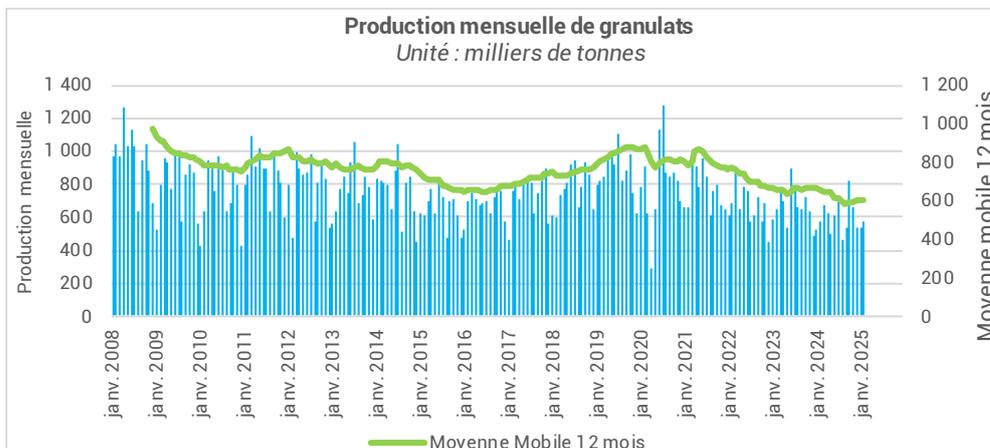
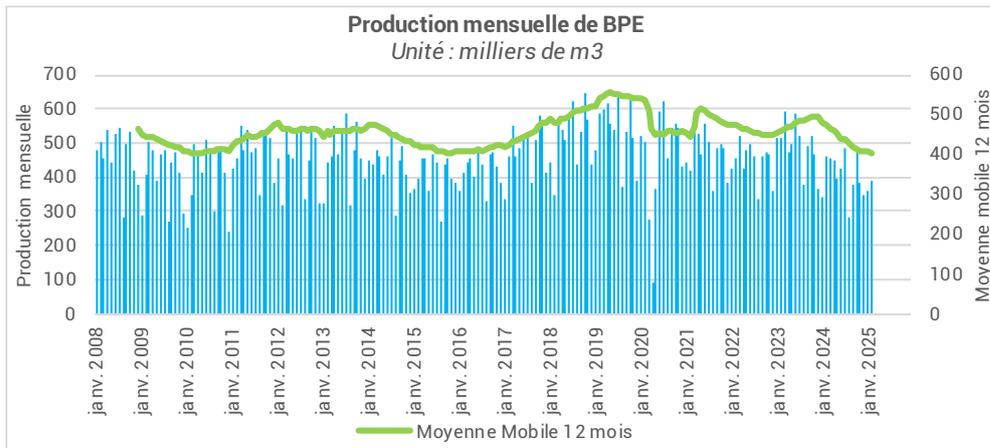
PRODUCTION DE GRANULATS

ENTRE JANV. ET FEV. 2025

1 106 kt

+0,7% =
(ÉVOLUTION 1 AN)

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en février 2025	387 065 m ³	-15,8%	▼
Prod. de Granulats en février 2025	576 kt	+0,1%	=
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janvier et février 2025	746 775 m ³	-6,6%	▼
Production de Granulats entre janvier et février 2025	1 106 kt	+0,7%	=



Sources : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

4

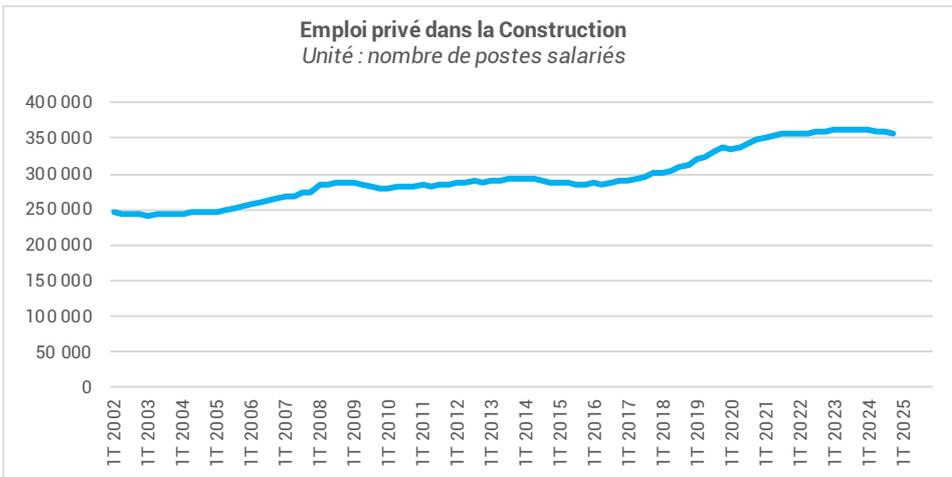
Appareil de production Emploi salarié et intérimaire

EMPLOI SALARIÉ

L'EMPLOI PRIVÉ DANS LA CONSTRUCTION EN LÉGÈRE BAISSÉ

Avec environ 357 300 salariés, l'emploi a légèrement diminué dans le secteur Construction en Île-de-France au 4ème trimestre 2024 par rapport au 4ème trimestre 2023 (-1,2%). Cette tendance est observée sur l'ensemble des régions de France métropolitaine, la situation en Île-de-France étant parmi les baisses les moins marquées.

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	357 286 sal.	-1,2%	▼



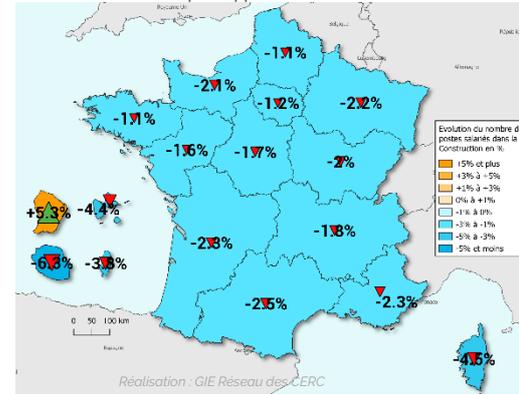
EMPLOI SALARIÉ

AU 4^{ème} TRIMESTRE 2024

357 286 salariés

-1,2% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

Emploi salarié dans la construction au 4^e trimestre 2024
Evolution par rapport au 4^e trimestre 2023



Sources :

ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

EMPLOI INTÉrimAIRE

UN NOMBRE D'INTÉrimAIRES TOUJOURS EN RECL

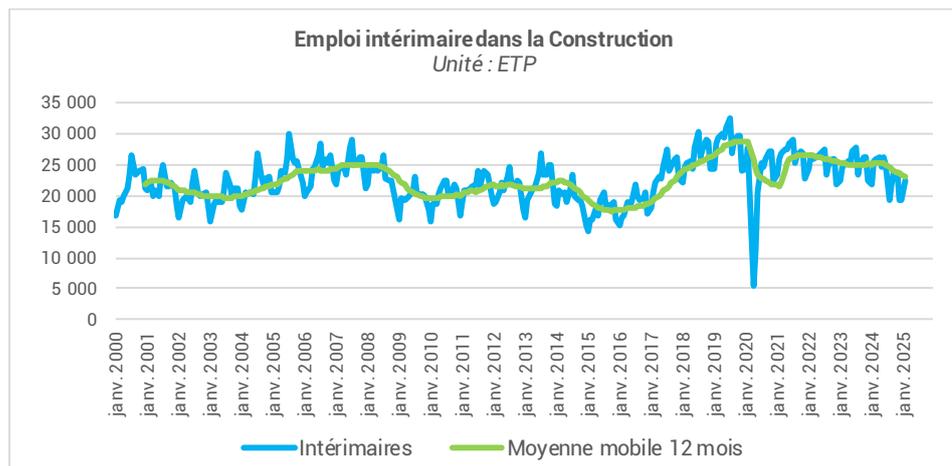
En février 2025, environ 22 400 intérimaires Construction en équivalent temps plein étaient recensés en Île-de-France, soit 13,1% de moins qu'un an auparavant. Ce chiffre est également en baisse en moyenne sur 3 mois (-12,8%) et en cumul sur 12 mois (-8,2%).

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Février 2025 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Février 2025	22 356 ETP	-13,1%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Février 2025	20 361 ETP	-12,8%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Février 2025	23 162 ETP	-8,2%	▼

INTÉrimAIRES CONSTRUCTION

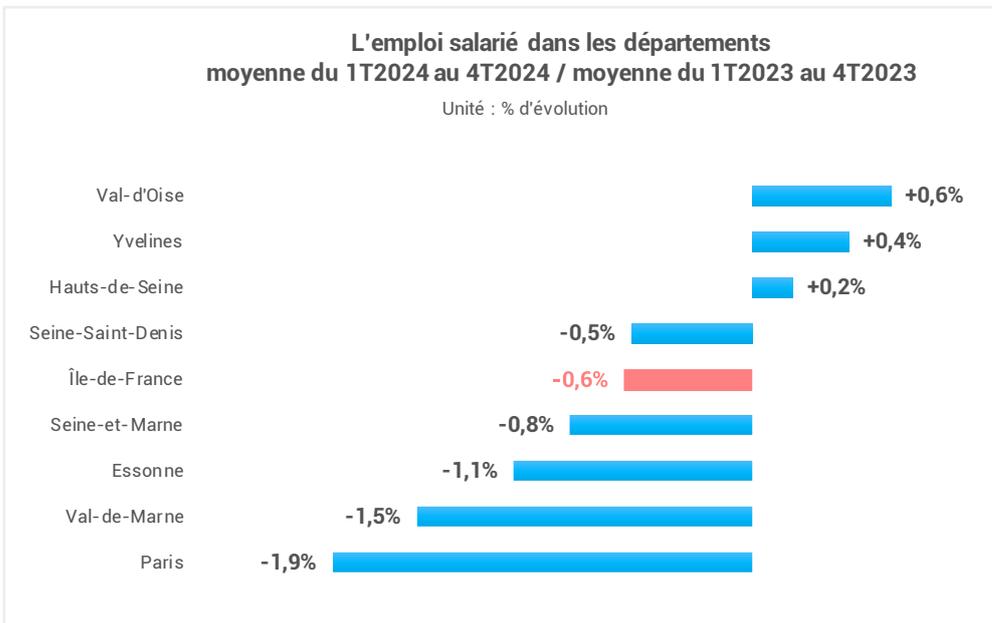
MOYENNE 3 MOIS À FIN FEV. 2025

20 361 ETP
-12,8% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)



Sources :

DARES (données brutes – ETP)

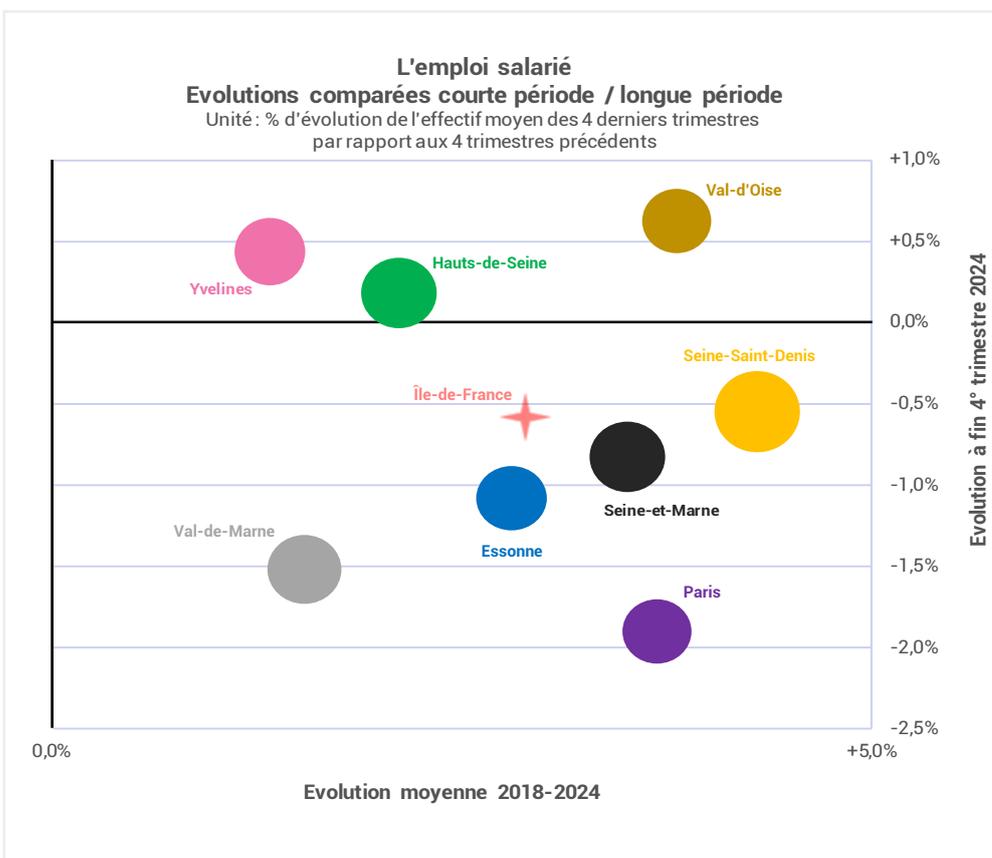


L'emploi salarié relativement stable sur l'année 2024

Au 4ème trimestre 2024, l'emploi salarié dans le secteur Construction est en légère baisse sur l'ensemble de la région Île-de-France : -1,2% en moyenne par rapport au 4ème trimestre 2023.

En cumul sur l'ensemble de l'année 2024, cette évolution est de -0,6% par rapport à l'année précédente, un chiffre qui varie de -1,9% pour Paris à +0,6% pour le Val-d'Oise.

Note de lecture du graphique ci-contre :
Dans le Val-d'Oise, l'emploi salarié a progressé en 2024 par rapport à 2023 (+0,6%) ainsi qu'en moyenne sur longue période (+3,8% par an sur 2018-2024). La taille des bulles est proportionnelle aux effectifs salariés (moyenne année 2024).



Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

UNE DEMANDE D'EMPLOI EN HAUSSE AU 1ER TRIMESTRE 2025

Au 1er trimestre 2025, avec plus de 42 000 demandeurs d'emploi enregistrés (DEFM de catégorie A), la demande d'emploi dans le secteur Construction en Île-de-France est supérieure de 10,8% par rapport à son niveau du 1er trimestre 2024. Tous secteurs d'activité confondus, cette hausse s'élève à +15,7%*.

Les demandeurs d'emploi dans le secteur Construction représentent 6% des demandeurs d'emploi totaux, un indicateur qui reste stable.

DEMANDES D'EMPLOI AU 1^{er} TRIMESTRE 2025

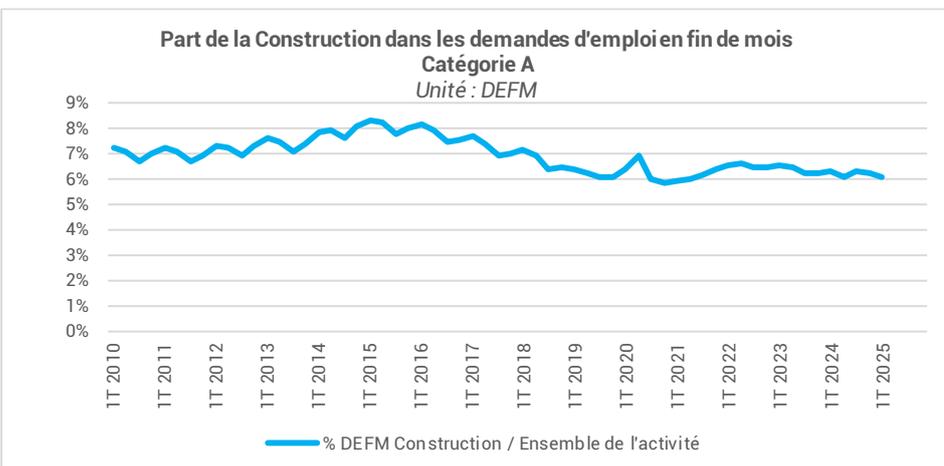
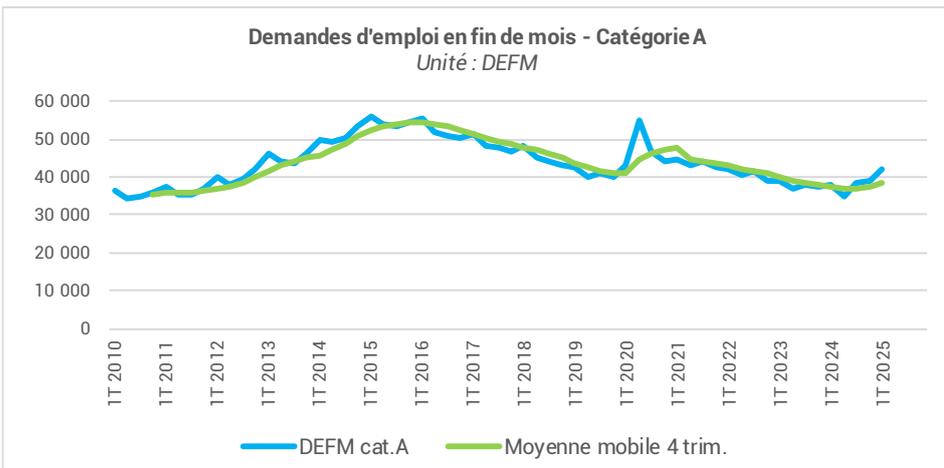
42 020 DEFM

+10,8% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	1 ^{er} trimestre 2025 - Evol 1 an		
DEFM Construction	42 020 DEFM	+10,8%	▲
DEFM tous secteurs économiques	690 986 DEFM	+15,7%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

*A noter que depuis le 1er janvier 2025, plusieurs publics sont automatiquement inscrits à France Travail à la suite de la Loi pour le Plein Emploi (LPE), notamment les jeunes en parcours emploi dans les Missions locales. Par ailleurs, l'évolution des règles d'actualisation modifie le maintien en catégorie A des nouveaux inscrits non indemnisés.



Sources :
Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

4

Appareil de production Créations et défaillances d'entreprises

DES CRÉATIONS D'ENTREPRISES EN BAISSÉ EN CE DÉBUT D'ANNÉE

Environ 5 350 entreprises ont été créées dans le secteur Construction en Île-de-France au cours du 1er trimestre 2025, soit 6,8% de moins par rapport au 1er trimestre 2024. Si l'on ne tient pas compte des créations sous le statut de micro-entrepreneur, la baisse est plus importante (13,4%).

En cumul sur 12 mois, le niveau des créations d'entreprises est inférieur comparé aux 12 mois précédents : -1,2% tous régimes confondus, -3,6% hors micro-entrepreneurs.

CRÉATION D'ENTREPRISES

AU 1^{er} TRIMESTRE 2025

5 347 créations

-6,8% ▼

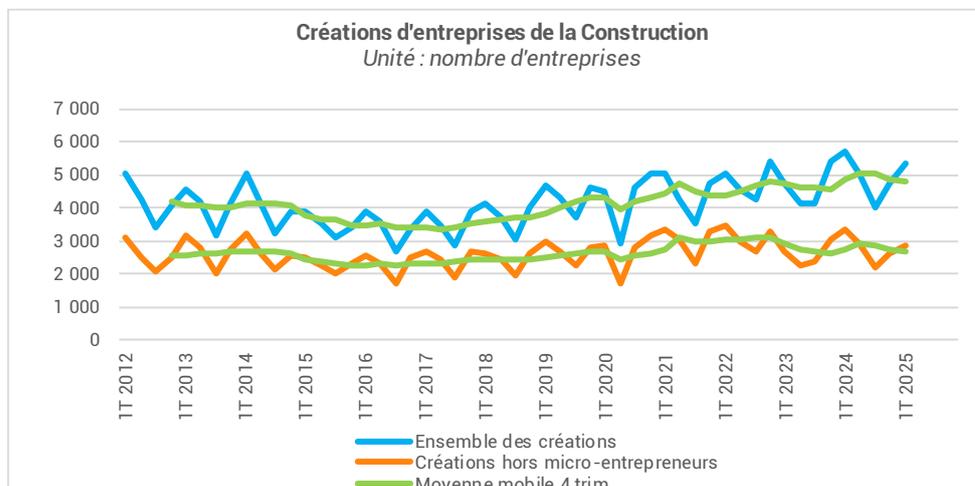
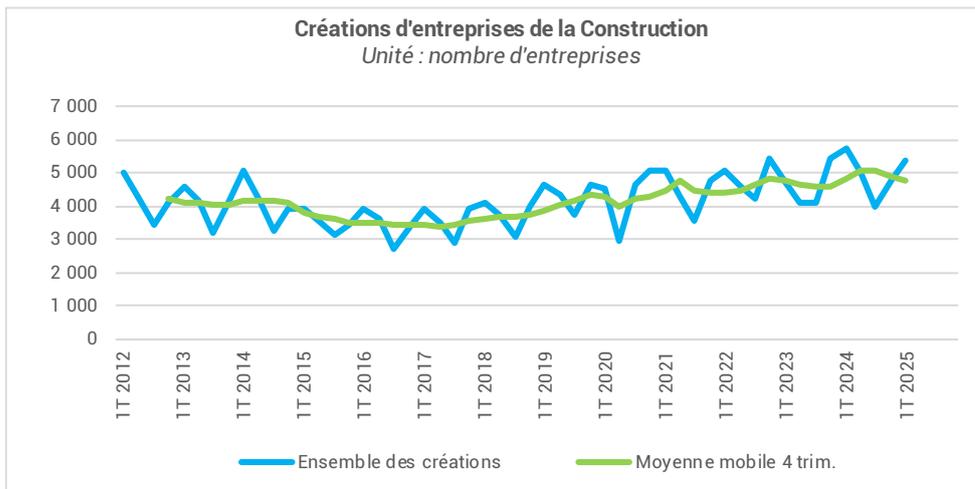
HORS MICRO-ENTREPRISES

AU 1^{er} TRIMESTRE 2025

2 889 créations

-13,4% ▼

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	1 ^{er} trimestre 2025 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	5 347 créations	-6,8%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	2 889 créations	-13,4%	▼
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	19 133 créations	-1,2%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	10 641 créations	-3,6%	▼



Sources :
INSEE (données brutes)

UN NOMBRE D'ENTREPRISES DE CONSTRUCTION DÉFAILLANTES EN FORTE HAUSSE EN 2024

Les défaillances d'entreprises dans le secteur Construction en Île-de-France au 4ème trimestre 2024 s'affichent à un niveau supérieur de 12,4% par rapport au 4ème trimestre 2023. Les 959 entreprises défaillantes au cours de ce trimestre représentent environ 3 800 salariés, soit 24,9% de plus par rapport au 4ème trimestre 2023.

En cumul sur l'année 2024, le nombre de défaillances a enregistré une hausse de 37,6% par rapport à 2023, pour un nombre de salariés impactés qui a augmenté de 36,3%.

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

AU 4^{ème} TRIMESTRE 2024

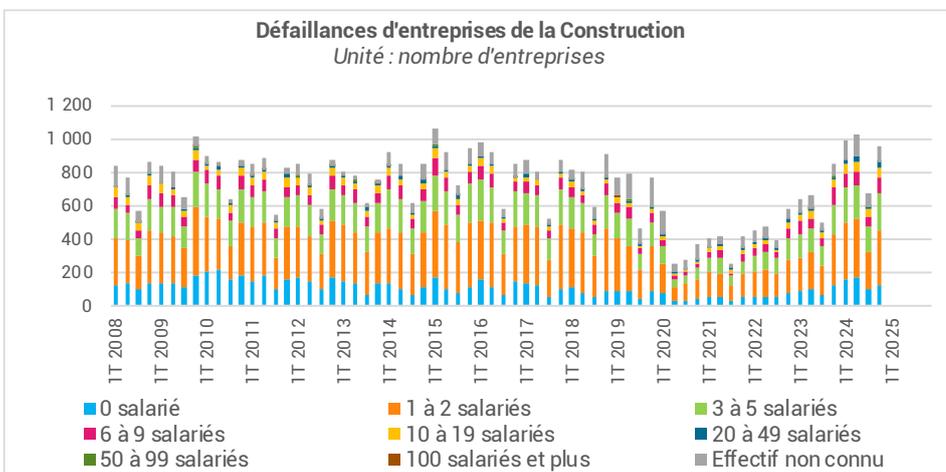
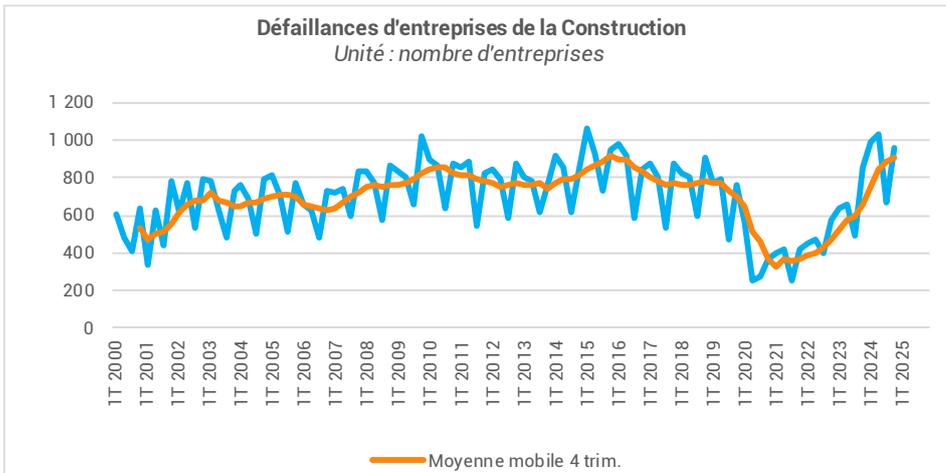
959 défaillances

+12,4% ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4 ^o trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	959 défaillances	+12,4%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	3 649 défaillances	+37,6%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	3 786 salariés	+24,9%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	13 169 salariés	+36,3%	▲

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



Sources :
Banque de France (données brutes)

L'ESSENTIEL DE LA CONJONCTURE | DANS LES DÉPARTEMENTS

LES INDICATEURS AU SOMMAIRE :

BÂTIMENT

Bâtiment résidentiel

Construction neuve

Prêts à taux zéro

Bâtiment non résidentiel

MATÉRIAUX

BPE

APPAREIL DE PRODUCTION

Emploi salarié et intérimaire

Demande d'emploi

Défaillances d'entreprises

FICHES DÉPARTEMENTALES :

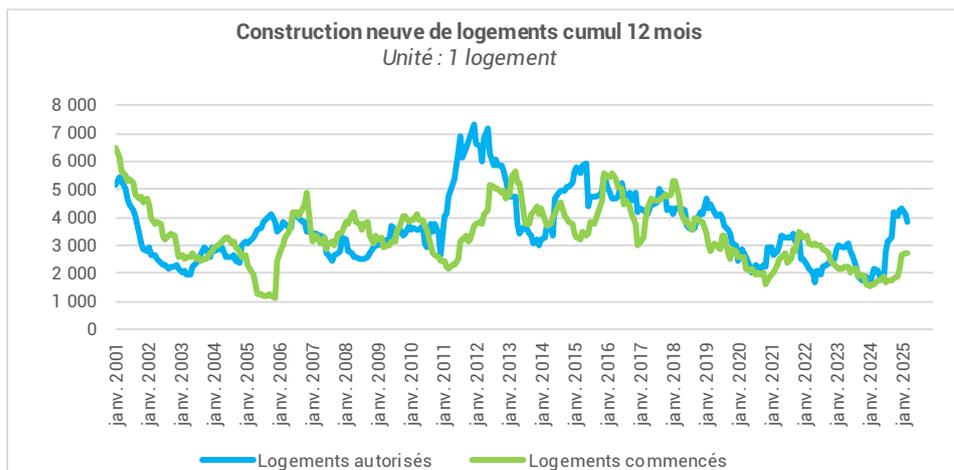
PARIS	p.24
SEINE-ET-MARNE	p.30
YVELINES	p.36
ESSONNE	p.42
HAUTS-DE-SEINE	p.48
SEINE-SAINT-DENIS	p.54
VAL-DE-MARNE	p.60
VAL-D'OISE	p.66

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Paris	Île-de-France
Bâtiment résidentiel - construction neuve		
Logements mis en chantier Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	+68,2% ▲ 2 700 lgts	-2,0% ▼ 46 800 lgts
Logements autorisés Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	+80,6% ▲ 3 900 lgts	-12,7% ▼ 52 500 lgts
Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro		
Travaux liés à l'éco-PTZ De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2024 (évol 1an), en M€	+43,9% ▲ 5,63 M€	+28,0% ▲ 149,34 M€
Bâtiment non résidentiel - construction neuve		
Surface de locaux mis en chantier Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	+4,4% ▲ 223 mill. m ²	+3,3% ▲ 2 491 mill. m ²
Surface de locaux autorisés Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	-1,7% ▼ 374 mill. m ²	-3,1% ▼ 3 847 mill. m ²
Matériaux		
Production BPE Production de BPE entre janv. et fevr. 2025 (évol 1an), en m3	-13,1% ▼ 66 946 m3	-6,6% ▼ 746 775 m3
Appareil de production		
Emplois salariés dans la construction A la fin du 4 ^e trimestre 2024 (évol 1an)	-3,8% ▼ 38 003 sal.	-1,2% ▼ 357 286 sal.
Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Février 2025 (évol 1an)	-19,0% ▼ 1 808 ETP	-12,8% ▼ 20 361 ETP
Demandeurs d'emplois Bât. & TP (cat. A) Au 1 ^{er} trimestre 2025 (évol 1an)	+9,4% ▲ 6 376 DEFM	+10,8% ▲ 42 020 DEFM

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZÉRO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin mars 2025 Evol 1 an		
Total logements commencés	2 700 lgts	+68,2%	▲
Dont individuels purs	100 lgts	+30,0%	▲
Dont individuels groupés	0 lgts	+39,4%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	2 600 lgts	+70,5%	▲
Total logements autorisés	3 900 lgts	+80,6%	▲
Dont individuels purs	100 lgts	+11,5%	▲
Dont individuels groupés	200 lgts	n.s.	
Dont collectifs (y compris résidences)	3 600 lgts	+79,7%	▲



Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2024 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	5,63 M €	+43,9%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	366 ÉCO-PTZ	+28,4%	▲

Prêts à 0% PTZ+	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de prêts délivrés dans le neuf	0	n.s.	
Nombre de prêts délivrés dans l'ancien	0		

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

+68,2%

EN 1 AN

DES MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

2 700 lgts**+80,6%**

EN 1 AN

DES AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

3 900 lgts

Source :

SDES, Sit@del2,

estimations à fin mars 2025

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

+43,9%DE JANVIER À FIN DU 4^e TRIM. 2024**DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS**

ÉCO-PTZ - ÉVOLUTION 1 AN

5,63 M €**n.s.**EN 1 AN AU 4^e TRIMESTRE 2024**PRETS A 0% PTZ+****DISTRIBUÉS DANS LE NEUF****0 prêts**

Sources :

SGFGAS (données brutes)

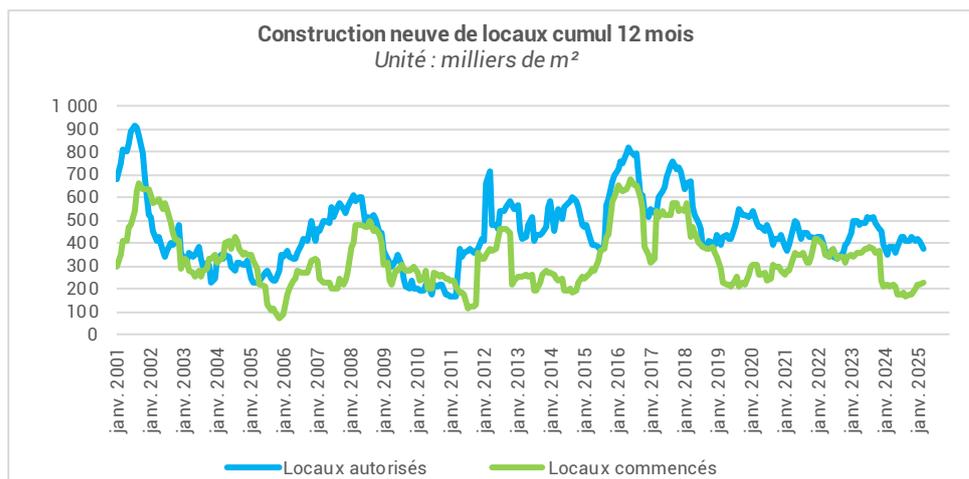
BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2025 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	223 mill. m ²	+4,4%	▲
Total locaux autorisés	374 mill. m ²	-1,7%	▼

+4,4% ▲

EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

223 mill. m²



-1,7% ▼

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

374 mill. m²

Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	223 mill. m ²	+4,4%	▲
Bâtiments agricoles	3 mill. m ²	n.s.	
Secteur privé non agricole	146 mill. m ²	-2,8%	▼
Dont locaux industriels	0 mill. m ²	n.s.	
Dont commerces	26 mill. m ²	+26,3%	▲
Dont bureaux	76 mill. m ²	+2,0%	▲
Dont entrepôts	27 mill. m ²	n.s.	
Dont autres locaux	16 mill. m ²	-68,1%	▼
Secteur public	75 mill. m ²	+17,1%	▲

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	374 mill. m ²	-1,7%	▼
Bâtiments agricoles	0 mill. m ²	-90,0%	▼
Secteur privé non agricole	220 mill. m ²	-14,4%	▼
Dont locaux industriels	0 mill. m ²	+92,1%	▲
Dont commerces	49 mill. m ²	+3,6%	▲
Dont bureaux	126 mill. m ²	+6,8%	▲
Dont entrepôts	11 mill. m ²	-71,3%	▼
Dont autres locaux	34 mill. m ²	-38,0%	▼
Secteur public	154 mill. m ²	+28,4%	▲

Avvertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

MATÉRIAUX | BPE

La production de matériaux - Evol 1 an

Production du mois

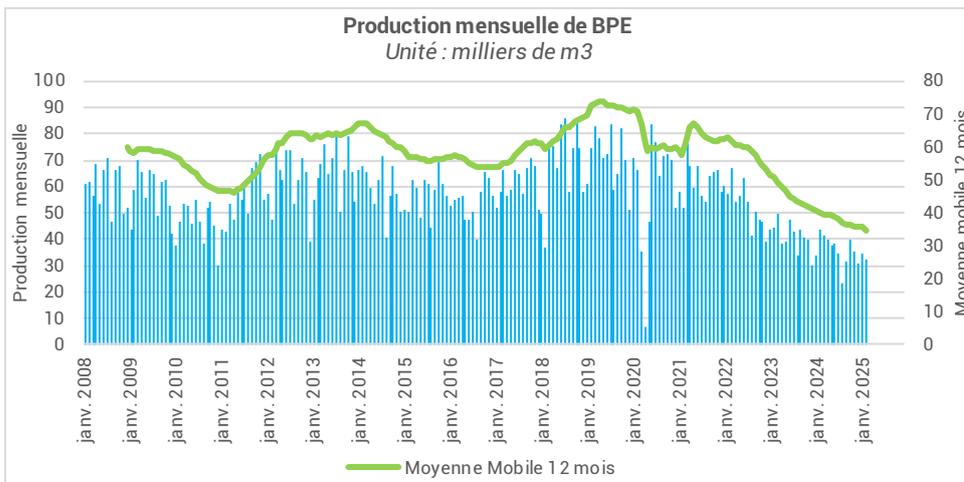
Production de BPE en février 2025	32 615 m3	-25,1%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et fevr. 2025	66 946 m3	-13,1%	▼

-13,1%

entre janv. et fevr. 2025

PRODUCTION DE BPE

EVOL 1AN

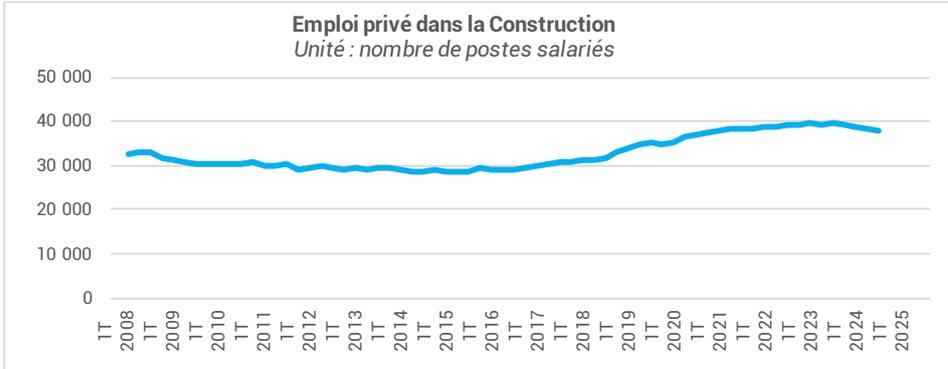
66 946 m3

Sources :

UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	38 003 sal.	-3,8%	▼



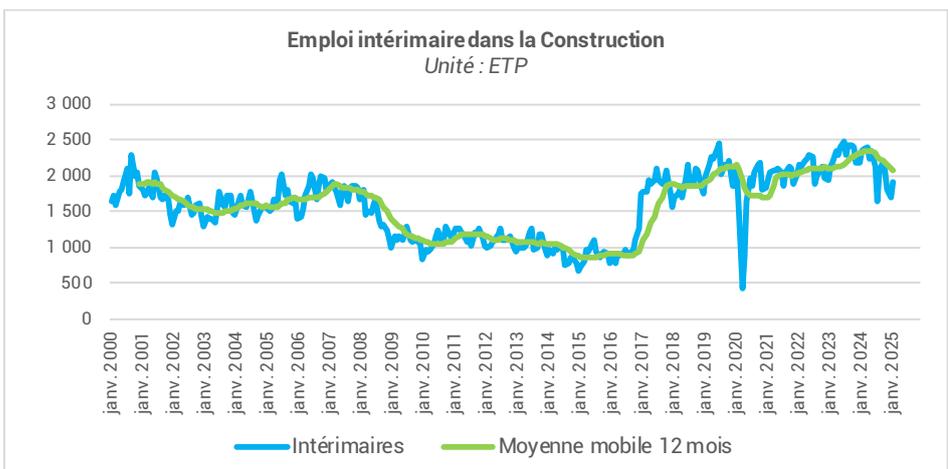
-3,8% ▼

EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 4^e TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

38 003 sal.

Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Février 2025 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Février 2025	1 905 ETP	-18,3%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Février 2025	1 808 ETP	-19,0%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Février 2025	2 073 ETP	-10,9%	▼



-19,0% ▼

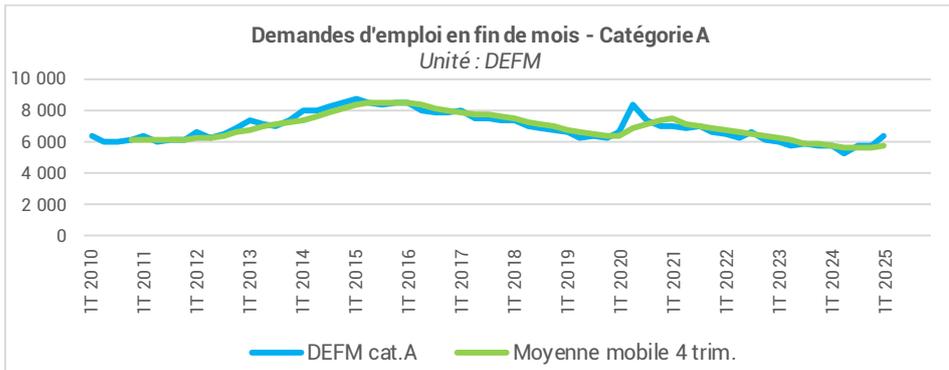
EN 1 AN
DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN FÉVRIER 2025

1 808 ETP

Sources :
DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	1 ^{er} trimestre 2025 - Evol 1 an		
DEFM Construction	6 376 DEFM	+9,4%	▲
DEFM tous secteurs économiques	121 826 DEFM	+13,0%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	5%	0,0 pt	=



+9,4% ▲

EN 1 AN
DES DEMANDES D'EMPLOI
AU 1^{er} TRIMESTRE 2025 (évol 1an)

6 376 DEFM

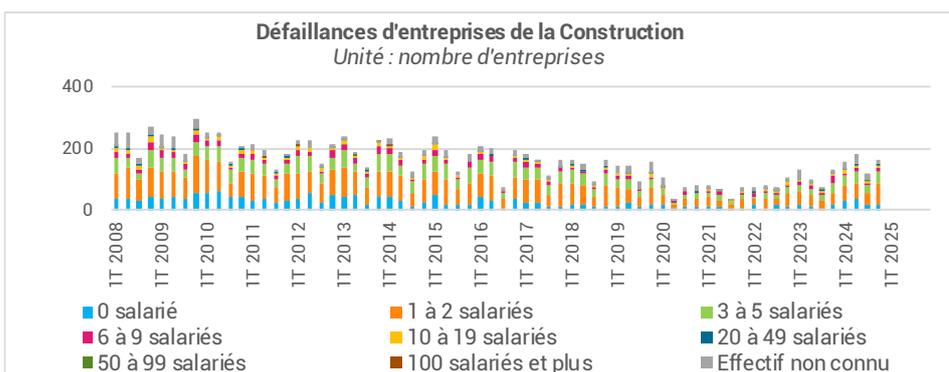
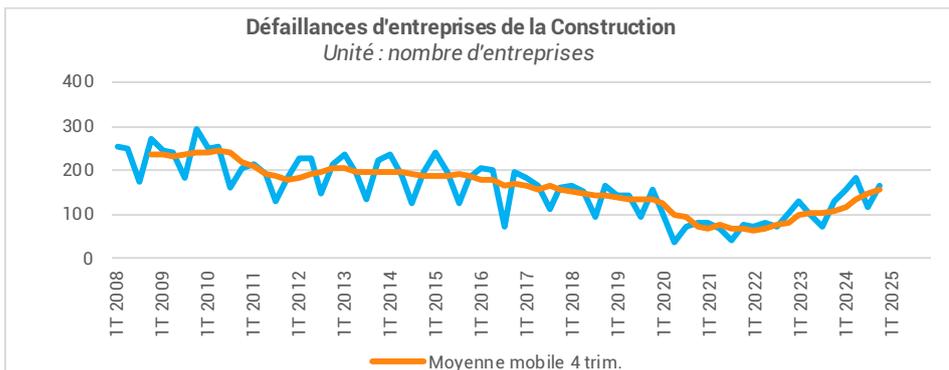
Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Depuis le 1er janvier 2025, plusieurs publics sont automatiquement inscrits à France Travail à la suite de la Loi pour le Plein Emploi (LPE).

APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	166 défaillances	+27,7%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	620 défaillances	+43,9%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	552 salariés	+19,7%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	2 091 salariés	+39,5%	▲



+27,7% ▲

EN 1 AN
DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.
AU 4^e TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

166 défaillances

Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Seine-et-Marne	Île-de-France
Bâtiment résidentiel - construction neuve		
Logements mis en chantier Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	+5,8% ▲ 5 300 lgts	-2,0% ▼ 46 800 lgts
Logements autorisés Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	+10,0% ▲ 7 000 lgts	-12,7% ▼ 52 500 lgts
Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro		
Travaux liés à l'éco-PTZ De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2024 (évol 1an), en M€	+21,8% ▲ 33,51 M€	+28,0% ▲ 149,34 M€
Bâtiment non résidentiel - construction neuve		
Surface de locaux mis en chantier Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	-14,0% ▼ 324 mill. m ²	+3,3% ▲ 2 491 mill. m ²
Surface de locaux autorisés Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	+4,0% ▲ 681 mill. m ²	-3,1% ▼ 3 847 mill. m ²
Matériaux		
Production BPE Production de BPE entre janv. et fevr. 2025 (évol 1an), en m3	-4,7% ▼ 139 379 m3	-6,6% ▼ 746 775 m3
Appareil de production		
Emplois salariés dans la construction A la fin du 4 ^e trimestre 2024 (évol 1an)	-1,1% ▼ 46 850 sal.	-1,2% ▼ 357 286 sal.
Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Février 2025 (évol 1an)	-12,8% ▼ 2 950 ETP	-12,8% ▼ 20 361 ETP
Demandeurs d'emplois Bât. & TP (cat. A) Au 1 ^{er} trimestre 2025 (évol 1an)	+9,9% ▲ 4 575 DEFM	+10,8% ▲ 42 020 DEFM

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZERO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin mars 2025 Evol 1 an		
Total logements commencés	5 300 lgts	+5,8%	▲
Dont individuels purs	800 lgts	-27,3%	▼
Dont individuels groupés	500 lgts	-2,3%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	4 000 lgts	+17,5%	▲
Total logements autorisés	7 000 lgts	+10,0%	▲
Dont individuels purs	800 lgts	-23,6%	▼
Dont individuels groupés	600 lgts	-3,9%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	5 700 lgts	+19,3%	▲

+5,8% ▲

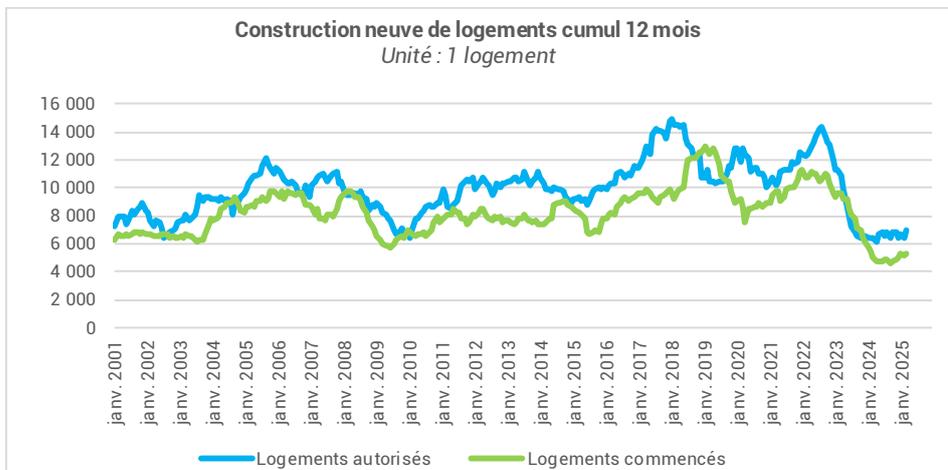
EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

5 300 lgts

+10,0% ▲

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

7 000 lgts



Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin mars 2025

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2024 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	33,51 M€	+21,8%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	1 568 ÉCO-PTZ	+2,6%	▲

+21,8% ▲

DE JANVIER À FIN DU 4^e TRIM. 2024
DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS
ÉCO-PTZ - ÉVOLUTION 1AN

33,51 M€

Prêts à 0% PTZ+	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de prêts délivrés dans le neuf	391	-5,1%	▼
Nombre de prêts délivrés dans l'ancien	41		

-5,1% ▼

EN 1 AN AU 4^e TRIMESTRE 2024
PRETS A 0% PTZ+
DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

391 prêts

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :
SGFGAS (données brutes)

BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

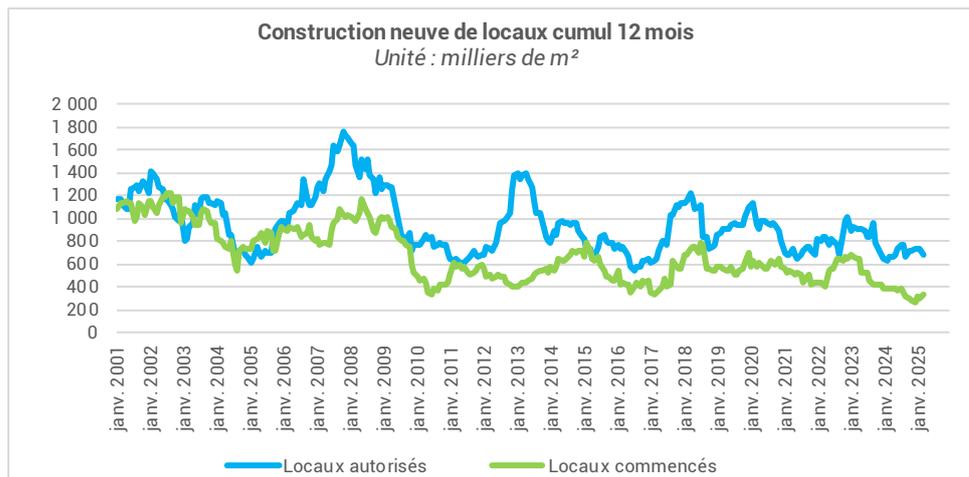
La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2025 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	324 mill. m ²	-14,0%	▼
Total locaux autorisés	681 mill. m ²	+4,0%	▲

-14,0%

EN 1 AN

DES MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

324 mill. m²**+4,0%**

EN 1 AN

DES AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

681 mill. m²

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	324 mill. m ²	-14,0%	▼
Bâtiments agricoles	9 mill. m ²	-71,5%	▼
Secteur privé non agricole	229 mill. m ²	-6,9%	▼
Dont locaux industriels	47 mill. m ²	-14,1%	▼
Dont commerces	30 mill. m ²	+50,6%	▲
Dont bureaux	30 mill. m ²	-21,3%	▼
Dont entrepôts	69 mill. m ²	-27,2%	▼
Dont autres locaux	54 mill. m ²	+37,3%	▲
Secteur public	86 mill. m ²	-12,9%	▼

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	681 mill. m ²	+4,0%	▲
Bâtiments agricoles	80 mill. m ²	+143,0%	▲
Secteur privé non agricole	488 mill. m ²	-4,5%	▼
Dont locaux industriels	98 mill. m ²	-5,8%	▼
Dont commerces	63 mill. m ²	+2,9%	▲
Dont bureaux	84 mill. m ²	+8,8%	▲
Dont entrepôts	138 mill. m ²	-9,0%	▼
Dont autres locaux	106 mill. m ²	-10,2%	▼
Secteur public	114 mill. m ²	+2,2%	▲

Avvertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

MATÉRIAUX | BPE

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en février 2025	72 401 m3	-14,9%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et fevr. 2025	139 379 m3	-4,7%	▼

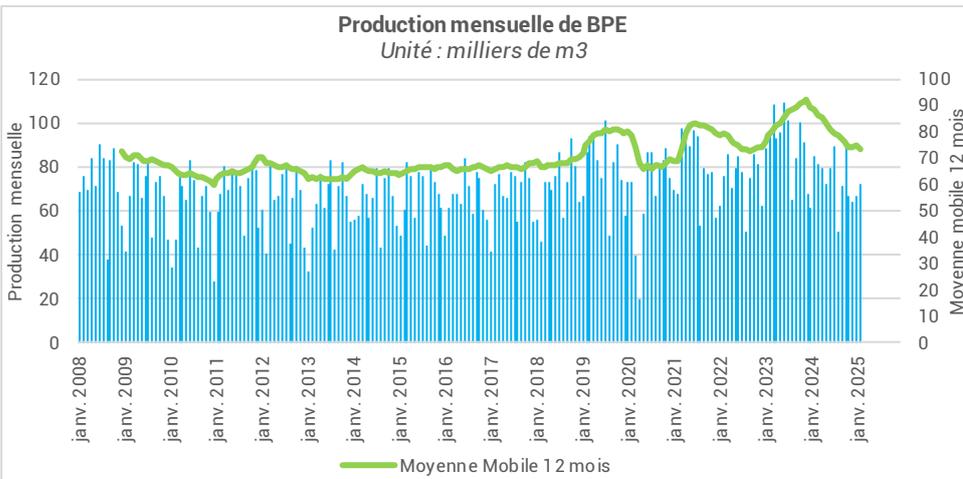
-4,7% ▼

entre janv. et fevr. 2025

PRODUCTION DE BPE

EVOL 1AN

139 379 m3



Sources :
UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

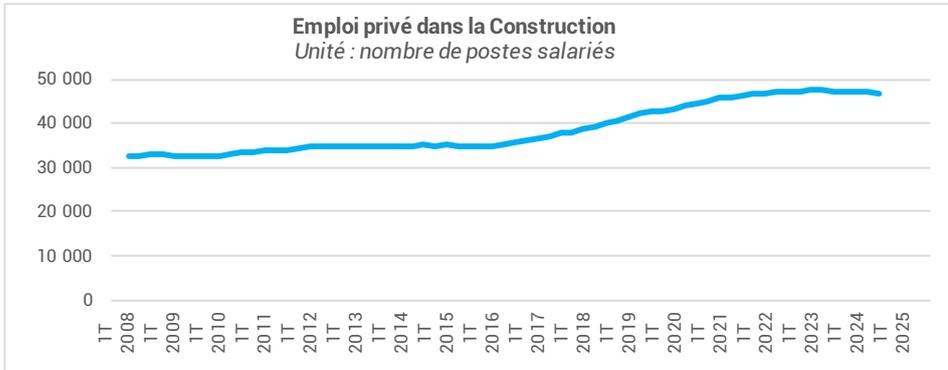
Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	4° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	46 850 sal.	-1,1%	▼

-1,1% ▼

EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 4° TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

46 850 sal.

Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.



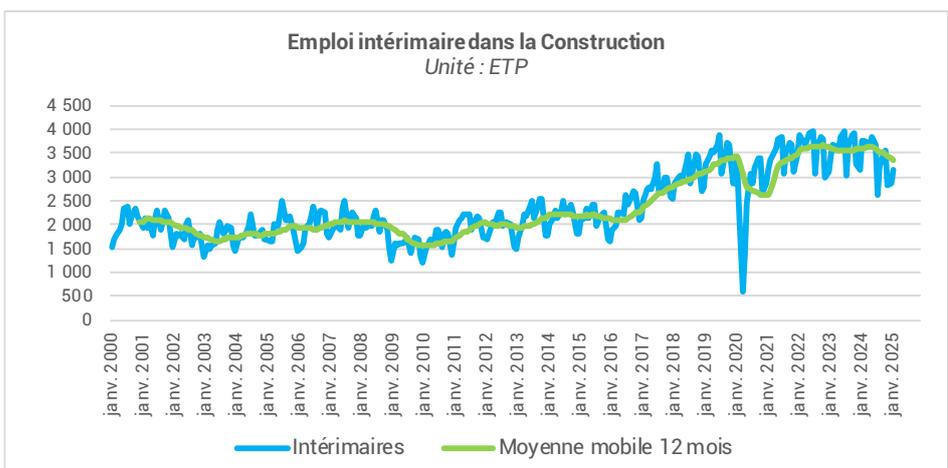
Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Février 2025 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Février 2025	3 151 ETP	-16,2%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Février 2025	2 950 ETP	-12,8%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Février 2025	3 363 ETP	-6,9%	▼

-12,8% ▼

EN 1 AN
DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN FÉVRIER 2025

2 950 ETP

Sources :
DARES (données brutes – ETP)



APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	1 ^{er} trimestre 2025 - Evol 1 an		
DEFM Construction	4 575 DEFM	+9,9%	▲
DEFM tous secteurs économiques	74 920 DEFM	+17,9%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=

+9,9% ▲

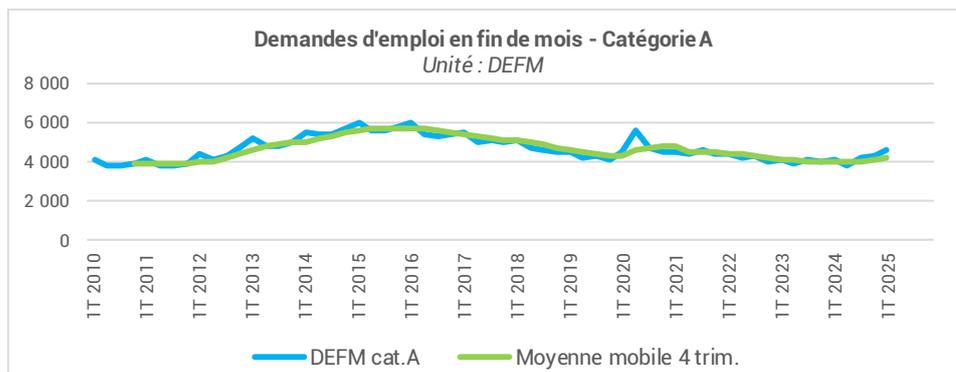
EN 1 AN
DES DEMANDES D'EMPLOI
AU 1^{er} TRIMESTRE 2025 (évol 1an)

4 575 DEFM

Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Depuis le 1er janvier 2025, plusieurs publics sont automatiquement inscrits à France Travail à la suite de la Loi pour le Plein Emploi (LPE).



APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	175 défaillances	+29,6%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	599 défaillances	+15,2%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	420 salariés	+4,7%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	1 548 salariés	+0,3%	=

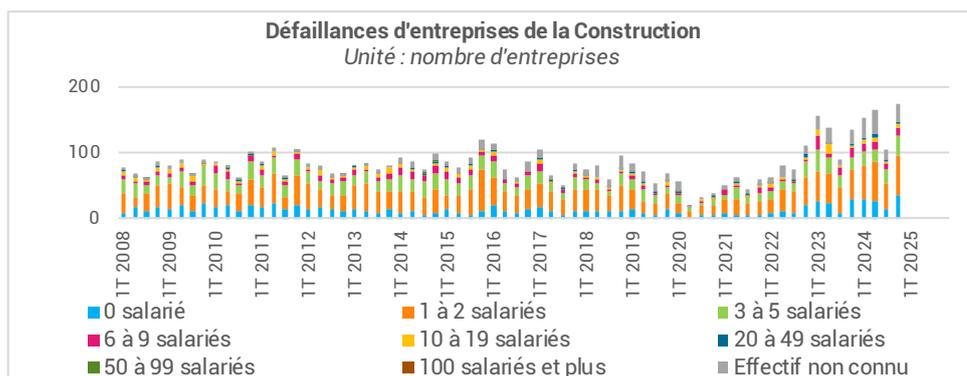
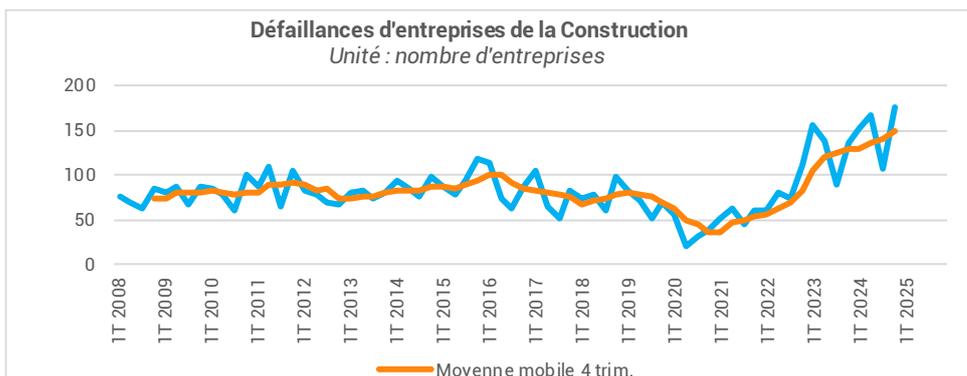
+29,6% ▲

EN 1 AN
DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.
AU 4^e TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

175 défaillances

Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

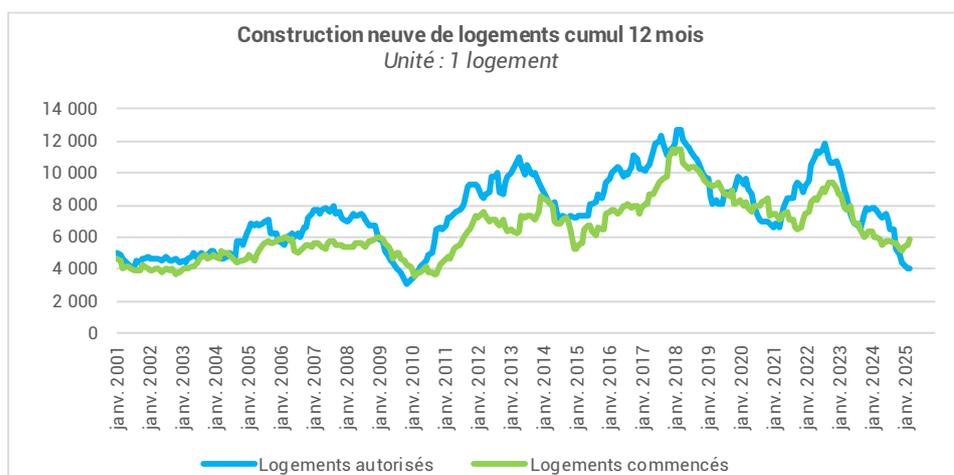


CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Yvelines	Île-de-France
Bâtiment résidentiel - construction neuve		
Logements mis en chantier Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-2,0% ▼ 5 900 lgts	-2,0% ▼ 46 800 lgts
Logements autorisés Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-47,7% ▼ 4 000 lgts	-12,7% ▼ 52 500 lgts
Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro		
Travaux liés à l'éco-PTZ De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2024 (évol 1an), en M€	+28,7% ▲ 30,33 M€	+28,0% ▲ 149,34 M€
Bâtiment non résidentiel - construction neuve		
Surface de locaux mis en chantier Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	-18,9% ▼ 321 mill. m ²	+3,3% ▲ 2 491 mill. m ²
Surface de locaux autorisés Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	-28,1% ▼ 364 mill. m ²	-3,1% ▼ 3 847 mill. m ²
Matériaux		
Production BPE Production de BPE entre janv. et fevr. 2025 (évol 1an), en m3	+4,0% ▲ 83 725 m3	-6,6% ▼ 746 775 m3
Appareil de production		
Emplois salariés dans la construction A la fin du 4 ^e trimestre 2024 (évol 1an)	0,0% = 41 074 sal.	-1,2% ▼ 357 286 sal.
Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Février 2025 (évol 1an)	-0,4% = 2 740 ETP	-12,8% ▼ 20 361 ETP
Demandeurs d'emplois Bât. & TP (cat. A) Au 1 ^{er} trimestre 2025 (évol 1an)	+7,9% ▲ 4 186 DEFM	+10,8% ▲ 42 020 DEFM

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZÉRO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin mars 2025 Evol 1 an		
Total logements commencés	5 900 lgts	-2,0%	▼
Dont individuels purs	700 lgts	-21,5%	▼
Dont individuels groupés	300 lgts	-1,5%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	4 900 lgts	+1,4%	▲
Total logements autorisés	4 000 lgts	-47,7%	▼
Dont individuels purs	700 lgts	-19,6%	▼
Dont individuels groupés	400 lgts	-2,4%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	3 000 lgts	-54,1%	▼



Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2024 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	30,33 M€	+28,7%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	1 230 ÉCO-PTZ	+11,9%	▲

Prêts à 0% PTZ+	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de prêts délivrés dans le neuf	418	+74,2%	▲
Nombre de prêts délivrés dans l'ancien	29		

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

-2,0%

EN 1 AN

DES MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

5 900 lgts**-47,7%**

EN 1 AN

DES AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

4 000 lgts

Source :

SDES, Sit@del2,

estimations à fin mars 2025

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

+28,7%DE JANVIER À FIN DU 4^e TRIM. 2024**DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS**

ÉCO-PTZ - ÉVOLUTION 1 AN

30,33 M€**+74,2%**EN 1 AN AU 4^e TRIMESTRE 2024**PRETS A 0% PTZ+****DISTRIBUÉS DANS LE NEUF****418 prêts**

Sources :

SGFGAS (données brutes)

BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

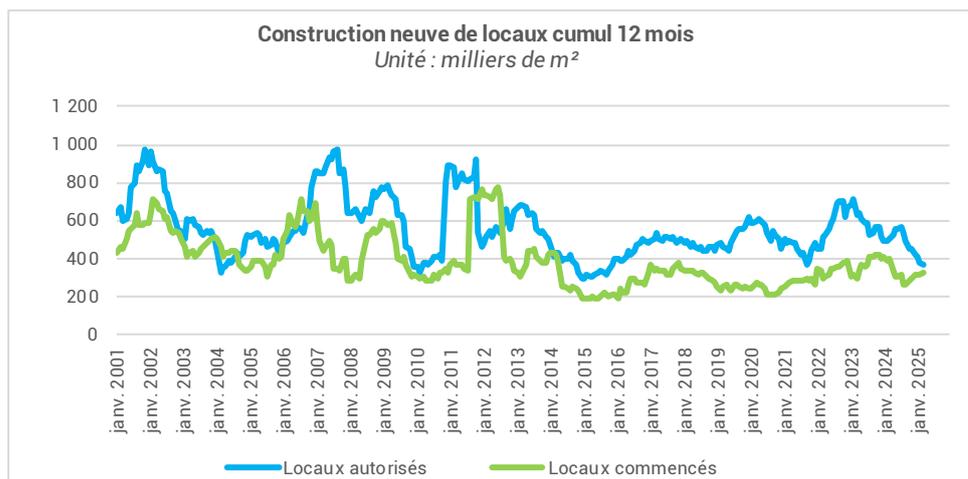
La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2025 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	321 mill. m ²	-18,9%	▼
Total locaux autorisés	364 mill. m ²	-28,1%	▼

-18,9%

EN 1 AN

DES MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

321 mill. m²**-28,1%**

EN 1 AN

DES AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

364 mill. m²

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	321 mill. m ²	-18,9%	▼
Bâtiments agricoles	3 mill. m ²	-81,1%	▼
Secteur privé non agricole	226 mill. m ²	-18,9%	▼
Dont locaux industriels	45 mill. m ²	-17,6%	▼
Dont commerces	54 mill. m ²	-13,8%	▼
Dont bureaux	39 mill. m ²	-55,4%	▼
Dont entrepôts	80 mill. m ²	+49,6%	▲
Dont autres locaux	8 mill. m ²	-60,1%	▼
Secteur public	91 mill. m ²	-7,9%	▼

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	364 mill. m ²	-28,1%	▼
Bâtiments agricoles	30 mill. m ²	-4,6%	▼
Secteur privé non agricole	224 mill. m ²	-30,0%	▼
Dont locaux industriels	49 mill. m ²	-10,3%	▼
Dont commerces	48 mill. m ²	+1,0%	▲
Dont bureaux	55 mill. m ²	-46,1%	▼
Dont entrepôts	30 mill. m ²	-54,2%	▼
Dont autres locaux	41 mill. m ²	-16,9%	▼
Secteur public	110 mill. m ²	-28,8%	▼

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

MATÉRIAUX | BPE

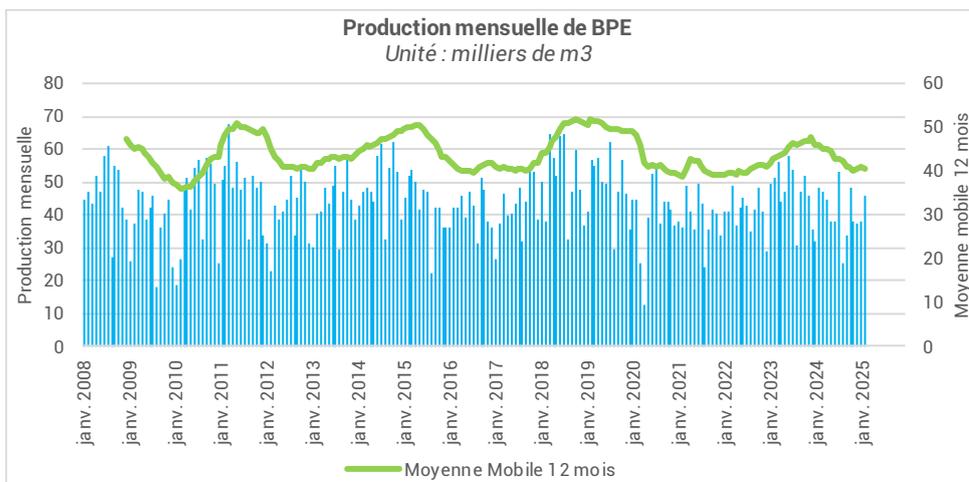
La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en février 2025	45 658 m3	-5,8%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et fevr. 2025	83 725 m3	+4,0%	▲

+4,0%

entre janv. et fevr. 2025

PRODUCTION DE BPE

EVOL 1AN

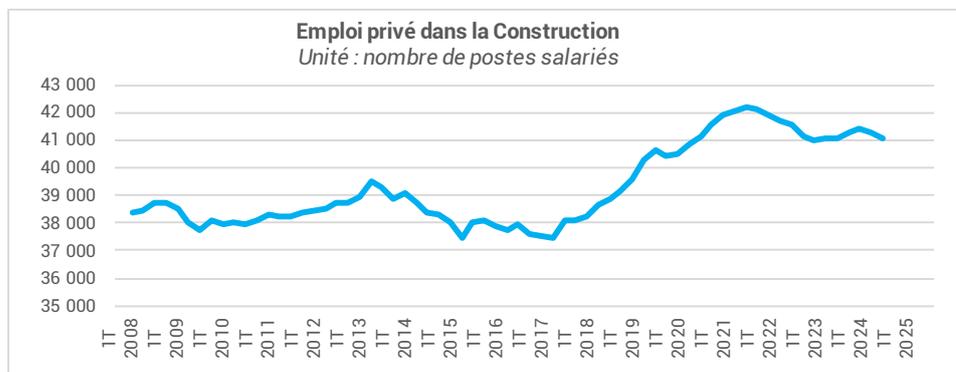
83 725 m3

Sources :

UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	41 074 sal.	0,0%	=



0,0% =

EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 4^e TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

41 074 sal.

Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

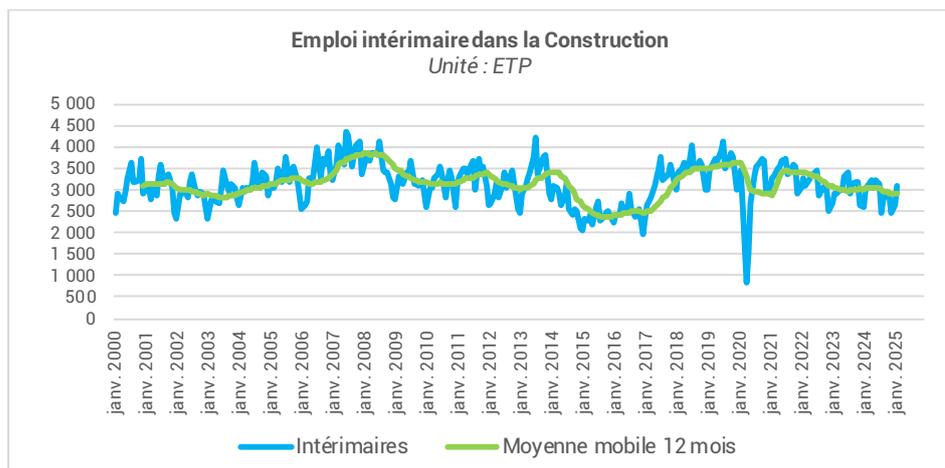
Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Février 2025 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Février 2025	3 112 ETP	+2,3%	▲
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Février 2025	2 740 ETP	-0,4%	=
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Février 2025	2 920 ETP	-3,5%	▼

-0,4% =

EN 1 AN
DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN FÉVRIER 2025

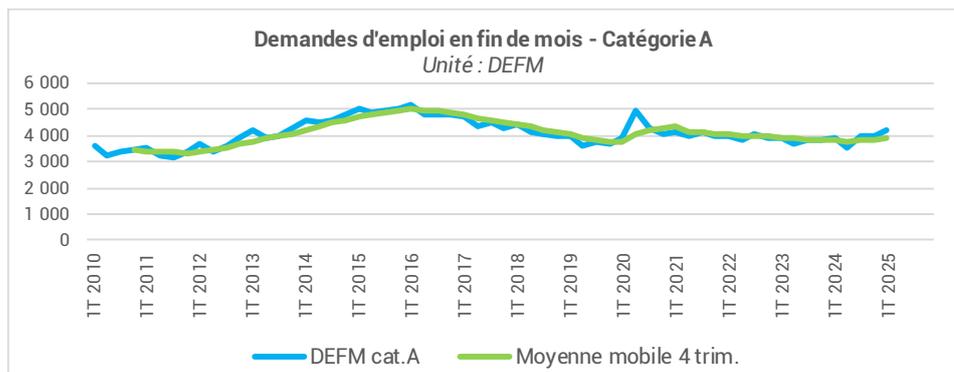
2 740 ETP

Sources :
DARES (données brutes – ETP)



APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	1 ^{er} trimestre 2025 - Evol 1 an		
DEFM Construction	4 186 DEFM	+7,9%	▲
DEFM tous secteurs économiques	70 572 DEFM	+16,0%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=

**+7,9%**

EN 1 AN

DES DEMANDES D'EMPLOIAU 1^{er} TRIMESTRE 2025 (évol 1an)**4 186 DEFM**

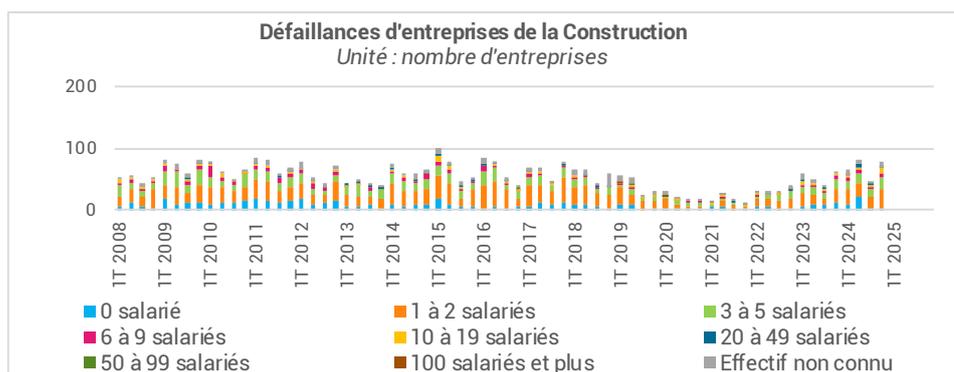
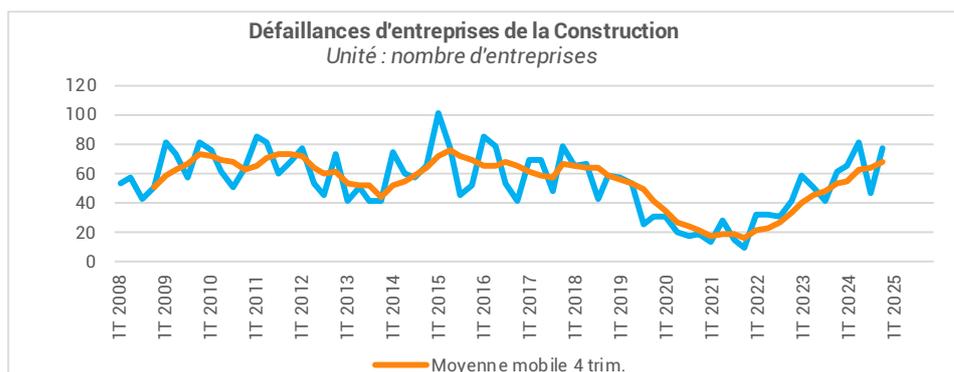
Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Depuis le 1er janvier 2025, plusieurs publics sont automatiquement inscrits à France Travail à la suite de la Loi pour le Plein Emploi (LPE).

APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	78 défaillances	+25,8%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	273 défaillances	+28,2%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	315 salariés	+75,0%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	1 127 salariés	+64,5%	▲

**+25,8%**

EN 1 AN

DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.AU 4^e TRIMESTRE 2024 (évol 1an)**78 défaillances**

Sources :

Banque de France (données brutes)

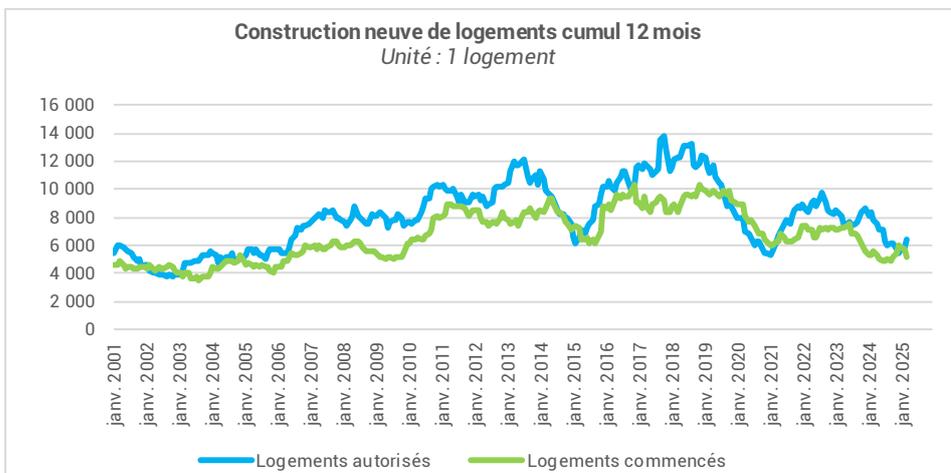
Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Essonne	Île-de-France
Bâtiment résidentiel - construction neuve		
Logements mis en chantier Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-7,0% ▼ 5 200 lgts	-2,0% ▼ 46 800 lgts
Logements autorisés Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-17,8% ▼ 6 400 lgts	-12,7% ▼ 52 500 lgts
Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro		
Travaux liés à l'éco-PTZ De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2024 (évol 1an), en M€	+36,5% ▲ 30,24 M€	+28,0% ▲ 149,34 M€
Bâtiment non résidentiel - construction neuve		
Surface de locaux mis en chantier Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	-6,6% ▼ 247 mill. m ²	+3,3% ▲ 2 491 mill. m ²
Surface de locaux autorisés Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	-17,7% ▼ 485 mill. m ²	-3,1% ▼ 3 847 mill. m ²
Matériaux		
Production BPE Production de BPE entre janv. et fevr. 2025 (évol 1an), en m3	+0,7% = 77 944 m3	-6,6% ▼ 746 775 m3
Appareil de production		
Emplois salariés dans la construction A la fin du 4 ^e trimestre 2024 (évol 1an)	-1,2% ▼ 39 698 sal.	-1,2% ▼ 357 286 sal.
Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Février 2025 (évol 1an)	-15,8% ▼ 3 142 ETP	-12,8% ▼ 20 361 ETP
Demandeurs d'emplois Bât. & TP (cat. A) Au 1 ^{er} trimestre 2025 (évol 1an)	+14,3% ▲ 3 979 DEFM	+10,8% ▲ 42 020 DEFM

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZÉRO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin mars 2025 Evol 1 an		
Total logements commencés	5 200 lgts	-7,0%	▼
Dont individuels purs	500 lgts	-31,5%	▼
Dont individuels groupés	500 lgts	+56,5%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	4 100 lgts	-7,7%	▼
Total logements autorisés	6 400 lgts	-17,8%	▼
Dont individuels purs	500 lgts	-27,1%	▼
Dont individuels groupés	400 lgts	-39,6%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	5 500 lgts	-14,4%	▼



Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2024 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	30,24 M€	+36,5%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	1 290 ÉCO-PTZ	+21,6%	▲

Prêts à 0% PTZ+	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de prêts délivrés dans le neuf	246	-15,5%	▼
Nombre de prêts délivrés dans l'ancien	31		

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

-7,0%

EN 1 AN

DES MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

5 200 lgts**-17,8%**

EN 1 AN

DES AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

6 400 lgts

Source :

SDES, Sit@del2,

estimations à fin mars 2025

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

+36,5%DE JANVIER À FIN DU 4^e TRIM. 2024**DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS**

ÉCO-PTZ - ÉVOLUTION 1AN

30,24 M€**-15,5%**EN 1 AN AU 4^e TRIMESTRE 2024**PRETS A 0% PTZ+****DISTRIBUÉS DANS LE NEUF****246 prêts**

Sources :

SGFGAS (données brutes)

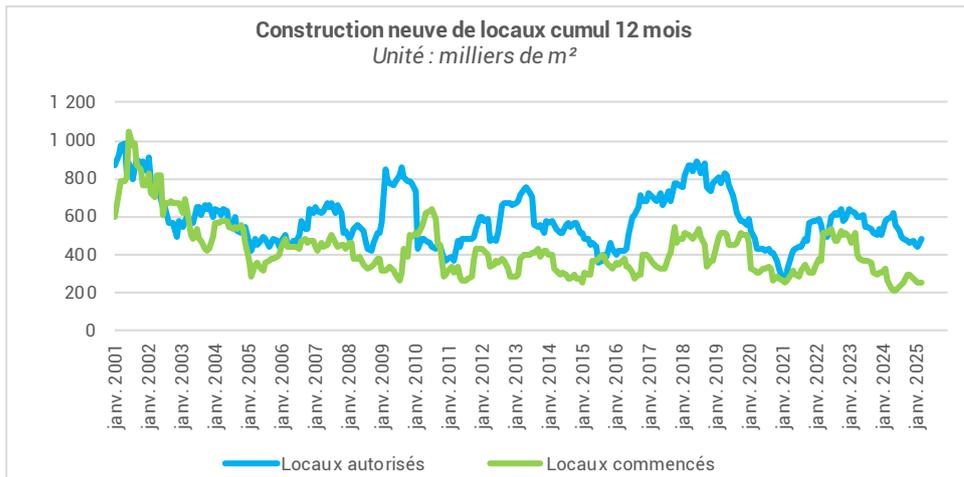
BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2025 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	247 mill. m ²	-6,6%	▼
Total locaux autorisés	485 mill. m ²	-17,7%	▼

-6,6% ▼

EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

247 mill. m²



-17,7% ▼

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

485 mill. m²

Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	247 mill. m ²	-6,6%	▼
Bâtiments agricoles	5 mill. m ²	-64,2%	▼
Secteur privé non agricole	122 mill. m ²	-35,5%	▼
Dont locaux industriels	32 mill. m ²	-35,1%	▼
Dont commerces	28 mill. m ²	+42,7%	▲
Dont bureaux	18 mill. m ²	-23,4%	▼
Dont entrepôts	32 mill. m ²	-65,1%	▼
Dont autres locaux	13 mill. m ²	+119,9%	▲
Secteur public	120 mill. m ²	+96,8%	▲

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	485 mill. m ²	-17,7%	▼
Bâtiments agricoles	13 mill. m ²	-24,3%	▼
Secteur privé non agricole	333 mill. m ²	-7,7%	▼
Dont locaux industriels	111 mill. m ²	0,0%	=
Dont commerces	42 mill. m ²	-11,4%	▼
Dont bureaux	64 mill. m ²	-6,5%	▼
Dont entrepôts	79 mill. m ²	-28,9%	▼
Dont autres locaux	36 mill. m ²	+65,3%	▲
Secteur public	139 mill. m ²	-34,3%	▼

Avvertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

MATÉRIAUX | BPE

La production de matériaux - Evol 1an

Production du mois

Production de BPE en février 2025	41 123 m3	-6,4%	▼
-----------------------------------	-----------	-------	---

Production depuis le début de l'année

Production de BPE entre janv. et fevr. 2025	77 944 m3	+0,7%	=
---	-----------	-------	---

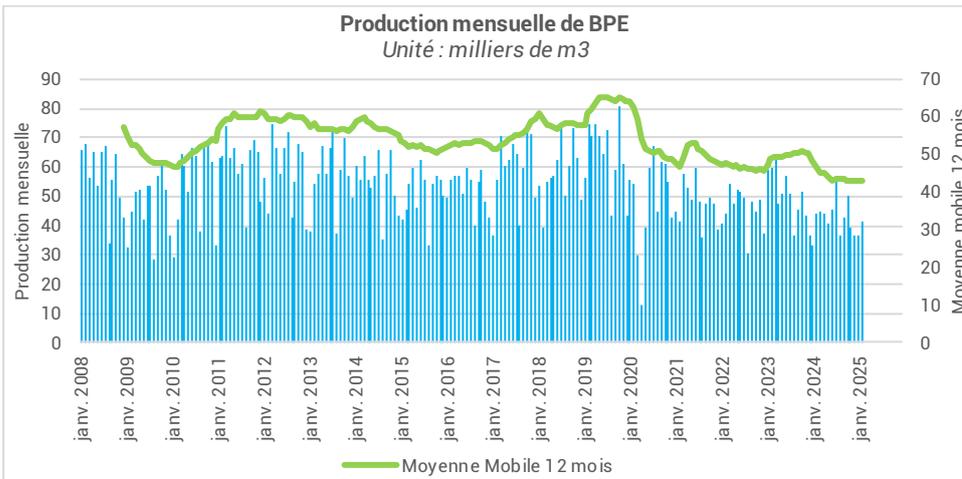
+0,7% =

entre janv. et fevr. 2025

PRODUCTION DE BPE

EVOL 1AN

77 944 m3

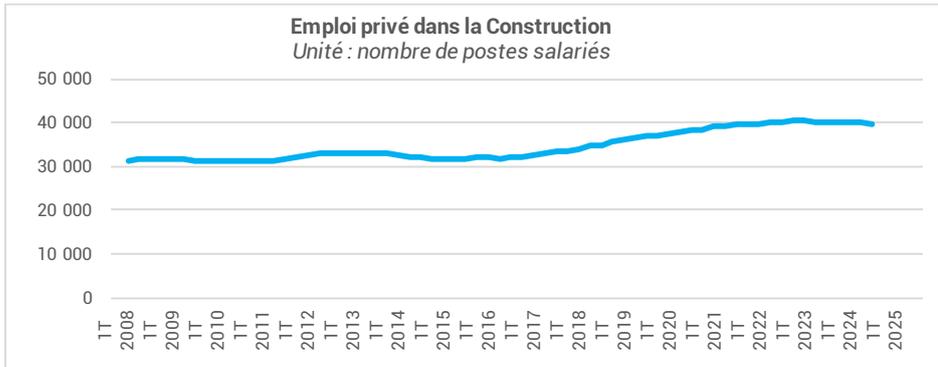


Sources :

UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉrimAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	39 698 sal.	-1,2%	▼



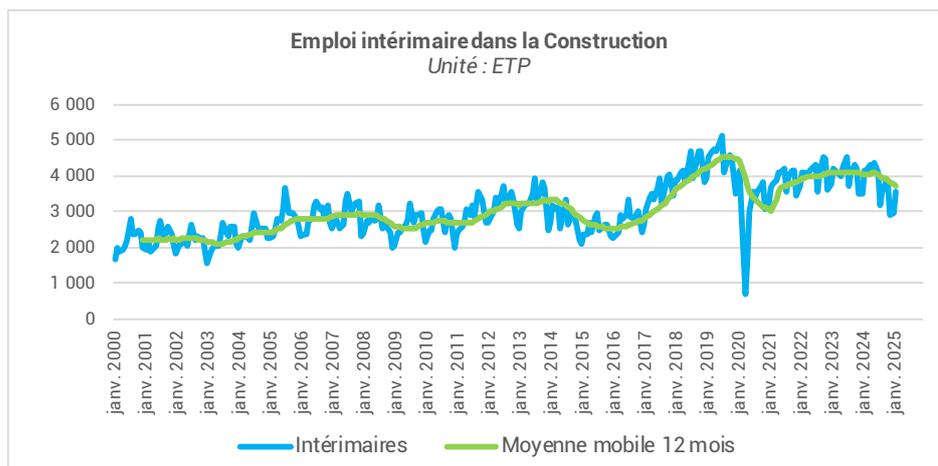
-1,2% ▼

EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 4^e TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

39 698 sal.

Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Février 2025 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Février 2025	3 562 ETP	-14,6%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Février 2025	3 142 ETP	-15,8%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Février 2025	3 726 ETP	-7,8%	▼



-15,8% ▼

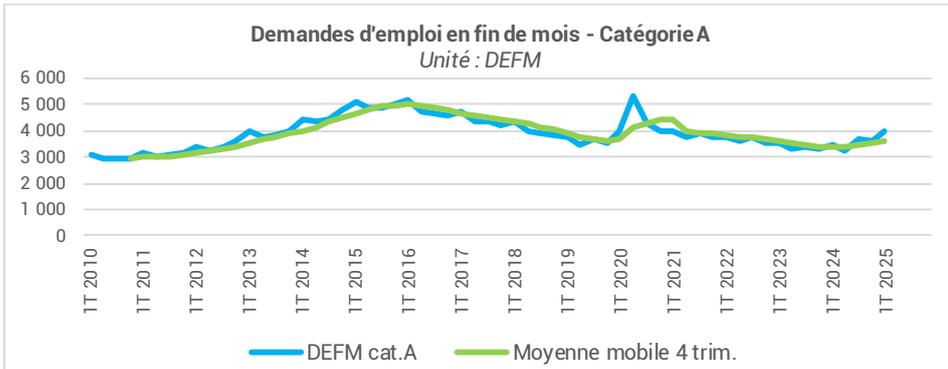
EN 1 AN
DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN FÉVRIER 2025

3 142 ETP

Sources :
DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demands d'emplois en fin de mois (catégorie A)	1 ^{er} trimestre 2025 - Evol 1 an		
DEFM Construction	3 979 DEFM	+14,3%	▲
DEFM tous secteurs économiques	64 718 DEFM	+19,4%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=



+14,3% ▲

EN 1 AN
DES DEMANDES D'EMPLOI
AU 1^{er} TRIMESTRE 2025 (évol 1an)

3 979 DEFM

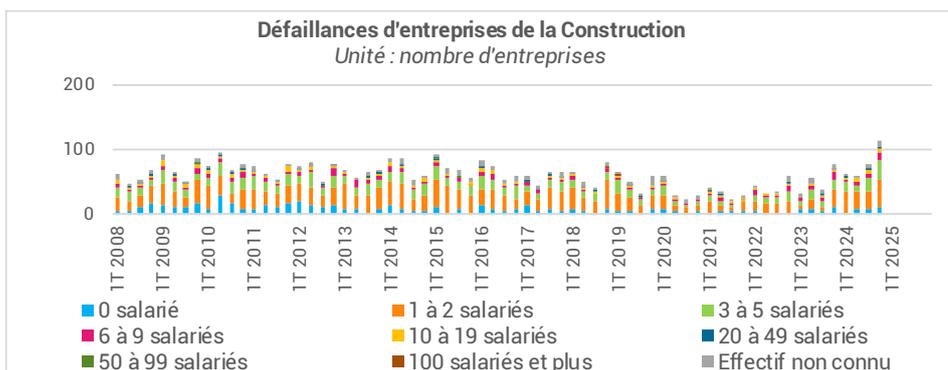
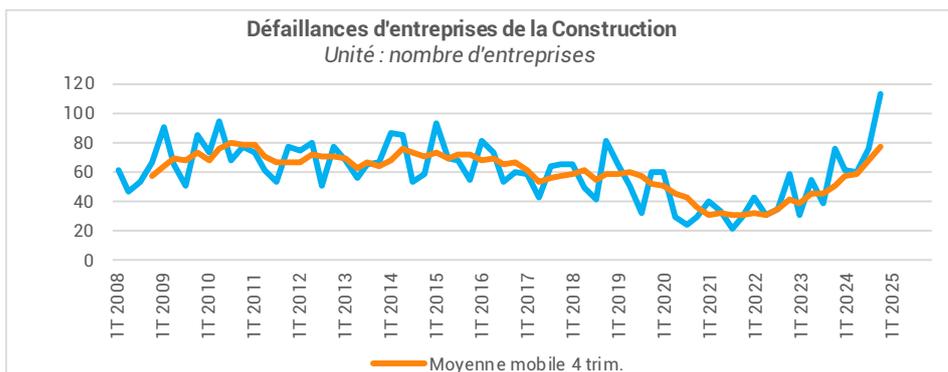
Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Depuis le 1er janvier 2025, plusieurs publics sont automatiquement inscrits à France Travail à la suite de la Loi pour le Plein Emploi (LPE).

APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	113 défaillances	+48,7%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	310 défaillances	+54,2%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	467 salariés	+118,2%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	1 160 salariés	+66,4%	▲



+48,7% ▲

EN 1 AN
DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.
AU 4^e TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

113 défaillances

Sources : Banque de France (données brutes)

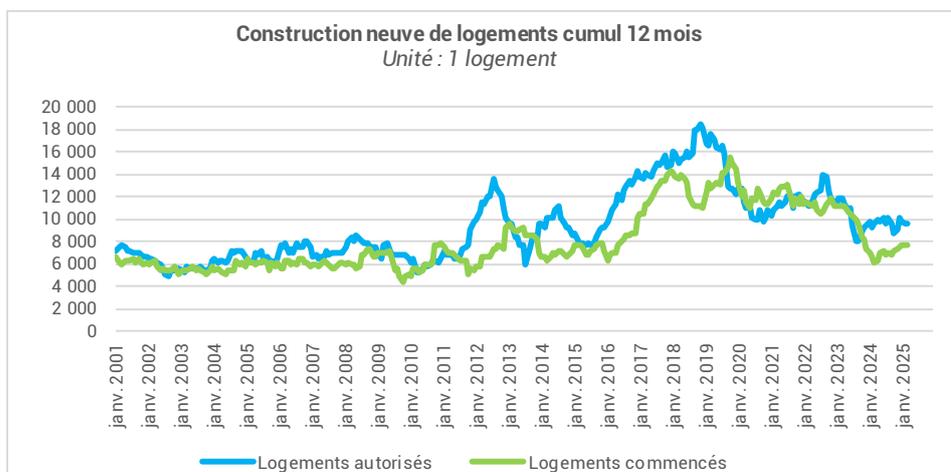
Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Hauts-de-Seine	Île-de-France
Bâtiment résidentiel - construction neuve		
Logements mis en chantier Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	+23,4% ▲ 7 600 lgts	-2,0% ▼ 46 800 lgts
Logements autorisés Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-1,3% ▼ 9 500 lgts	-12,7% ▼ 52 500 lgts
Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro		
Travaux liés à l'éco-PTZ De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2024 (évol 1an), en M€	+42,7% ▲ 11,81 M€	+28,0% ▲ 149,34 M€
Bâtiment non résidentiel - construction neuve		
Surface de locaux mis en chantier Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	-10,8% ▼ 293 mill. m ²	+3,3% ▲ 2 491 mill. m ²
Surface de locaux autorisés Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	+5,3% ▲ 386 mill. m ²	-3,1% ▼ 3 847 mill. m ²
Matériaux		
Production BPE Production de BPE entre janv. et fevr. 2025 (évol 1an), en m3	-19,9% ▼ 129 122 m3	-6,6% ▼ 746 775 m3
Appareil de production		
Emplois salariés dans la construction A la fin du 4 ^e trimestre 2024 (évol 1an)	-0,9% = 47 437 sal.	-1,2% ▼ 357 286 sal.
Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Février 2025 (évol 1an)	-20,0% ▼ 2 408 ETP	-12,8% ▼ 20 361 ETP
Demandeurs d'emplois Bât. & TP (cat. A) Au 1 ^{er} trimestre 2025 (évol 1an)	+11,9% ▲ 3 726 DEFM	+10,8% ▲ 42 020 DEFM

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZERO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin mars 2025 Evol 1 an		
Total logements commencés	7 600 lgts	+23,4%	▲
Dont individuels purs	200 lgts	-4,3%	▼
Dont individuels groupés	200 lgts	-44,1%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	7 300 lgts	+27,7%	▲
Total logements autorisés	9 500 lgts	-1,3%	▼
Dont individuels purs	200 lgts	+11,3%	▲
Dont individuels groupés	200 lgts	+80,7%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	9 100 lgts	-2,7%	▼



Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin mars 2025

Avertissement : Dans les tableaux,
en raison des arrondis, des totaux
peuvent légèrement différer de la
somme des éléments qui les
composent.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2024 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	11,81 M €	+42,7%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	504 ÉCO-PTZ	+31,3%	▲



Prêts à 0% PTZ+	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de prêts délivrés dans le neuf	542	n.s.	
Nombre de prêts délivrés dans l'ancien	41		



L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :
SGFGAS (données brutes)

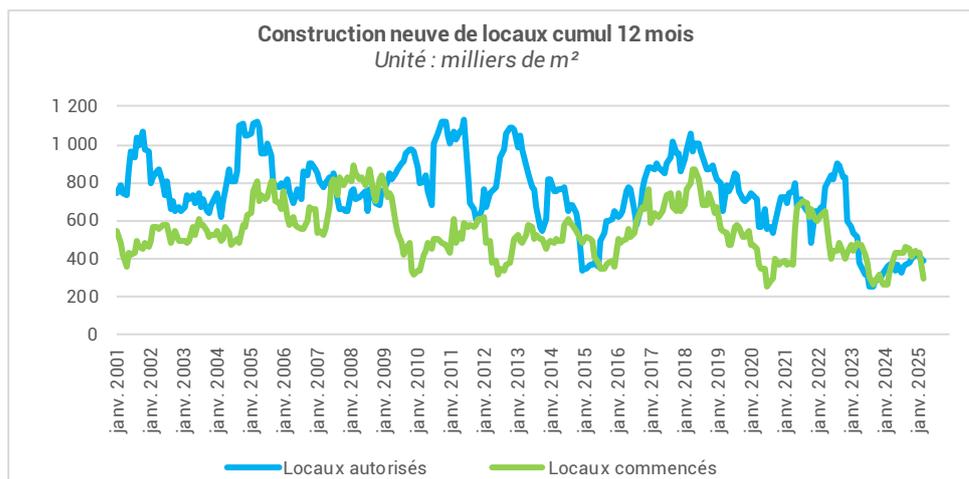
BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2025 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	293 mill. m ²	-10,8%	▼
Total locaux autorisés	386 mill. m ²	+5,3%	▲

-10,8% ▼

EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

293 mill. m²



+5,3% ▲

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

386 mill. m²

Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	293 mill. m ²	-10,8%	▼
Bâtiments agricoles	0 mill. m ²	+117,1%	▲
Secteur privé non agricole	138 mill. m ²	-40,3%	▼
Dont locaux industriels	3 mill. m ²	-79,1%	▼
Dont commerces	23 mill. m ²	+29,1%	▲
Dont bureaux	81 mill. m ²	-56,1%	▼
Dont entrepôts	1 mill. m ²	-84,0%	▼
Dont autres locaux	30 mill. m ²	n.s.	
Secteur public	155 mill. m ²	+60,3%	▲

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	386 mill. m ²	+5,3%	▲
Bâtiments agricoles	3 mill. m ²	n.s.	
Secteur privé non agricole	156 mill. m ²	-34,0%	▼
Dont locaux industriels	26 mill. m ²	-27,9%	▼
Dont commerces	56 mill. m ²	+22,4%	▲
Dont bureaux	50 mill. m ²	-52,5%	▼
Dont entrepôts	10 mill. m ²	n.s.	
Dont autres locaux	14 mill. m ²	-71,0%	▼
Secteur public	227 mill. m ²	+74,7%	▲

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

MATÉRIAUX | BPE

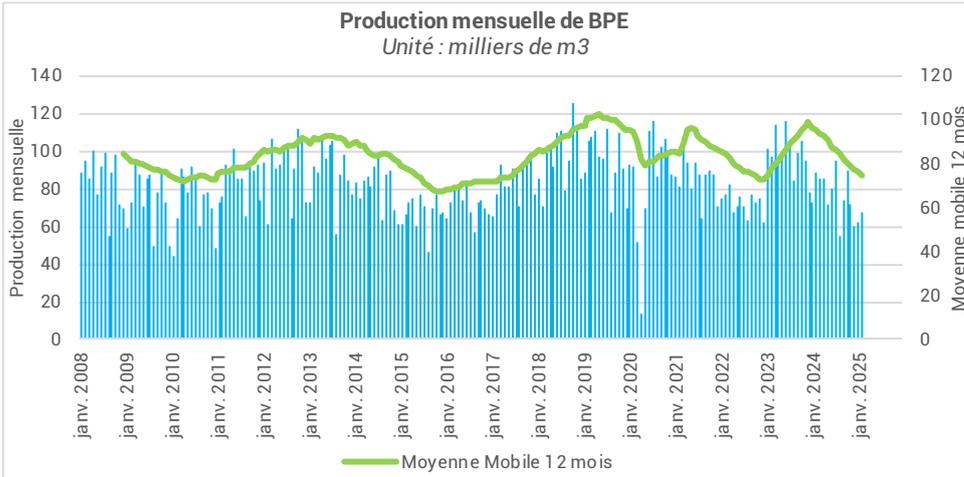
La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en février 2025	67 099 m3	-24,1%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et fevr. 2025	129 122 m3	-19,9%	▼

-19,9% ▼

entre janv. et fevr. 2025

PRODUCTION DE BPE
EVOL 1AN

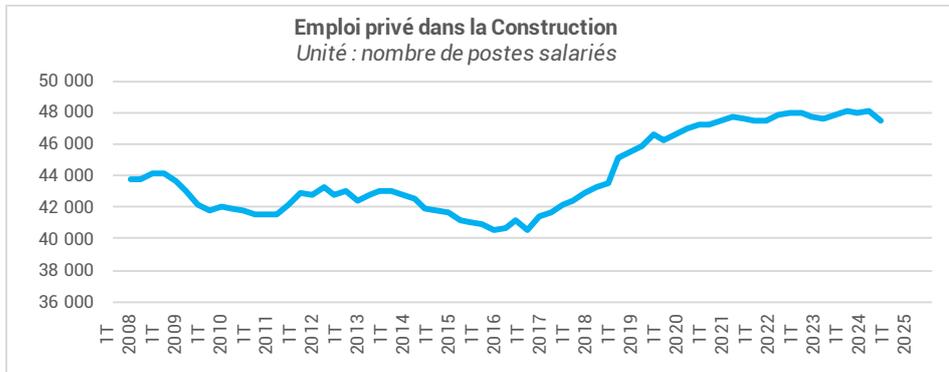
129 122 m3



Sources :
UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	47 437 sal.	-0,9%	=



-0,9% =

EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 4^e TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

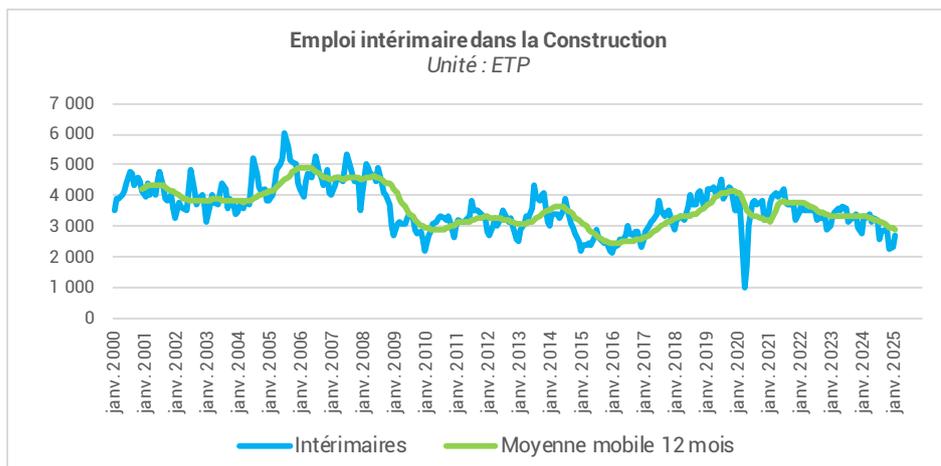
47 437 sal.

Sources :

ACOSS – URSSAF (données cvs)

Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Février 2025 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Février 2025	2 690 ETP	-19,1%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Février 2025	2 408 ETP	-20,0%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Février 2025	2 868 ETP	-13,3%	▼



-20,0% ▼

EN 1 AN
DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN FÉVRIER 2025

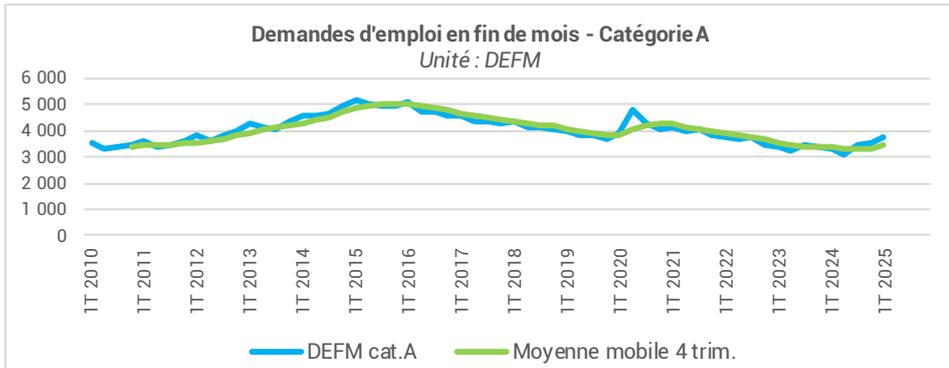
2 408 ETP

Sources :

DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	1 ^{er} trimestre 2025 - Evol 1 an		
DEFM Construction	3 726 DEFM	+11,9%	▲
DEFM tous secteurs économiques	81 737 DEFM	+16,1%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	5%	0,0 pt	=



+11,9% ▲

EN 1 AN

DES DEMANDES D'EMPLOI

AU 1^{er} TRIMESTRE 2025 (évol 1an)

3 726 DEFM

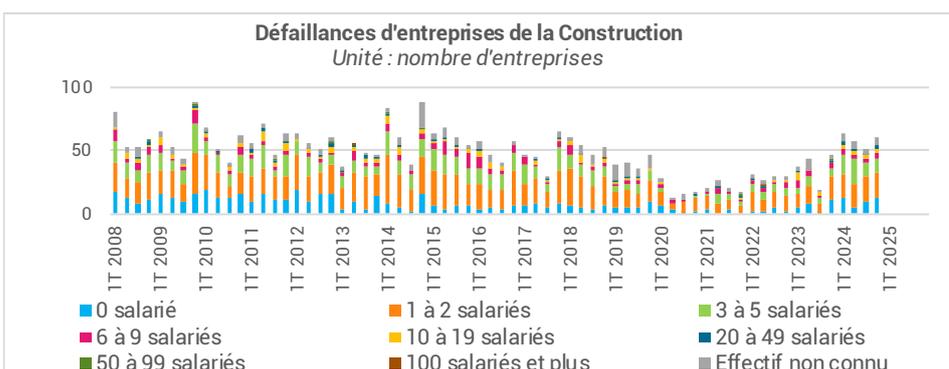
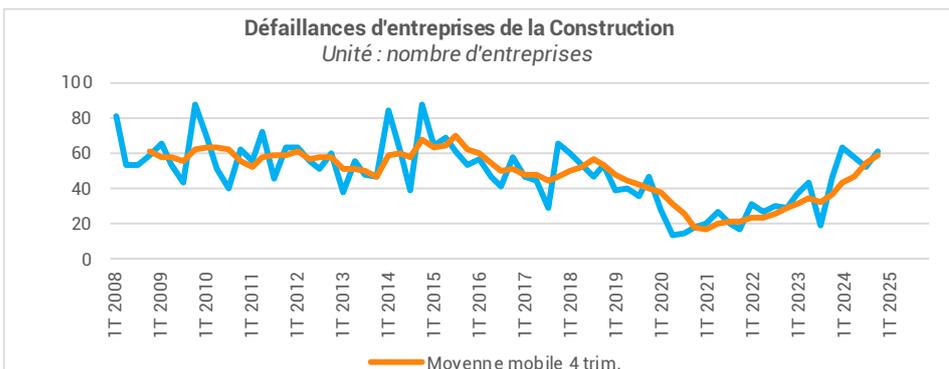
Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Depuis le 1er janvier 2025, plusieurs publics sont automatiquement inscrits à France Travail à la suite de la Loi pour le Plein Emploi (LPE).

APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	61 défaillances	+29,8%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	234 défaillances	+60,3%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	205 salariés	+13,3%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	790 salariés	+42,1%	▲



+29,8% ▲

EN 1 AN

DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.

AU 4^e TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

61 défaillances

Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Seine-Saint-Denis	Île-de-France
Bâtiment résidentiel - construction neuve		
Logements mis en chantier Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-24,4% ▼ 7 300 lgts	-2,0% ▼ 46 800 lgts
Logements autorisés Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-32,3% ▼ 7 000 lgts	-12,7% ▼ 52 500 lgts
Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro		
Travaux liés à l'éco-PTZ De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2024 (évol 1an), en M€	+40,7% ▲ 10,47 M€	+28,0% ▲ 149,34 M€
Bâtiment non résidentiel - construction neuve		
Surface de locaux mis en chantier Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	+61,0% ▲ 545 mill. m ²	+3,3% ▲ 2 491 mill. m ²
Surface de locaux autorisés Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	+69,8% ▲ 656 mill. m ²	-3,1% ▼ 3 847 mill. m ²
Matériaux		
Production BPE Production de BPE entre janv. et fevr. 2025 (évol 1an), en m3	-8,3% ▼ 105 954 m3	-6,6% ▼ 746 775 m3
Appareil de production		
Emplois salariés dans la construction A la fin du 4 ^e trimestre 2024 (évol 1an)	+0,2% = 61 806 sal.	-1,2% ▼ 357 286 sal.
Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Février 2025 (évol 1an)	-4,0% ▼ 2 357 ETP	-12,8% ▼ 20 361 ETP
Demandeurs d'emplois Bât. & TP (cat. A) Au 1 ^{er} trimestre 2025 (évol 1an)	+11,5% ▲ 9 583 DEFM	+10,8% ▲ 42 020 DEFM

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZERO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin mars 2025 Evol 1 an		
Total logements commencés	7 300 lgts	-24,4%	▼
Dont individuels purs	300 lgts	-8,6%	▼
Dont individuels groupés	200 lgts	-6,8%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	6 900 lgts	-25,3%	▼
Total logements autorisés	7 000 lgts	-32,3%	▼
Dont individuels purs	300 lgts	-4,3%	▼
Dont individuels groupés	300 lgts	+23,1%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	6 500 lgts	-34,4%	▼

-24,4% ▼

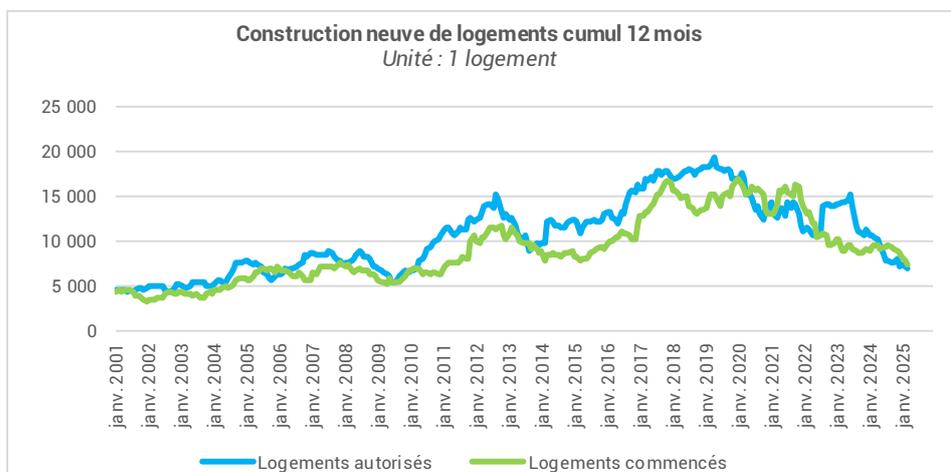
EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

7 300 lgts

-32,3% ▼

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

7 000 lgts



Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin mars 2025

Avertissement : Dans les tableaux,
en raison des arrondis, des totaux
peuvent légèrement différer de la
somme des éléments qui les
composent.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2024 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	10,47 M €	+40,7%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	440 ÉCO-PTZ	+25,4%	▲

+40,7% ▲

DE JANVIER À FIN DU 4^e TRIM. 2024
DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS
ÉCO-PTZ - ÉVOLUTION 1AN

10,47 M€

Prêts à 0% PTZ+	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de prêts délivrés dans le neuf	699	+57,1%	▲
Nombre de prêts délivrés dans l'ancien	11		

+57,1% ▲

EN 1 AN AU 4^e TRIMESTRE 2024
PRETS A 0% PTZ+
DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

699 prêts

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :
SGFGAS (données brutes)

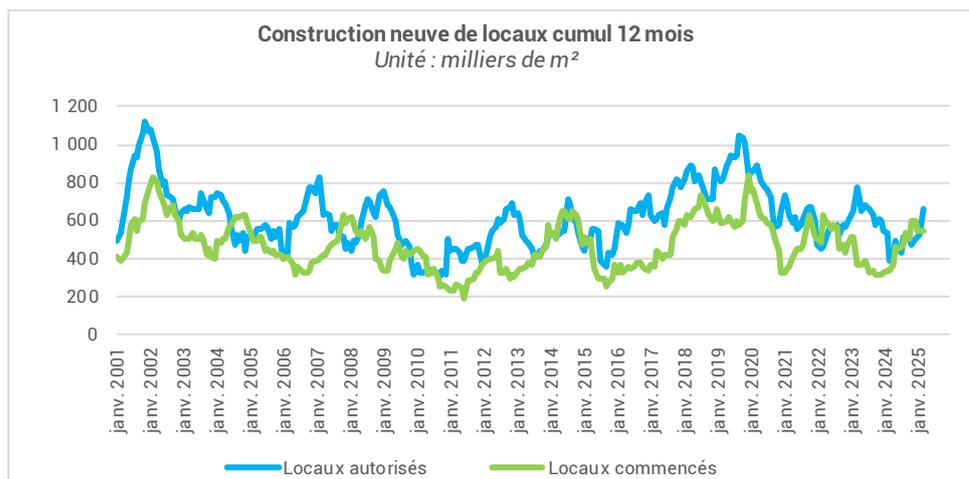
BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2025 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	545 mill. m ²	+61,0%	▲
Total locaux autorisés	656 mill. m ²	+69,8%	▲

+61,0% ▲

EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

545 mill. m²



+69,8% ▲

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

656 mill. m²

Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	545 mill. m ²	+61,0%	▲
Bâtiments agricoles	0 mill. m ²	-86,2%	▼
Secteur privé non agricole	419 mill. m ²	+89,6%	▲
Dont locaux industriels	158 mill. m ²	n.s.	
Dont commerces	46 mill. m ²	+8,0%	▲
Dont bureaux	137 mill. m ²	+57,8%	▲
Dont entrepôts	73 mill. m ²	+57,7%	▲
Dont autres locaux	6 mill. m ²	-73,1%	▼
Secteur public	125 mill. m ²	+9,1%	▲

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	656 mill. m ²	+69,8%	▲
Bâtiments agricoles	3 mill. m ²	n.s.	
Secteur privé non agricole	497 mill. m ²	+108,0%	▲
Dont locaux industriels	63 mill. m ²	+38,7%	▲
Dont commerces	52 mill. m ²	+2,6%	▲
Dont bureaux	65 mill. m ²	-10,8%	▼
Dont entrepôts	278 mill. m ²	n.s.	
Dont autres locaux	39 mill. m ²	-6,4%	▼
Secteur public	155 mill. m ²	+5,9%	▲

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDSE en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

MATÉRIAUX | BPE

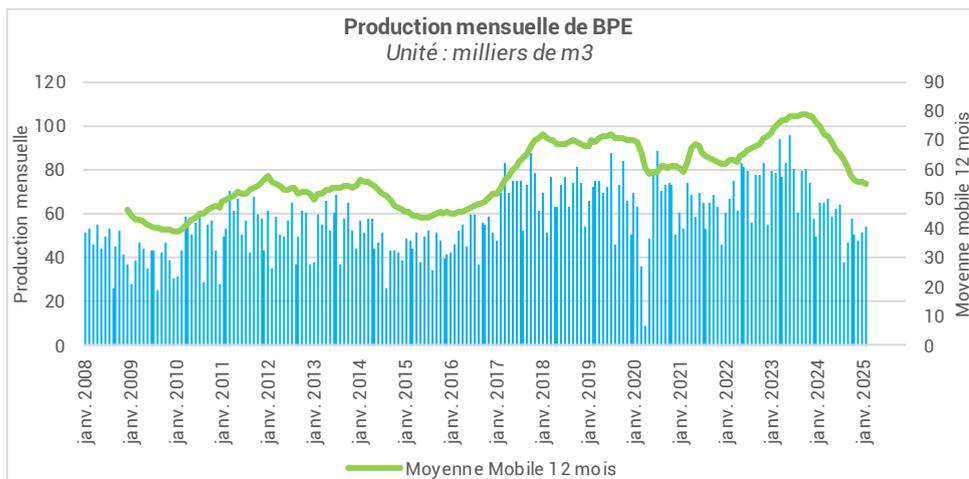
La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en février 2025	54 673 m3	-16,5%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et fevr. 2025	105 954 m3	-8,3%	▼

-8,3% ▼

entre janv. et fevr. 2025

PRODUCTION DE BPE
EVOL 1AN

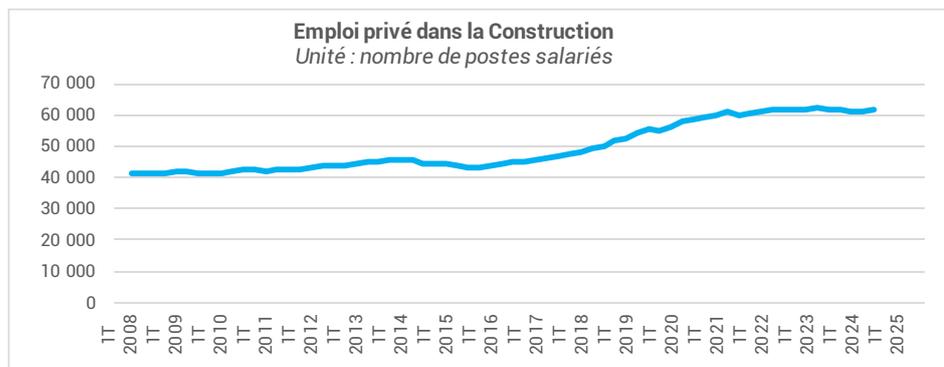
105 954 m3



Sources :
UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	61 806 sal.	+0,2%	=



+0,2% =

EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 4^e TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

61 806 sal.

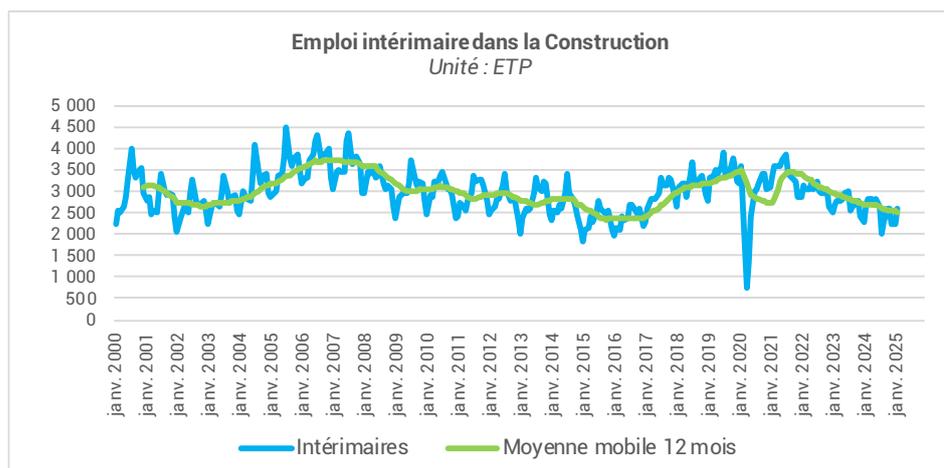
Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Février 2025 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Février 2025	2 594 ETP	-3,6%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Février 2025	2 357 ETP	-4,0%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Février 2025	2 526 ETP	-6,4%	▼

-4,0% ▼

EN 1 AN
DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN FÉVRIER 2025

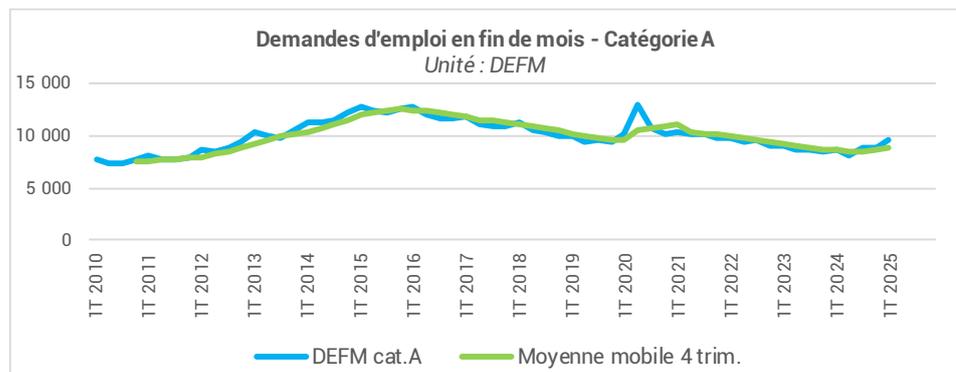
2 357 ETP



Sources :
DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	1 ^{er} trimestre 2025 - Evol 1 an		
DEFM Construction	9 583 DEFM	+11,5%	▲
DEFM tous secteurs économiques	126 513 DEFM	+16,0%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	8%	0,0 pt	=



+11,5% ▲

EN 1 AN
DES DEMANDES D'EMPLOI
AU 1^{er} TRIMESTRE 2025 (évol 1an)

9 583 DEFM

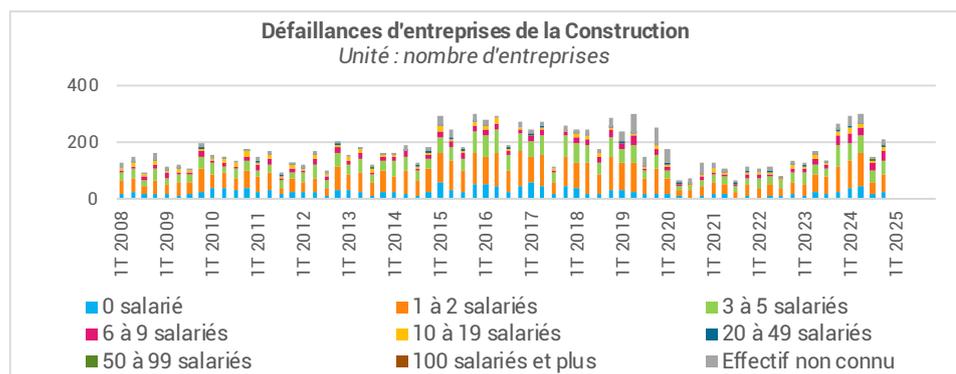
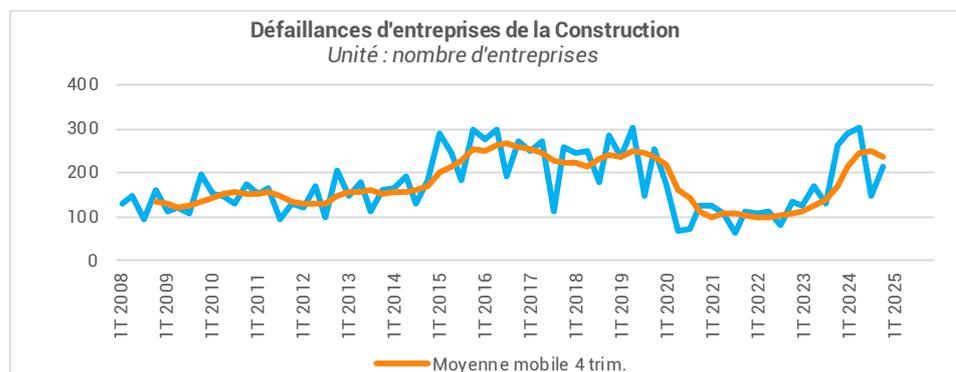
Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Depuis le 1er janvier 2025, plusieurs publics sont automatiquement inscrits à France Travail à la suite de la Loi pour le Plein Emploi (LPE).

APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	212 défaillances	-19,7%	▼
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	951 défaillances	+38,6%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	1 021 salariés	-7,5%	▼
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	3 564 salariés	+23,6%	▲



-19,7% ▼

EN 1 AN
DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.
AU 4^e TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

212 défaillances

Sources : Banque de France (données brutes)

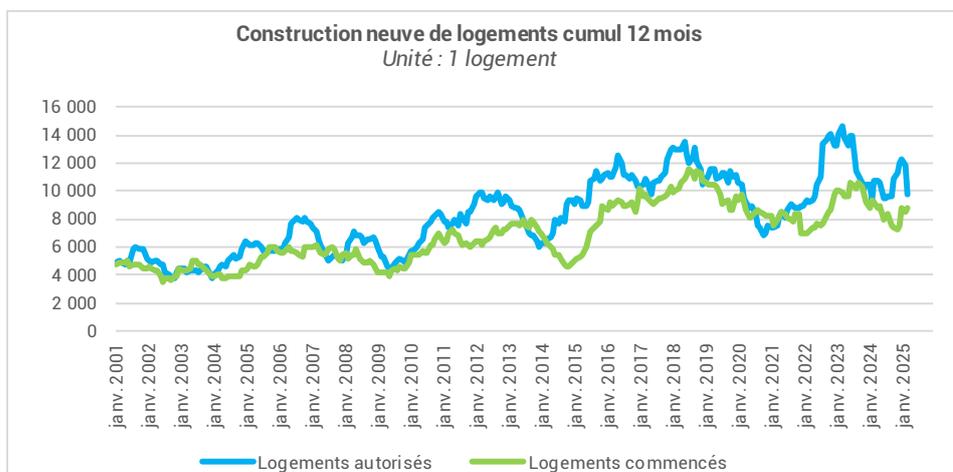
Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Val-de-Marne	Île-de-France
Bâtiment résidentiel - construction neuve		
Logements mis en chantier Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-5,1% ▼ 8 700 lgts	-2,0% ▼ 46 800 lgts
Logements autorisés Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-8,9% ▼ 9 800 lgts	-12,7% ▼ 52 500 lgts
Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro		
Travaux liés à l'éco-PTZ De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2024 (évol 1an), en M€	+8,7% ▲ 11,72 M€	+28,0% ▲ 149,34 M€
Bâtiment non résidentiel - construction neuve		
Surface de locaux mis en chantier Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	-12,7% ▼ 218 mill. m ²	+3,3% ▲ 2 491 mill. m ²
Surface de locaux autorisés Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	+30,5% ▲ 457 mill. m ²	-3,1% ▼ 3 847 mill. m ²
Matériaux		
Production BPE Production de BPE entre janv. et fevr. 2025 (évol 1an), en m3	-2,5% ▼ 79 643 m3	-6,6% ▼ 746 775 m3
Appareil de production		
Emplois salariés dans la construction A la fin du 4 ^e trimestre 2024 (évol 1an)	-3,2% ▼ 43 922 sal.	-1,2% ▼ 357 286 sal.
Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Février 2025 (évol 1an)	-17,6% ▼ 2 994 ETP	-12,8% ▼ 20 361 ETP
Demandeurs d'emplois Bât. & TP (cat. A) Au 1 ^{er} trimestre 2025 (évol 1an)	+12,3% ▲ 4 787 DEFM	+10,8% ▲ 42 020 DEFM

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZÉRO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin mars 2025 Evol 1 an		
Total logements commencés	8 700 lgts	-5,1%	▼
Dont individuels purs	200 lgts	-23,5%	▼
Dont individuels groupés	100 lgts	+31,6%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	8 400 lgts	-4,9%	▼
Total logements autorisés	9 800 lgts	-8,9%	▼
Dont individuels purs	300 lgts	-8,5%	▼
Dont individuels groupés	100 lgts	-21,2%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	9 300 lgts	-8,7%	▼



Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2024 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	11,72 M €	+8,7%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	511 ÉCO-PTZ	+1,4%	▲

Prêts à 0% PTZ+	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de prêts délivrés dans le neuf	540	+100,7%	▲
Nombre de prêts délivrés dans l'ancien	30		

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

-5,1%

EN 1 AN

DES MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

8 700 lgts**-8,9%**

EN 1 AN

DES AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

9 800 lgts

Source :

SDES, Sit@del2,

estimations à fin mars 2025

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

+8,7%DE JANVIER À FIN DU 4^e TRIM. 2024
DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS

ECO-PTZ - EVOLUTION 1AN

11,72 M€**+100,7%**EN 1 AN AU 4^e TRIMESTRE 2024**PRETS A 0% PTZ+**
DISTRIBUÉS DANS LE NEUF**540 prêts**

Sources :

SGFGAS (données brutes)

BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

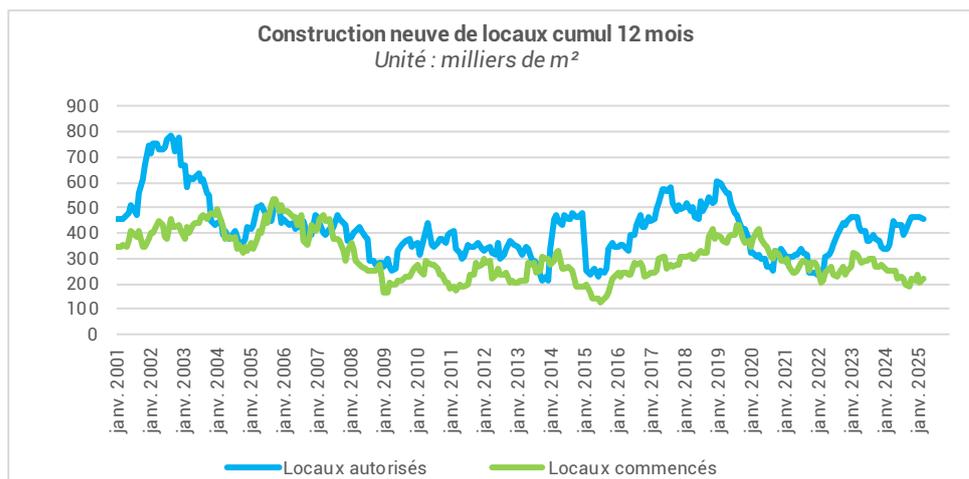
La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2025 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	218 mill. m ²	-12,7%	▼
Total locaux autorisés	457 mill. m ²	+30,5%	▲

-12,7%

EN 1 AN

DES MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

218 mill. m²**+30,5%**

EN 1 AN

DES AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

457 mill. m²

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	218 mill. m ²	-12,7%	▼
Bâtiments agricoles	2 mill. m ²	-10,5%	▼
Secteur privé non agricole	156 mill. m ²	-13,2%	▼
Dont locaux industriels	37 mill. m ²	+70,1%	▲
Dont commerces	27 mill. m ²	+10,7%	▲
Dont bureaux	44 mill. m ²	-53,9%	▼
Dont entrepôts	23 mill. m ²	-7,9%	▼
Dont autres locaux	26 mill. m ²	+80,7%	▲
Secteur public	60 mill. m ²	-11,2%	▼

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	457 mill. m ²	+30,5%	▲
Bâtiments agricoles	4 mill. m ²	+2,7%	▲
Secteur privé non agricole	341 mill. m ²	+46,9%	▲
Dont locaux industriels	61 mill. m ²	+6,2%	▲
Dont commerces	53 mill. m ²	+31,4%	▲
Dont bureaux	122 mill. m ²	+37,6%	▲
Dont entrepôts	39 mill. m ²	+29,9%	▲
Dont autres locaux	67 mill. m ²	n.s.	
Secteur public	112 mill. m ²	-2,1%	▼

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDSE en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

MATÉRIAUX | BPE

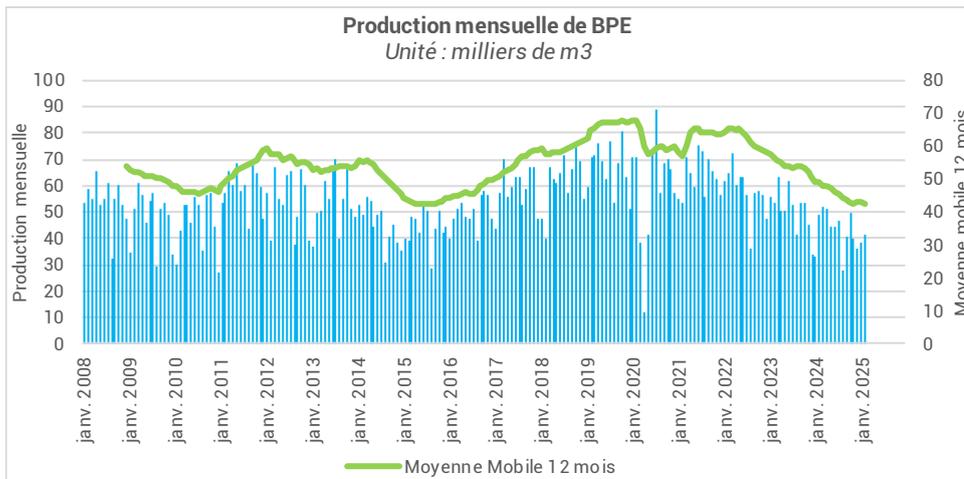
La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en février 2025	41 516 m3	-15,0%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et fevr. 2025	79 643 m3	-2,5%	▼

-2,5% ▼

entre janv. et fevr. 2025

PRODUCTION DE BPE
EVOL 1AN

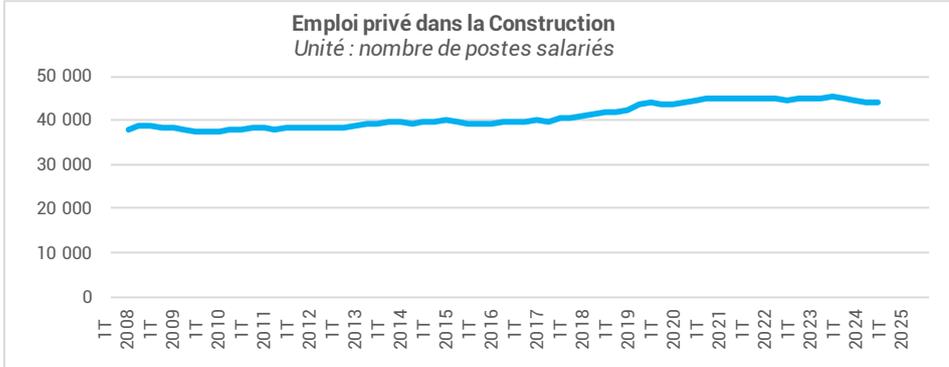
79 643 m3



Sources :
UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	43 922 sal.	-3,2%	▼



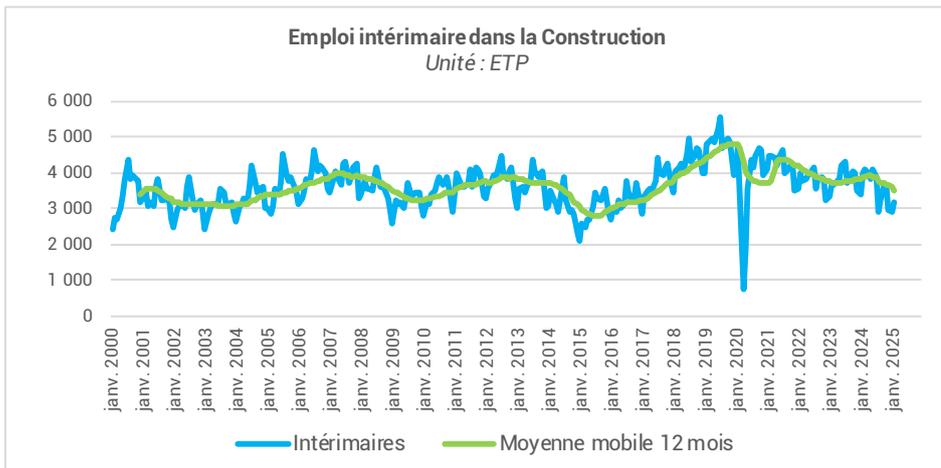
-3,2% ▼

EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 4^e TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

43 922 sal.

Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Février 2025 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Février 2025	3 155 ETP	-21,2%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Février 2025	2 994 ETP	-17,6%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Février 2025	3 520 ETP	-8,7%	▼



-17,6% ▼

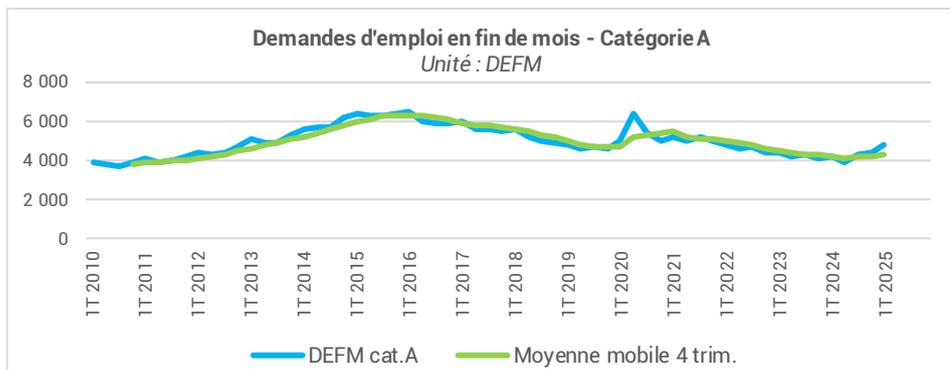
EN 1 AN
DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN FÉVRIER 2025

2 994 ETP

Sources :
DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	1 ^{er} trimestre 2025 - Evol 1 an		
DEFM Construction	4 787 DEFM	+12,3%	▲
DEFM tous secteurs économiques	77 504 DEFM	+14,5%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=



+12,3% ▲

EN 1 AN
DES DEMANDES D'EMPLOI
AU 1^{er} TRIMESTRE 2025 (évol 1an)

4 787 DEFM

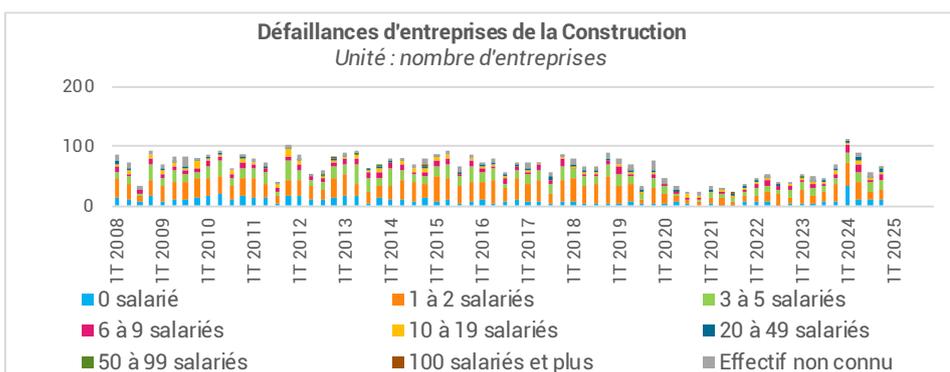
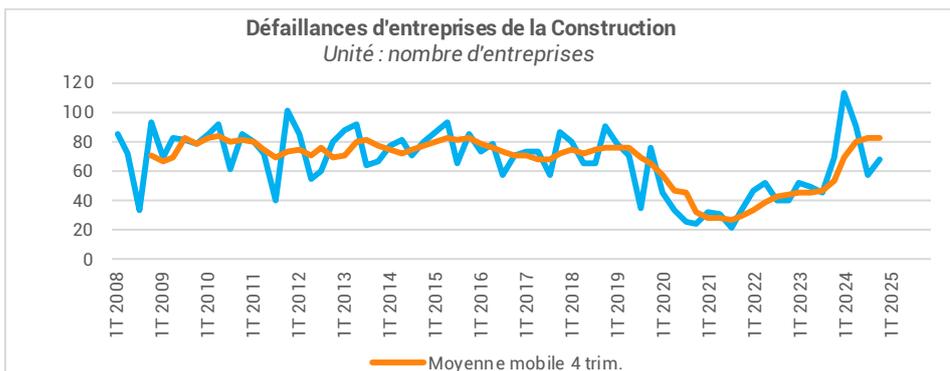
Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Depuis le 1er janvier 2025, plusieurs publics sont automatiquement inscrits à France Travail à la suite de la Loi pour le Plein Emploi (LPE).

APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	68 défaillances	-1,4%	▼
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	330 défaillances	+53,5%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	413 salariés	+63,2%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	1 397 salariés	+59,7%	▲



-1,4% ▼

EN 1 AN
DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.
AU 4^e TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

68 défaillances

Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Val-d'Oise	Île-de-France
Bâtiment résidentiel - construction neuve		
Logements mis en chantier Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-9,7% ▼ 4 000 lgts	-2,0% ▼ 46 800 lgts
Logements autorisés Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	-9,2% ▼ 4 800 lgts	-12,7% ▼ 52 500 lgts
Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro		
Travaux liés à l'éco-PTZ De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2024 (évol 1an), en M€	+20,1% ▲ 15,63 M€	+28,0% ▲ 149,34 M€
Bâtiment non résidentiel - construction neuve		
Surface de locaux mis en chantier Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	+31,4% ▲ 320 mill. m ²	+3,3% ▲ 2 491 mill. m ²
Surface de locaux autorisés Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	-39,9% ▼ 444 mill. m ²	-3,1% ▼ 3 847 mill. m ²
Matériaux		
Production BPE Production de BPE entre janv. et fevr. 2025 (évol 1an), en m3	+7,8% ▲ 64 062 m3	-6,6% ▼ 746 775 m3
Appareil de production		
Emplois salariés dans la construction A la fin du 4 ^e trimestre 2024 (évol 1an)	0,1% = 38 496 sal.	-1,2% ▼ 357 286 sal.
Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Février 2025 (évol 1an)	-8,5% ▼ 1 961 ETP	-12,8% ▼ 20 361 ETP
Demandeurs d'emplois Bât. & TP (cat. A) Au 1 ^{er} trimestre 2025 (évol 1an)	+9,7% ▲ 4 808 DEFM	+10,8% ▲ 42 020 DEFM

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE ET PRÊTS A TAUX ZERO

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin mars 2025 Evol 1 an		
Total logements commencés	4 000 lgts	-9,7%	▼
Dont individuels purs	400 lgts	-21,1%	▼
Dont individuels groupés	300 lgts	-13,0%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	3 300 lgts	-7,8%	▼
Total logements autorisés	4 800 lgts	-9,2%	▼
Dont individuels purs	400 lgts	-17,3%	▼
Dont individuels groupés	300 lgts	-30,3%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	4 100 lgts	-6,3%	▼

-9,7% ▼

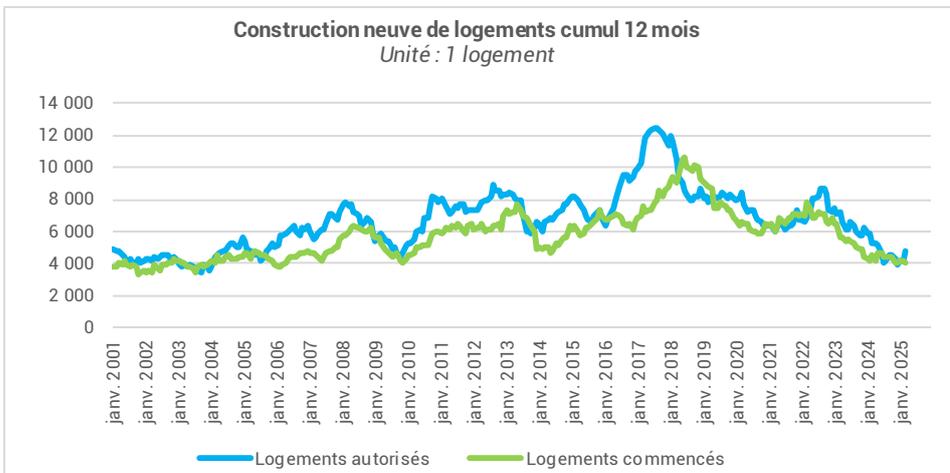
EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

4 000 lgts

-9,2% ▼

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

4 800 lgts



Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin mars 2025

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2024 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	15,63 M €	+20,1%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	764 ÉCO-PTZ	+9,5%	▲

+20,1% ▲

DE JANVIER À FIN DU 4^e TRIM. 2024
DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS
ÉCO-PTZ - ÉVOLUTION 1AN

15,63 M€

Prêts à 0% PTZ+	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de prêts délivrés dans le neuf	413	+41,9%	▲
Nombre de prêts délivrés dans l'ancien	20		

+41,9% ▲

EN 1 AN AU 4^e TRIMESTRE 2024
PRETS A 0% PTZ+
DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

413 prêts

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :
SGFGAS (données brutes)

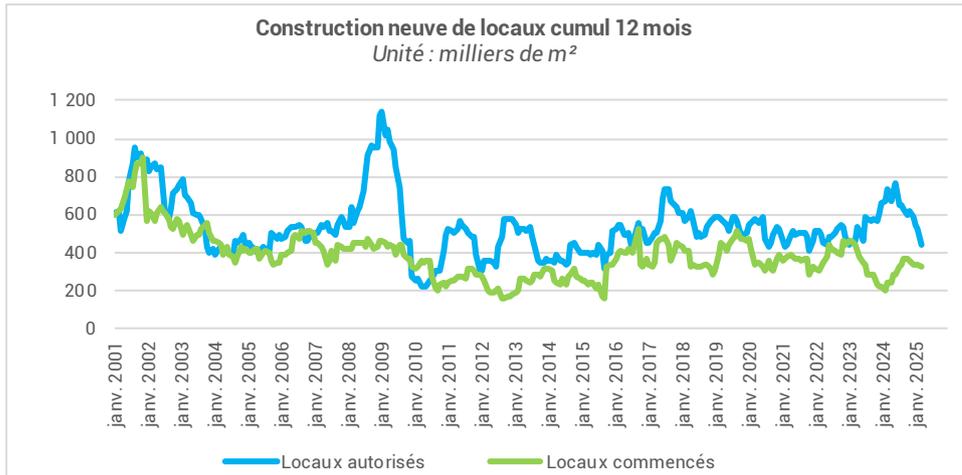
BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2025 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	320 mill. m ²	+31,4%	▲
Total locaux autorisés	444 mill. m ²	-39,9%	▼

+31,4% ▲

EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

320 mill. m²



-39,9% ▼

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2025)

444 mill. m²

Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	320 mill. m ²	+31,4%	▲
Bâtiments agricoles	3 mill. m ²	+97,9%	▲
Secteur privé non agricole	231 mill. m ²	+78,2%	▲
Dont locaux industriels	78 mill. m ²	n.s.	
Dont commerces	20 mill. m ²	-17,2%	▼
Dont bureaux	32 mill. m ²	+50,3%	▲
Dont entrepôts	82 mill. m ²	+25,1%	▲
Dont autres locaux	19 mill. m ²	+36,6%	▲
Secteur public	86 mill. m ²	-23,3%	▼

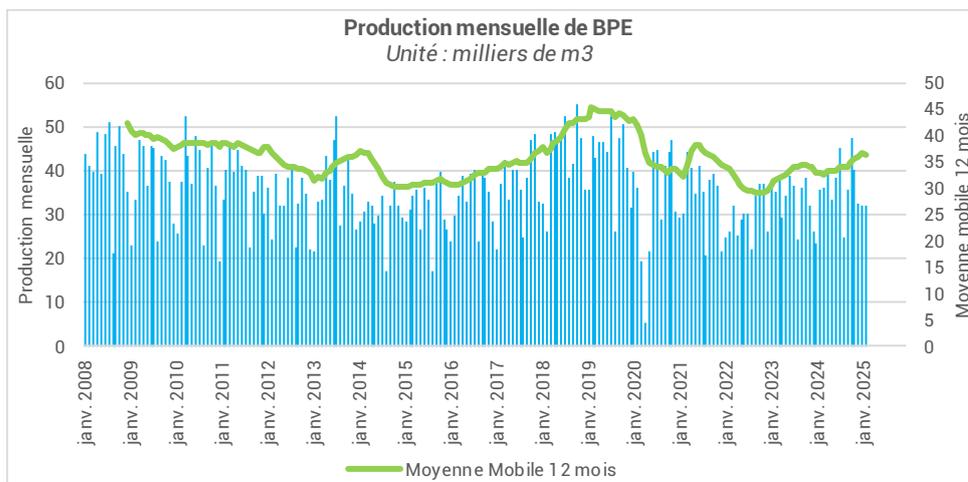
Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	444 mill. m ²	-39,9%	▼
Bâtiments agricoles	8 mill. m ²	0,0%	=
Secteur privé non agricole	344 mill. m ²	-36,6%	▼
Dont locaux industriels	57 mill. m ²	-47,8%	▼
Dont commerces	70 mill. m ²	+33,7%	▲
Dont bureaux	40 mill. m ²	-35,6%	▼
Dont entrepôts	152 mill. m ²	-40,1%	▼
Dont autres locaux	25 mill. m ²	-61,6%	▼
Secteur public	92 mill. m ²	-51,0%	▼

Avvertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

MATÉRIAUX | BPE

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en février 2025	31 980 m3	-10,4%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et fevr. 2025	64 062 m3	+7,8%	▲

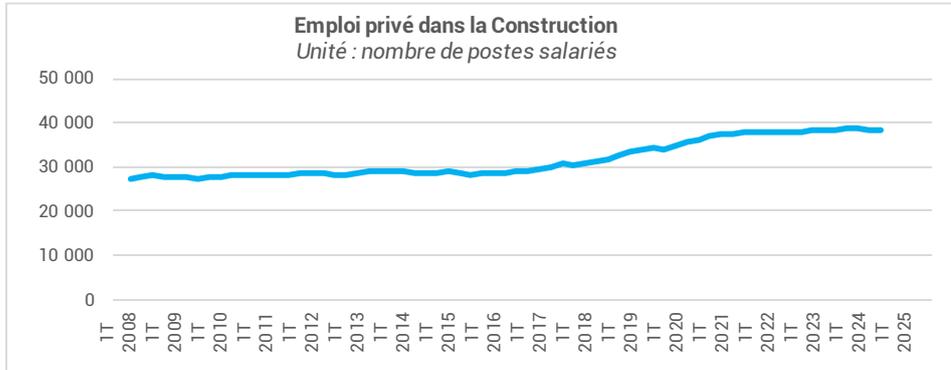
+7,8% ▲
entre janv. et fevr. 2025
PRODUCTION DE BPE
EVOL 1AN
64 062 m3



Sources : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	4° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	38 496 sal.	0,1%	=



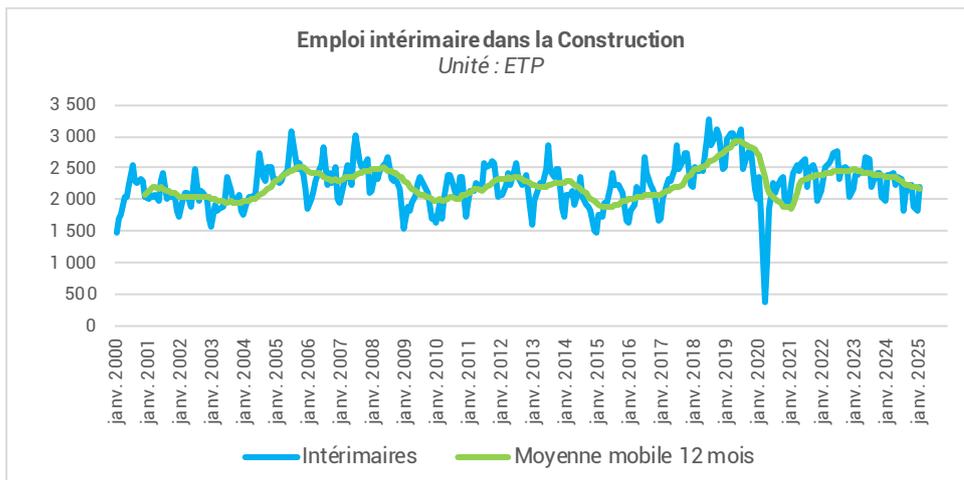
0,1% =

EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 4° TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

38 496 sal.

Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Février 2025 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Février 2025	2 188 ETP	-8,9%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Février 2025	1 961 ETP	-8,5%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Février 2025	2 165 ETP	-8,2%	▼



-8,5% ▼

EN 1 AN
DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN FÉVRIER 2025

1 961 ETP

Sources :
DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demands d'emplois en fin de mois (catégorie A)	1 ^{er} trimestre 2025 - Evol 1 an		
DEFM Construction	4 808 DEFM	+9,7%	▲
DEFM tous secteurs économiques	73 197 DEFM	+14,4%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	0,0 pt	=

+9,7% ▲

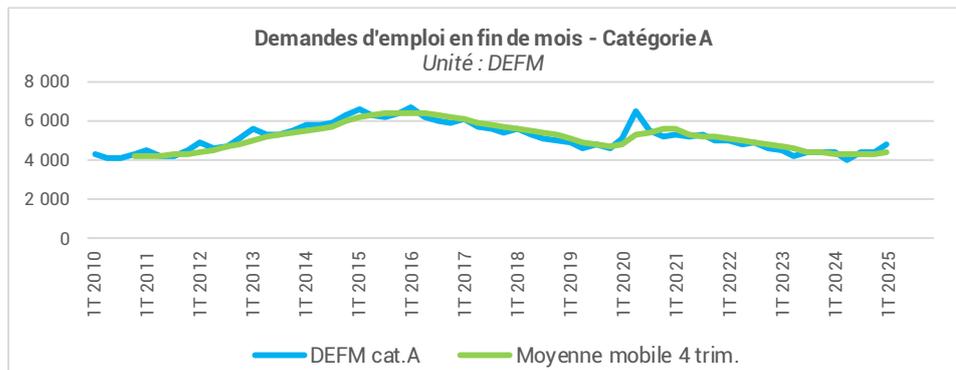
EN 1 AN
DES DEMANDES D'EMPLOI
AU 1^{er} TRIMESTRE 2025 (évol 1an)

4 808 DEFM

Sources : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Depuis le 1er janvier 2025, plusieurs publics sont automatiquement inscrits à France Travail à la suite de la Loi pour le Plein Emploi (LPE).



APPAREIL DE PRODUCTION | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	86 défaillances	+22,9%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	332 défaillances	+38,9%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	393 salariés	+65,8%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	1 492 salariés	+61,8%	▲

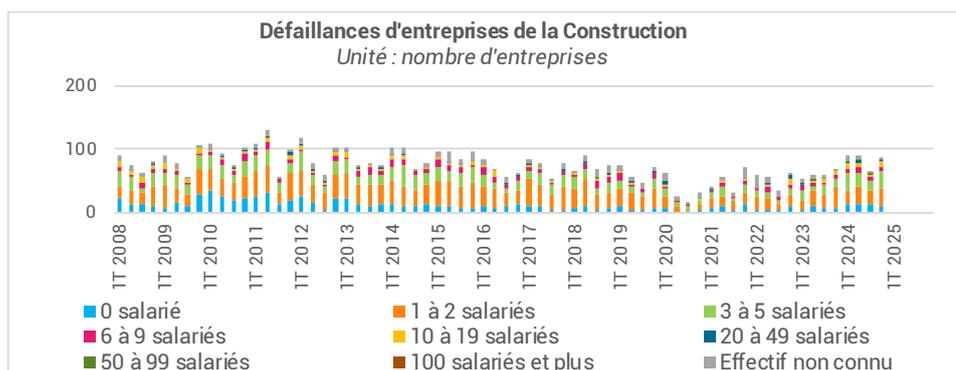
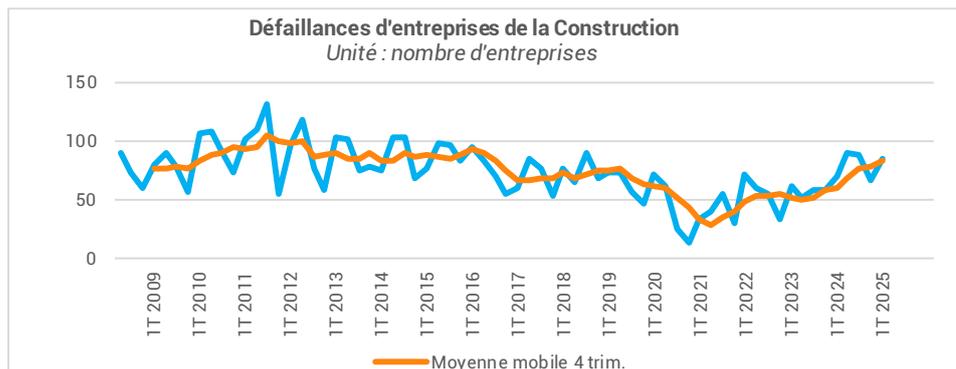
+22,9% ▲

EN 1 AN
DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.
AU 4^e TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

86 défaillances

Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



Pour en savoir plus... | Conjoncture de la filière Construction

Accédez à l'ensemble de la **conjoncture nationale** & les **comparaisons interrégionales** de la filière Construction sur le site :

www.cerc-actu.com

Avec le concours | Des Membres de la CERC



Avec le concours | Des Membres du GIE Réseau des CERC



Coordonnées | CERC Région

CELLULE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE DE LA CONSTRUCTION

21 rue Miollis – 75015 PARIS

tél. : 06.47.43.73.86 | e-mail : sitara.khan@cerc-idf.fr

Site internet : <https://cercidf.fr/>